

Chapitre 5:

La Russie, l'U.R.S.S. et le problème national¹

La Russie, vieil Empire et "prison des peuples" avant 1917, est devenue en 1923 l'**U.R.S.S.**, une entité politique d'une espèce absolument nouvelle dont le nom ne faisait référence à aucun peuple en particulier, et qui **proclamait être parvenue à résoudre définitivement le problème national**, en plaçant sur un pied d'égalité les différentes nations vivant sur son territoire dans le cadre d'un projet idéologique censé profiter à l'humanité toute entière. Cette prétention, personne en Occident ne la lui contestait, tout au moins jusqu'à la parution de l'ouvrage pionnier d'Hélène Carrère d'Encausse, *L'Empire éclaté*, en 1978. En U.R.S.S. non plus, le problème national ne fut pas au cœur de la réflexion des hommes qui, vers le début des années 1980, sous le patronage de Youri Andropov puis de Mikhaïl Gorbatchev, se mirent à réfléchir aux solutions à apporter à la crise où le pays s'enfonçait.

Pourtant, **c'est bien la force irréprouvable des nationalismes qui a fait éclater l'U.R.S.S.** et qui a mis à bas l'utopie communisme, censée les dépasser et à terme les faire disparaître. Le premier signal d'une déréliction du pouvoir soviétique, de l'incapacité des gorbatchéviens à contrôler le processus réformateur, fut non pas une grève ni une manifestation sociale à Moscou, mais en décembre 1986 une émeute anti-russe au Kazakhstan, R.S.S. où les Russes étaient devenus plus nombreux que les Kazakhs; puis vint la guerre cruelle que se livrèrent les Arméniens et les Azéris, à partir de 1988, pour le contrôle du haut Karabagh, une région peuplée en majorité d'Arméniens mais attribuée à l'Azerbaïdjan par Staline². Une étape décisive de la crise finale de l'U.R.S.S. fut en mars 1990 la déclaration unilatérale du rétablissement de l'indépendance de la Lituanie, annexée en 1940. Le coup final, la proclamation de la dissolution de l'U.R.S.S. en septembre 1991, fut asséné par un homme politique russe, Boris Nikolaïevitch Eltsine (né en 1931), dont la carrière politique avait pris un tour décisif lorsqu'il s'était mis à appuyer la renaissance d'un nationalisme russe, le peuple russe étant supposée avoir été la première victime du communisme, et qui s'était

¹ Ce ventripotent chapitre est évidemment dix fois trop long pour ce qu'on vous demande: j'ai voulu faire sentir l'extrême variété des situations, l'infinie complexité des événements dans un Empire qui s'étendait, je vous le rappelle, sur un sixième des terres émergées; mais ça ne veut pas dire qu'il faut tout savoir par cœur! La fin de la troisième partie et le début de la quatrième, en particulier, développent des préoccupations qui me sont très personnelles sur une extension sans rapport avec celle qu'on attendrait dans un exposé "normal". Par ailleurs, je tiens à souligner que malgré ma naturelle propension à l'affabulation humoristique, aucun nom propre n'est inventé, quoi qu'à l'occasion il puisse paraître.

N.B. Le recours à un atlas, de préférence d'époque soviétique, est indispensable à l'assimilation même partielle de ce qui va suivre.

² Cette guerre s'est achevée en 1994 par une victoire totale des Arméniens: ils occupent aujourd'hui un quart de l'Azerbaïdjan et en ont expulsé les populations azéris et kurdes.

allié aux indépendantistes ukrainiens. Quinze États-nations ont succédé à l'U.R.S.S., et en Russie même le nationalisme n'a pas fini de faire sentir ses effets, notamment en Tchétchénie.

C'est cet apparent paradoxe que je tenterai d'éclairer, en insistant beaucoup sur un point qui me semble capital, à savoir que **les nations et les nationalismes des années 1990 n'ont pas grand-chose à voir**, malgré les continuités affichées, **avec ceux des années 1900**: soixante-quatorze années de communisme sont passées par là, soixante-quatorze années où les bolcheviks se sont livrés à un travail en profondeur de réélaboration de la carte des peuples de l'ancien Empire des Tsars et même de reconstruction de leurs identités. Les nations qui ont pris leur indépendance en 1991 sont dans une large mesure des nations forgées par Staline...

I-La situation en 1917.

A) La Russie, Empire multiethnique.

Selon le recensement de 1897, le dernier avant la révolution dont les données concernant les nationalités soient utilisables, les cent vingt-trois millions d'habitants de la Russie n'étaient pas tous des Russes, loin de là: le recensement distinguait quatre-vingt-cinq communautés linguistiques. On comptait cinquante-quatre millions et demi de **Russes** proprement dits ou Grands-Russiens (soit 44% du total); les "**allogènes**", selon l'expression traditionnellement employée en français pour désigner les minorités nationales de la Russie, étaient donc majoritaires. Il y avait vingt-huit millions et demi d'autres **Slaves**, Polonais, Biélorusses et Ukrainiens (les Russes considéraient, considèrent parfois encore les deux derniers groupes comme d'autres Russes d'une espèce un peu particulière¹). Les Slaves formaient au total 73% de la population de la Russie.

Parmi les autres peuples de langues indo-européennes, les **Baltes** (Lettons et Lituaniens², aux langues très archaïques qui ressemblent à du latin ou du grec ancien), qui

¹ Les Ukrainiens étaient officiellement appelés les "Petits-Russiens" et vous trouverez parfois l'expression française "Blancs-Russiens" à la place du terme "Biélorusses": c'en est une traduction. Par ailleurs certains nationalistes ukrainiens, surtout en Autriche au XIXe siècle, désignaient leur peuple du nom de "Ruthènes". Il faut dire que le mot "Ukraine" veut simplement dire: "les confins".

² Attention aux désignations concernant cette région de la Russie, puis de l'U.R.S.S.: les terminologies linguistique et géographique ne correspondent pas. Du point de vue administratif, en 1917 le terme "provinces baltes" désignait trois entités, l'Estlande (le nord de l'actuelle Estonie), la Livonie et la Courlande (le sud de l'actuelle Lettonie), que dominaient des noblesses locales d'origine allemande, mais dont la population indigène n'était qu'en partie balte par la langue (au sud de la Livonie et en Courlande). En revanche la Lituanie, de langue balte elle aussi, mais liée depuis le Moyen Âge à la Pologne (la noblesse lituanienne parlait polonais), était

vivaient presque tous en Russie; des Iraniens (notamment les Tadjiks d'Asie centrale et les Ossètes du Caucase¹), une partie des **Arméniens** (la plus grande partie vivait, ou plutôt tentait de survivre, dans l'Empire ottoman); des Roumains de langue latine en Bessarabie, quelques Grecs sur la mer Noire; quelques Suédois en Finlande; des **Allemands**, colons paysans attirés sur la basse Volga par Catherine II ou vieille noblesse des provinces baltes, très puissante encore au XIXe siècle (par ailleurs les liens étaient étroits entre la noblesse russe et la noblesse allemande — voyez au chapitre 1). Cinq millions de **Juifs** étaient sujets de Nicolas II, soit 4% des habitants de la Russie — la Russie abritait la moitié des Juifs du monde². Du strict point de vue linguistique, ils étaient une espèce d'Allemands, puisque leur langue, le yiddish, était un dialecte allemand; mais les recensements les classaient à part. En principe les Juifs n'avaient pas le droit de s'installer où ils voulaient en Russie: ils étaient confinés à une "zone de résidence" qui correspondait en gros à la Pologne-Lituanie médiévale dans sa plus grande extension (actuellement, en gros aussi, cela correspond à la Pologne orientale, à l'Ukraine, à la Biélorussie et à la Lituanie). Les règles ayant été assouplies sous Alexandre III, au début du XXe siècle ils avaient essaimé discrètement dans toute la Russie, mais bien sûr ils demeuraient plus nombreux dans l'ancienne zone de résidence. Ils y représentaient 10 à 25% de la population selon les provinces, beaucoup plus en ville (35% de la population urbaine de Lituanie dans les années 1920); mais il y avait aussi des Juifs à la campagne (ainsi les parents de Trotski étaient de moyens propriétaires fonciers), et même des villages juifs, les *shtetls*³.

Parmi les peuples de langues non indo-européennes, les plus nombreux étaient les onze millions de **Turco-Mongols** héritiers des grandes invasions du Moyen Âge et notamment de l'Empire mongol. C'étaient des nomades des steppes et de Sibérie, mais aussi des paysans d'Asie centrale, du Caucase (surtout en Azerbaïdjan), de Crimée ou de ces régions très mal russifiées du cours moyen de la Volga, en Europe, qui avaient été le siège au Moyen Âge d'un grand royaume mongol (la Horde d'Or, 1227-1419), puis turc (le khanat de Kazan, 1419-1552⁴). Un certain nombre de ces Turco-Mongols, notamment ceux de la Volga, d'Ukraine et de Crimée, étaient désignés sous l'appellation assez vague de "Tatars" ou "Tartares"; ou alors on les identifiait par des dénominations tribales (plutôt que tribus on

exclue de cet ensemble; il n'y avait du reste aucune entité administrative du nom de "Lituanie". L'expression "pays baltes" est une commodité postérieure, qui s'étendait d'ailleurs à la Finlande entre les deux guerres.

N.B. On écrit "Lituanie" ou "Lithuanie" et "Esthonie" ou "Estonie"; les deux dernières variantes, moins décoratives mais plus simples, gagnent du terrain.

¹ Ce sont deux appellations soviétiques, elles n'existaient pas avant 1917 — voyez plus bas.

² Le substantif "juif", sans majuscule, se réfère à une religion; le même substantif avec une majuscule se réfère aux Juifs comme un peuple, une "nation" (en français les noms de peuples prennent une majuscule, les noms de communautés religieuses n'en prennent pas, tout comme les noms des langues et des religions). C'est comme un groupe ethnique qu'en Russie l'on perçoit habituellement les Juifs, même lorsque l'on n'est pas antisémite; c'est donc avec une majuscule que j'écrirai ce mot dans ce polycopié, contrairement à ceux sur la France. L'adjectif correspondant ne prend jamais de majuscule.

³ Pour plus de détails, voyez le cours de Relations internationales, à la fiche A3.

⁴ Les envahisseurs mongols du XIIIe siècle s'appuyaient sur des troupes en bonne partie turques, recrutées parmi les Turcs nomades des steppes, leurs voisins (et cousins linguistiques). Sur la Volga, progressivement ces Turcs prirent le dessus et le khanat de Kazan, issu du démembrement de la Horde d'Or, devint un État proprement turc.

disait: "hordes", ce qui veut dire "armées") qui ne correspondaient pas à des délimitations linguistiques précises: ainsi on trouvait en plusieurs régions des "Kirghizes", un mot qui signifie "les quarante" (clans alliés). Les deux petits protectorats qui survivaient en Asie centrale en 1917, le khanat de Khiva et celui de Boukhara, étaient essentiellement peuplés de Turcs, de langues et de hordes fort diverses. On trouvait aussi en Russie des **Finno-Ougriens**, paysans des régions forestières du nord de l'Europe (parmi lesquels les Finnois¹ et les Estoniens) et du cours moyen de la Volga (les Mordves, les Zyriènes, les Votiaks et les Tchérémisses²), éleveurs de rennes, chasseurs et pêcheurs des régions arctiques (les Lapons en Europe, les Samoyèdes en Sibérie); des **Caucasiens**, inexpugnables indigènes de la barrière montagneuse qui sépare l'Europe du Moyen-Orient, parmi lesquels les Géorgiens, vieux peuple lettré christianisé depuis l'Antiquité, et les Tchétchènes, montagnards teigneux déjà célèbres pour la longue résistance qu'ils avaient opposé à la conquête russe au XIXe siècle (Léon Tolstoï a célébré leur héroïsme dans *Hadji Mourad*, roman paru entre 1896 et 1904)³. Enfin, la Sibérie compte divers isolats linguistiques, généralement de toutes petites communautés d'éleveurs-chasseurs: les Guiliaks⁴, les Tchouktches, etc.

Nombre de ces peuples vivaient à cheval sur les frontières de la Russie et des pays voisins: ainsi certains Polonais étaient sujets allemands et d'autres sujets austro-hongrois; une partie des Ukrainiens vivait en Autriche-Hongrie; les Roumains étaient répartis entre la Bessarabie russe, la Roumanie proprement dite et la Hongrie. Les Tadjiks sont un rameau du peuple persan, qui domine l'Iran et l'Afghanistan. La majorité des Mongols vivait en Chine; un clan turc, les Ottomans, avait fondé un grand Empire au sud de la Russie.

C'étaient **des peuples très divers**: rien à voir avec la proximité d'univers culturel qui existe entre les différentes communautés vivant sur le territoire de la France (les immigrés récents mis à part), qui sont tous catholiques en grande majorité, ont le même mode de vie et ont partagé un millénaire d'Histoire commune. Du point de vue de la **religion**, les orthodoxes étaient majoritaires: outre les Russes, il y avait les Géorgiens, les Finno-Ougriens de la Volga et la plupart des Ukrainiens et des Biélorusses (les autres étaient des catholiques de rite oriental, des "uniates"). Il y avait aussi en Russie des catholiques romains (les Polonais, les Lituanais), des protestants luthériens (les Finnois, la plupart des Estoniens) et des monophysites (les Arméniens)⁵; et aussi des non-chrétiens, des juifs, des bouddhistes (du côté

¹ "Finnois" se rapporte à un peuple et "Finlandais" à un pays. Il n'y a pas que des Finnois parmi les Finlandais, mais aussi des Suédois et des Lapons. En revanche les Caréliens (les indigènes finno-ougriens de la région de Russie appelée Carélie) sont linguistiquement des Finnois, malgré les efforts des Soviétiques pour les en distinguer.

² Les trois derniers de ces peuples s'appellent aujourd'hui respectivement les Komis, les Ourdmourtes et les Maris.

³ Il y a au moins quatre familles linguistiques caucasiennes différentes.

⁴ Aujourd'hui connus (enfin, tout est relatif) sous le nom de Nivkhs.

⁵ Sur les chrétientés orientales, voyez le cours de Relations internationales, à la fiche A3.

de la Mongolie), des animistes (surtout parmi les peuples du grand nord, adeptes du chamanisme¹) et surtout de nombreux musulmans, 12% des habitants de l'Empire au total, présents en Asie centrale, dans le Caucase (notamment les Tchétchènes et les Azéris) et jusque sur la moyenne Volga (les Tatars). Presque tous les Turcs de Russie d'Asie étaient musulmans. Certains de ces peuples avaient un **mode de vie** assez proche de celui des Européens de l'ouest, et nourrissaient un solide complexe de supériorité vis-à-vis des Russes (les Finnois, les Polonais, les Estoniens, les Baltes), d'autres étaient des guerriers des montagnes, héritiers de vieilles traditions aristocratiques étatiques (les Géorgiens, les Arméniens) ou tribales (les Tchétchènes); d'autres appartenaient au monde des oasis moyen-orientaux (les sédentaires d'Asie centrale); d'autres encore étaient des nomades héritiers du monde millénaire de la steppe asiatique, jadis terreur des Empires sédentaires, en pleine décadence désormais (les Kazakhs, les Bouriates); d'autres enfin étaient des éleveurs sans structures sociales ni politiques plus larges que le clan (les Samoyèdes, les Tchoukches).

Certaines de ces populations étaient nombreuses et compactes (les Polonais, les Géorgiens) d'autres formaient des communautés minuscules (les peuples de Sibérie se comptaient le plus souvent par milliers d'individus) ou se trouvaient depuis longtemps dépassées en nombre par les colons russes sur leur propre territoire (comme les Mordves de la moyenne Volga); surtout, certaines avaient développé de longue date un **sentiment "national"** très fort (notamment les Polonais, les Géorgiens, les Finnois, les Juifs: je veux dire par là qu'il se percevaient comme des groupes unis et soudés, avec des valeurs propres dont ils étaient fiers, de brillantes cultures et de glorieux souvenirs communs), et leur culture et leurs traditions ne devaient rien aux Russes, alors que d'autres, qui vivaient sous l'influence russe depuis des siècles, n'étaient perçus, et ne se percevaient eux-mêmes sans doute, que comme des paysans ou des nomades arriérés promis à l'assimilation au peuple russe, des **"peuples sans avenir"** comme on disait.

C'était que la Russie ne ressemblait en rien aux États-nations d'Europe occidentale. **La Russie était un Empire.**

Il s'était constitué depuis qu'aux XVe et XVIe siècles les princes de Moscou avaient pris le dessus sur les Turco-Mongols, qui avaient dominé l'Europe orientale depuis le XIIIe siècle (ce fut en 1556 qu'Ivan IV "le Terrible" prit Astrakhan à l'embouchure de la Volga). Dans la même période, les Russes

¹ Le chamanisme est un type de rapport au divin, attesté un peu partout dans le monde, que caractérise la présence, au sein de la communauté, de médiateurs professionnels ou semi-professionnels de l'au-delà, les chamanes, choisis pour leurs dons plutôt qu'éduqués pour leur fonction, élus ou recrutés dans certaines familles; ils assurent le contact avec les morts, l'obtention de la chance ou de la fécondité, la divination, la voyance. Concrètement, les cérémonies chamaniques sont marquées par l'entrée en transes du chamane, lequel danse, saute, crie, gesticule, etc.

pénétrèrent en Sibérie et dans les steppes d'Asie centrale (ce qu'on appelait le "Turkestan"), et placèrent très vite sous leur contrôle ces régions maigrement peuplées dont les populations n'avaient guère les moyens technologiques de leur résister; au XIXe siècle, le processus s'était prolongé par la difficile conquête du versant septentrional des montagnes d'Asie centrale (en 1884, la Russie avait pris Merv dans l'actuel Turkménistan) et celle, encore plus laborieuse, du Caucase (les Tchétchènes, menés par l'imam Chamil, avaient mené une résistance d'un quart de siècle, de 1834 à 1859). Dans le même temps, la Russie s'était étendue vers l'ouest et le sud-ouest, avec nettement plus de difficultés qu'en Asie, profitant de la faiblesse croissante des deux États situés à sa périphérie, la Pologne-Lituanie (finalement liquidée en 1795, avec l'aide de la Prusse et de l'Autriche) et l'Empire ottoman. L'Ukraine orientale et centrale s'était unie à la Russie en 1654, mais du fait de la présence des Ottomans sur les côtes la Russie n'atteignit la mer Noire qu'à la fin du XVIIIe siècle; sur la Baltique, un peu auparavant elle s'était ouvert une "fenêtre" maritime (l'annexion définitive des provinces baltes date de 1721) et y avait péniblement construit une nouvelle capitale, Saint-Pétersbourg (le chantier, commencé en 1712, était toujours inachevé lorsque le marquis de Custine visita la Russie en 1839). La Finlande, ancienne possession suédoise, s'était ajoutée à cet ensemble en 1809, à la faveur des guerres napoléoniennes.

Chose très importante, il n'y avait **pas de solution de continuité** entre le "centre", l'État russe originel autour de Moscou, et les périphéries colonisées, contrairement à ce qui se passait pour les Empires coloniaux des pays d'Europe occidentale; et nulle part il n'y avait de frontière nette entre le peuplement russe et les allogènes. Ceci est resté vrai durant toute la période soviétique. De ce fait, jusqu'en 1991 **la plupart des Russes n'avaient pas conscience du caractère colonial et impérialiste de la construction des Tsars**. Pour eux, et c'est largement vrai encore aujourd'hui, conscience "nationale" et conscience "impériale" étaient très liées (ceci se vérifiait dans tous les milieux et dans tous les courants politiques): l'expansionnisme russe était un processus légitime, et l'assimilation des allogènes était un phénomène naturel. D'ailleurs le peuple russe, depuis les origines, s'était formé d'apports divers: la topographie de la région de Moscou indique un peuplement finno-ougrien à l'origine, et les premiers dirigeants de la Russie médiévale, les fondateurs de l'État kiévien qui fut le premier État "russe", étaient des vikings de langue scandinave (voyez au chapitre 1). À l'époque tsariste, cette perception des choses était accentuée par le fait que les frontières administratives ne tenaient aucun compte des différences ethniques.

Comme tout Empire, la Russie se proclamait investie d'**une mission idéologique** qui dépassait largement les limites d'un seul peuple: et ce bien avant que l'idéologie dont elle se

faisait la championne ne fût le communisme. Il ne s'agissait pas d'une idéologie de type raciste, ni à proprement parler nationaliste, mais au départ d'une mission religieuse. Moscou, depuis la fin du XV^e siècle, se tenait pour la "**troisième Rome**", prétendait succéder à Rome et à Byzance en tant que centre du monde chrétien — de la chrétienté "orthodoxe" bien entendu, c'est-à-dire, au sens premier de ce mot, l'"authentique", la "vraie". La Russie se devait de porter la vraie foi aux peuples qui ne la connaissaient pas, ou tout au moins d'assurer la prééminence des orthodoxes sur les autres.

Bien entendu, cela s'accompagnait déjà de l'exaltation du peuple russe, peuple chrétien par excellence, fer de lance de la vraie religion; mais il n'était pas question que la Russie fût le pays des seuls Russes, comme la France est le pays des seuls Français — la conception française de la nation est de type citoyen (voyez le cours sur la France, au chapitre 5), or dans l'Empire absolutiste des Tsars il n'existait évidemment aucune notion de citoyenneté: les habitants de l'Empire n'étaient que des sujets, dont le monarque reconnaissait l'appartenance à des communautés très diverses. Les Russes orthodoxes dominaient, mais longtemps les Tsars avaient laissé leurs sujets chrétiens, juifs, bouddhistes et musulmans pratiquer en paix leurs religions, se contentant d'évangéliser les païens de l'extrême-nord de la Russie d'Europe et de la Sibérie. **Les allogènes conservaient une grande partie de leurs institutions** religieuses (ainsi les muftis musulmans, certes désignés par Moscou mais qui conservaient leurs fonctions traditionnelles¹), mais aussi politiques. Ainsi depuis 1809 la Finlande était demeurée un grand-duché autonome, avec son propre droit, un Sénat pour les affaires internes, et des forces armées; la noblesse des provinces baltes, d'origine allemande, conservait ses diètes (assemblées) d'origine médiévale, avec d'importants pouvoirs administratifs, législatifs et judiciaires, et l'université de Dorpat (aujourd'hui Tartu en Estonie) continua à fonctionner comme avant l'annexion, en allemand jusqu'aux années 1880; en Asie centrale, les administrateurs russes traitaient avec les chefs de hordes et de clans, sans chercher à les remplacer par des fonctionnaires impériaux.

Une exception de taille existait cependant à ce traitement longtemps assez favorable: les Slaves. En effet, à cette première mission de la Russie vint s'en ajouter une seconde au XIX^e siècle: **rassembler tous les peuples slaves**, supposés être appelés, du fait de leur parenté linguistique, à une communauté de destin autour du Tsar, qui s'autoproclamait leur protecteur. On se rapprochait ici de la problématique des nationalismes européens de l'époque, mais cela remontait en bonne partie à des conceptions très anciennes et très russes — en tout cas, ce désir de rassemblement des Slaves divisés par l'Histoire ne s'exprimait absolument pas en un langage moderniste, laïc et libéral, comme en Italie à la même époque le désir d'unir Piémontais, Vénètes, Napolitains et autres Sardes (largement aussi différents entre eux que les Russes et les Ukrainiens). Je l'ai déjà dit, les Russes considéraient les

¹ Un mufti donne des consultations juridiques, d'après le Coran et la tradition, que l'on appelle des *fatwas*.

Ukrainiens et les Biélorusses, notamment, comme d'autres Russes; il faut rappeler à ce propos que le premier État russe est né autour de Kiev, qui est aujourd'hui la capitale de l'Ukraine (mais aussi qu'en un millénaire les langues et les cultures russe et ukrainienne ont eu le temps de diverger).

Cette idéologie, que l'on désigne du nom de "**panslavisme**", et que théorisa l'écrivain Nicolas Danilevski en 1869 (dans *La Russie et l'Europe*), s'est développée surtout à partir du moment où les Tsars se sont heurtés aux réticences très fortes des Polonais à l'intégration à l'Empire et à leur refus de se convertir à l'orthodoxie, comme on l'attendait d'un peuple slave — le catholicisme têtu des Polonais était un scandale permanent pour Moscou. Il y eut deux grandes révoltes polonaises au XIXe siècle, en 1831 et 1863, et l'agitation nationaliste fut à peu près incessante. Mais le panslavisme avait aussi des retentissements et des implications à l'étranger, notamment à partir des années 1860 dans les Balkans où des Slaves orthodoxes, les Serbes et les Bulgares notamment, asservis aux Turcs puis plus ou moins rassemblés dans de petits États-nations, servaient de relais locaux aux ambitions russes en direction des Détroits et de la Méditerranée. En Autriche-Hongrie aussi, il y avait de nombreux Slaves: des Ukrainiens, des Biélorusses, des Polonais, des Tchèques, des Slovaques, des Croates; mais comme la plupart (les quatre dernières communautés susnommées) étaient catholiques, la Russie avait moins d'influence sur eux.

Dans le même temps, dans le troisième tiers du XIXe siècle le régime tsariste eut tendance à exalter de plus en plus **un nationalisme proprement grand-russien**. Les valeurs nationales russes s'étaient développées d'abord, à partir du début du siècle, parmi les gens de culture (les écrivains Pouchkine et Gogol notamment), plus intéressés par les fastes de l'Histoire et les richesses du folklore russe que par la mission religieuse et les ambitions impérialistes des tsars; l'invasion napoléonienne joua un rôle aussi dans cet éveil. Cependant cette quête de racines déboucha progressivement sur **l'idéologie slavophile**, selon laquelle la Russie devait être fière de sa supériorité morale sur l'Occident où les vraies valeurs s'étaient perdues, et ne compter que sur elle-même pour avancer dans l'Histoire, faute de quoi elle y perdrait son âme. La slavophilie dominait les milieux officiels à la fin du XIXe siècle: elle demeurait très liée à la religion orthodoxe et à l'idée impériale, c'est-à-dire que c'était une idéologie réactionnaire, de type légitimiste; cela distinguait le nationalisme russe des nationalismes d'Europe centrale, fondés essentiellement sur le particularisme culturel linguistique, et, dans certains cas, la "race", des concepts récemment apparus en politique, "modernes" et compatibles avec le libéralisme politique qui inspirait la plupart des programmes nationalistes en Europe occidentale et centrale¹. Constantin Petrovitch **Pobiédonostsev** (1827-1907), procureur général du Saint-Synode (c'est-à-dire en gros

¹ Si la compatibilité du racialisme politique et du libéralisme politique vous paraît improbable, voyez les passages consacrés à Ernest Renan dans le cours sur la France (aux chapitres 5 et 10).

ministre du Culte orthodoxe) à partir de 1880, hostile à toutes les innovations politiques de la modernité occidentale, joua un grand rôle dans la formulation et la diffusion de cette idéologie, comme dans les tentatives de russification des allogènes que je détaillerai un peu plus bas. Enfin au début du XXe siècle, un nationalisme russe d'un type nouveau fit son apparition, avec le mouvement des Centuries noires ou **Cent-Noirs**¹. Violents et antisémites, xénophobes y compris à l'égard des autres Slaves, ils se voulaient un mouvement populaire, sachant mobiliser les masses et se méfiant des élites; ils annonçaient les extrême-droites populistes du XXe siècle.

Dans les dernières décennies du XIXe siècle (surtout après la révolte polonaise de 1863 et l'assassinat d'Alexandre II en 1881), tout cela déboucha sur une politique de **russification** à outrance des allogènes, notamment en Pologne, mais aussi dans des régions non slaves: il s'agissait non d'éliminer les indigènes ou de les chasser de leur terre, comme aux États-Unis ou en Argentine à la même époque, ni de dépasser les clivages culturels par l'imposition d'une conception politique de la nation comme en France, mais de "faire des Russes" (au sens culturel du terme) à partir des allogènes, du moins de ceux qui étaient assimilables et dont l'assimilation était essentielle à la stabilité et à l'expansion de la Russie, c'est-à-dire avant tout les peuples de la Russie d'Europe occidentale et les chrétiens du Caucase; en revanche jusqu'à la fin les Tsars laissèrent les musulmans à peu près tranquilles, sauf ceux de la moyenne Volga qui subirent un certain nombre de tentatives de conversion.

L'autonomie dont la **Pologne** russe disposait depuis 1815 (avec sa propre administration et sa diète) disparut après la révolte de 1863; le russe devint la langue administrative, puis la seule langue d'enseignement en 1885; la publication de livres en polonais fut interdite; une grande partie du clergé catholique fut déportée et l'on tenta de forcer les Polonais à se convertir à l'orthodoxie, sans succès; pour affaiblir la noblesse polonaise, le servage fut aboli et les terres de l'Église distribuées aux paysans. La Pologne perdit même son nom, on parlait des "provinces de la Vistule". Les régions de langue lituanienne de l'ancienne Pologne furent soumises au même régime; les (rares) publications en lituanien n'étaient pas interdites mais elles devaient se faire dans l'alphabet cyrillique, une mesure vexatoire et destinée à couper de leur public les hommes de culture et les nationalistes.

En **Ukraine** russe, une région déjà en partie russifiée (notamment les bords de la mer Noire et le bassin du Don, régions cosaques, ainsi que les grandes agglomérations industrielles en plein essor), le russe était depuis longtemps à peu près la seule langue écrite: le plus grand écrivain d'Ukraine, Nicolas Vassiliévitch

¹ C'étaient les milices d'un parti dont la dénomination officielle était "Union du Peuple russe".

Gogol (1809-1852), écrivait en russe et se considérait comme un Russe; son *Tarass Boulba*, paru en 1835, était pour lui une épopée russe. Le maigre mouvement en faveur d'un ukrainien littéraire moderne ne touchait pas le peuple. La langue ukrainienne, tenue pour un dialecte russe « corrompu sous l'influence polonaise » (selon une circulaire de 1863), fut explicitement interdite en 1876, y compris par exemple au théâtre. En matière religieuse, la répression en Ukraine au XIXe siècle s'abattit surtout sur les catholiques uniates, que l'on forçait à se convertir à l'orthodoxie.

Dans les **provinces baltes**, en 1888-1889 la noblesse germanique perdit l'essentiel de ses pouvoirs administratifs au profit d'une bureaucratie nommée par Saint-Pétersbourg et composée d'hommes venus d'autres régions de Russie (les diètes subsistèrent néanmoins avec des pouvoirs réduits); on introduisit le russe comme langue administrative à partir de 1885, et dans les écoles entre 1887 et 1892, dans les deux cas au détriment de l'allemand (l'université de Dorpat fut russifiée en 1893 et la ville prit un ancien nom slave, Iouriev). Dès les années 1840, des paysans luthériens furent encouragés à se convertir à l'orthodoxie en échange d'avantages matériels (17% des Estoniens sont aujourd'hui orthodoxes). En **Finlande** en revanche les choses allèrent moins loin: en 1901-1903 l'armée finlandaise perdit son autonomie, le Sénat une grande partie de ses pouvoirs, et le russe devint la langue de l'administration, mais la vie culturelle en finnois et en suédois se poursuivit.

Dans le **Caucase**, le russe remplaça le géorgien dans l'administration, la justice et l'enseignement; les biens de l'Église géorgienne furent confisqués, on exila le Catholikos (le patriarche de l'Église orthodoxe géorgienne) et on le remplaça par un archevêque orthodoxe de langue russe. L'évolution fut parallèle en Arménie.

Au moment de la révolution de 1905, Nicolas II dut faire quelques concessions limitées aux mouvements nationaux (ainsi l'autonomie administrative de la Finlande fut rétablie, l'administration dut tolérer une presse en ukrainien), mais le gouvernement revint très vite sur ces mesures libérales, notamment sous l'impulsion de Stolypine, et le régime en 1914 était redevenu presque aussi dur envers les allogènes qu'en 1900.

Un autre aspect de cette politique de russification, et qui remontait bien avant le XIXe siècle, c'était **l'installation de colons russes** dans les territoires peuplés d'allogènes. En Sibérie, ce processus datait des débuts de la pénétration russe; de même, dans les régions frontalières les Tsars avaient installé des cosaques, par exemple ceux d'Ukraine face à la Pologne, ceux du Don face à la Crimée turque et ceux du Terek juste au nord des turbulents

indigènes du Caucase¹. Au XIXe siècle, la colonisation russe toucha même la Géorgie, région pourtant bien peuplée et bien contrôlée; elle s'accéléra beaucoup en Sibérie à la suite de la construction du Transsibérien. Dès cette époque, les nomades turcs du nord du Turkestan commencèrent à refluer vers le sud.

Il faut enfin évoquer la montée de l'**antisémitisme** officiel dans la Russie tsariste. Un oukase de 1882 avait remis en vigueur l'obligation faite aux Juifs de vivre dans la zone de résidence; il rappela aussi qu'ils n'avaient pas le droit de s'installer à la campagne. En 1887, le gouvernement leur imposa un *numerus clausus* dans les lycées, y compris dans la zone de résidence où ils formaient auparavant la majorité des effectifs de l'enseignement secondaire; les Juifs furent exclus de la fonction publique et du barreau, ne purent plus être élus maires des villes. Une première vague de **pogromes** (c'est un mot russe) eut lieu dans les années 1880 en Ukraine, encouragée par les autorités; ils reprurent dans les années 1900 dans toute la zone de résidence: le plus sanglant eut lieu en avril 1903 à **Kichinev** en Bessarabie (aujourd'hui Chisinau, la capitale de la Moldavie). De plus en plus nombreux étaient les Juifs qui choisissaient l'émigration, tout comme d'ailleurs les Polonais, les Lituanais et les Ukrainiens; la misère qui régnait dans les campagnes russes jouait son rôle aussi dans ce processus².

B) Le mouvement national parmi les peuples allogènes de Russie.

Le **mouvement national** avait des caractères et surtout des ampleurs très diverses selon les peuples et les régions. Il était inexistant parmi les petites communautés de Sibérie, lesquelles se contentaient d'essayer de maintenir leur mode de vie et leurs usages, mais sans élaborer de programmes politiques. Par ailleurs, les résistances des peuples musulmans d'Asie centrale et du Caucase aux Russes et à la russification s'articulaient non autour de la défense de la nation, mais autour de celle de l'islam; leur vecteur privilégié était certaines institutions religieuses, comme les confréries soufies³, en revanche eux non plus n'avaient point de vie politique au sens moderne, occidental du terme.

Parmi ces peuples, les sentiments particularistes étaient très forts souvent mais se fondaient sur des clivages non linguistiques et non territoriaux, c'est-à-dire non "nationaux" au sens que ce mot a pris en Europe centrale au XIXe siècle et que les bolcheviks reprurent à leur compte. Ainsi dans le Caucase et en Asie centrale

¹ Voyez une note plus précise sur les cosaques au chapitre 2.

² Sur les Juifs de Russie, voyez aussi le cours de Relations internationales, à la fiche A3.

³ Sur les soufis, voyez le cours de Relations internationales, à la fiche R1.

le clivage religieux prédominait pour distinguer les groupes principaux; aux échelles inférieures la référence identitaire spontanée était non pas la nation ou l'ethnie mais le groupe relationnel (le village ou la vallée, la parentèle, le clan, la tribu ou la horde, la corporation, la secte, etc.¹). De toute façon la plupart des langues de ces régions n'étaient pas écrites, on n'avait pas la conscience que leurs locuteurs formaient des ensembles, et en fait ils n'en formaient pas: les gens qui parlaient une même langue ne se sentaient pas liés entre eux par des liens particuliers. Partout des colons russes s'étaient mêlés aux autochtones, les maigres élites culturelles locales modernes² s'exprimaient en russe; le russe était la langue de l'intégration et du progrès, c'était même la langue où s'exprimait la contestation au sein de l'Empire au nom des particularismes collectifs.

Je vais donc à présent me concentrer sur les peuples chrétiens de Russie d'Europe et de Transcaucasie, plus les Tatars de la Volga (ou de Kazan), le seul peuple musulman de Russie à avoir connu un véritable mouvement national avant 1917.

En Russie d'Europe et dans une certaine mesure en Transcaucasie chrétienne, **la situation était plus proche de celle d'Europe centrale**: lorsqu'un particularisme s'exprimait, il suivait volontiers les fractures créées par la langue et par l'Histoire (par exemple des frontières administratives héritées de royaumes disparus). On glorifiait volontiers la **langue** et la **culture** locales, perçues comme le "trésor" essentiel et originel de la nation (les deux adjectifs avaient à peu près le même sens au XIXe siècle), menacé par la russification; on glorifiait aussi l'**héritage historique** commun lorsqu'il y en avait un à peu près présentable. Bien entendu, d'autres facteurs intervenaient, dont la **religion** n'était pas le moindre; mais la religion en tant qu'elle était patrimoine de la communauté, en tant qu'elle l'opposait à ses voisines et rivales — rien d'équivalent à ce sentiment très fort d'appartenance à une *Umma*, une communauté universelle des croyants, que l'on trouvait dans les régions musulmanes. En tout cas, nulle part, et pour cause, on ne trouvait en Russie de nationalismes du type de ceux

¹ O. Roy écrit à ce propos: « en 1900, y avait-il des Kazakhs, Kirghizes, Tadjiks, Azéris, Turkmènes et Ouzbeks? Certains de ces termes n'avaient même pas d'existence, comme Azéri, d'autres se référaient à une identité très étroite (Tadjik était le terme pour désigner les montagnards persanophones sunnites). Kazakhs, Kirghizes et Turkmènes désignaient plutôt que des groupes ethniques, des confédérations tribales qui réunissaient, parfois temporairement, des groupes d'origines différentes, unifiés dans une structure tribale. De toute façon il n'y avait aucune territorialisation. (...) Si le terme "ouzbek" a bien désigné entre le XIVe et le XVIe siècle une confédération tribale qui établit son pouvoir politique au sud du Syr-Daria, il semble que le terme n'était guère utilisé entre cette époque et la révolution bolchevique: l'opposition était, d'un côté, entre tribus nomades, toutes turques, et de l'autre côté populations sédentaires sans affiliation tribale, appelées *sart* quelle que soit leur langue (turc ou persan) ».

² J'entends: instituteurs, médecins, géomètres, fonctionnaires, écrivains et artistes selon les canons européens du temps — par opposition aux popes, chamanes, rabbins, imams, cadis, muftis, chanteurs d'épopées de grand chemin et baladins de villages, poètes et annalistes de cour des derniers khans de Khiva ou des chefs tribaux du Caucase, etc.

dont la France au XIXe siècle ou les États-Unis d'Amérique se sont faits les vecteurs, fondés d'abord sur l'idée de "communauté des citoyens", de libre association des individus à un projet politique partagé, élaboré en commun. La seule région où l'idée de nation était quelque peu associée à un territoire et à des institutions politiques communes était le grand-duché de Finlande, dont l'autonomie était étendue et ancienne et qui était bilingue (les élites étaient suédophones, mais se sentaient finlandaises quand même).

Chez les chrétiens de Transcaucasie, il y avait des traditions culturelles et des particularismes anciens, qui s'exprimaient entre autres, mais pas seulement, par l'attachement à de vieilles langues littéraires écrites (en **Arménie**, en **Géorgie**), mais aussi aux souvenirs d'une Histoire commune (les brillants royaumes médiévaux de Géorgie, la résistance contre le Turc en Arménie) et par la fidélité à des religions "nationales" (chacune des deux communautés a sa propre Église autocéphale, qui comptent parmi les plus anciennes du monde; de plus, l'une et l'autre ont eu à résister à la submersion par l'islam). C'était un peu le même cas de figure en **Pologne**, où la tradition écrite était ancienne, le souvenir de la grande Pologne médiévale fort vif, augmenté de la geste des grandes révoltes antirusses au XIXe siècle; et où un catholicisme exalté dans l'épreuve faisait partie intégrante du sentiment national.

Certaines régions de Russie occidentale, dépourvues de tradition historique très brillante, avaient connu assez récemment, au XIXe siècle, l'émergence d'un sentiment national à fondement presque exclusivement linguistique et culturel: ainsi la **Finlande** et l'**Estonie** où l'émergence des mouvements nationaux fut liée au départ à un énorme travail de récupération et de réélaboration du folklore par quelques passionnés — les grands monuments culturels de ces nations sont deux grands poèmes étroitement inspirés, en théorie tout au moins, du folklore collecté dans les villages: le *Kalevala* d'Élias Lönnrot (1802-1884), publié à partir de 1835, et le *Kalevipoeg* de Freidrich Reinhold Kreutzwald (1803-1882), publié entre 1857 et 1861¹. Elle fut liée aussi à la découverte d'un particularisme linguistique (finno-ougrien), suivie de tout un labeur d'élaboration, de standardisation et d'adaptation à la modernité de langues jusque-là rarement écrites, sauf par le clergé luthérien pour les besoins du culte depuis le XVIe siècle. Il fallut pour cela un effort énorme, une impressionnante volonté collective: toute la haute culture du temps était allemande, russe, française; tous ces gens communiquaient entre eux en allemand ou en suédois, il n'y avait à peu près rien de moderne,

¹ Remarquez que Lönnrot est un nom à consonnance suédoise et non finnoise, et Kreutzwald un nom à consonnance allemande et non estonienne. Le premier appartenait aux anciennes élites suédophones (ce qui ne l'empêchait pas de parler aussi la langue du peuple), mais, sous l'influence du mouvement romantique allemand, il s'intéressait à la culture "authentique", "originelle" des paysans, auxquels il tendait à s'identifier en bon romantique. Le second était l'un des tout premiers Estoniens à avoir fait des études (en allemand) et à s'être agrégé aux élites culturelles (allemandes) du lieu; par ailleurs, la mythologie du *Kalevipoeg* est largement inventée, en pratique il s'agit en grande partie d'une falsification — ou, comme l'on voudra, d'une œuvre originale: faites le parallèle avec les poèmes d'Ossian et le *Barzaz Breizh* (voyez le cours sur la France, au chapitre 7).

d'intéressant d'écrit dans les idiomes locaux, il était malcommode d'y exprimer avec finesse et nuance les débats du temps... Ce fut à la génération suivante seulement, vers 1880-1900, que l'usage de ces langues se généralisa parmi les classes moyennes instruites des villes, qui jusque-là ne les utilisaient qu'en privé, voire pas du tout, et sous des formes dialectales, non standardisées.

Dans les régions estoniennes, ce renouveau culturel a été paradoxalement favorisé par les mesures prises par le pouvoir russe, dans les années 1880 et 1890, contre l'allemand, langue des anciennes élites. Les Estoniens, les indigènes, utilisèrent moins la langue de leurs maîtres, combattue par le régime, mais pas plus celle du Tsar que personne ne savait: l'idiome national en tira profit. Un peu avant, la communauté s'était donné, à l'imitation de l'Allemagne romantique, un efficace instrument de promotion de son identité culturelle, les festivals de chant pan-estoniens: le premier eut lieu en 1869. Il y eut toute une production musicale (inspirée de la tradition allemande bien plus que des musiques paysannes locales), qui fut pleinement intégrée à la culture nationale en cours de constitution.

La description que je viens de faire vaut aussi en gros pour les **Baltes**: les intellectuels de Lituanie et de Courlande, notamment, n'étaient pas peu fiers que tous les linguistes indo-européanistes s'intéressassent à l'idiome de leurs campagnes, méprisé par les Russes comme par les Polonais; en un siècle qui glorifiait l'origine et la race, ce n'était pas rien d'être tenus pour les plus proches descendants subsistants des anciens Indo-Européens (ou Aryens). À cause de l'existence de deux centres culturels distincts (Riga et Vilnius) et d'héritages historiques différents selon les régions (germanique et luthérien au nord, polonais et catholique au sud) on aboutit cependant, à partir d'un ensemble de parlers très proches les uns des autres, à l'élaboration de deux langues littéraires modernes distinctes, le letton et le lituanien. Dans les provinces baltes et en Lituanie cependant, contrairement ce qui se passait en Pologne, au départ ce type de fierté culturelle touchait sans doute assez peu la masse de la population, composée de paysans peu instruits (à peu près totalement alphabétisés cependant dans les pays luthériens); de plus, les noblesses locales étaient composées d'Allemands dans les provinces baltes, de Polonais en Lituanie, et n'éprouaient que peu d'intérêt pour la culture du vulgaire local, sauf la minorité qui, avec un bon demi-siècle de retard sur l'Allemagne proprement dite, s'était lancée dans l'aventure du romantisme.

La situation était moins favorable en **Ukraine**. Dans cette région, dont les villes étaient très russifiées, on trouvait sans doute davantage d'intellectuels qui se tenaient pour des Russes et la concevaient comme le centre historique déchu de la Russie (voyez par exemple le souverain mépris du Kiénien Boulgakov pour le particularisme ukrainien, tel qu'il s'exprime dans *La garde blanche*), que de nationalistes qui, rappelant notamment le long passé partagé avec la Pologne, considéraient l'Ukraine comme une communauté nationale distincte de la

"Grande-Russie"; ceux-là seuls, qui cependant peu à peu progressaient, tentaient depuis 1835 environ de développer une langue littéraire distincte de celle de Moscou—retenez éventuellement le nom de l'écrivain Tarass Grigorievitch Chevtchenko (1814-1861), "le père de la littérature ukrainienne". En vérité, la cause nationale ukrainienne était bien plus populaire en Galicie, province autrichienne, où l'on élaborait d'ailleurs un ukrainien littéraire légèrement différent¹; il faut dire que la répression était moins brutale en Autriche-Hongrie qu'en Russie. En **Biélorussie** en revanche il n'y avait pratiquement aucune forme de particularisme, et en tout cas un éventuel nationalisme n'aurait eu aucune base linguistique (dans la région de Minsk, la catégorie ethnique "Biélorusse" semble n'avoir existé au départ que pour les besoins des recensements, afin de désigner les populations qui n'étaient ni polono-lituanien — catholiques —, ni juives²).

Dans les **pays de la moyenne Volga** au contraire, les différentes populations allogènes savaient bien qu'elles existaient (les Russes leur démontraient assez de mépris pour cela, et les langues n'avaient rien à voir avec le russe), mais leur univers ne dépassait pas l'horizon du village: les rares villes étaient russes. On était tout au début de la phase du renouveau culturel: des écrivains en langues locales étaient apparus, certains dès le XIXe siècle, mais ils étaient complètement isolés et leur œuvre ne parvenait pas à leurs frères de langue — on peut citer le cas extrême d'Ivan Kuratov (1839-1875), un Zyriène, officier de l'armée tsariste, qui produisit, dans la solitude et loin de son pays (il était en poste dans le Caucase), une œuvre poétique en langue zyriène qui n'a été publiée qu'au XXe siècle. Il y avait une exception cependant: les **Tatars** de la Volga, qui n'avaient pas oublié (ou dont certains, au XIXe siècle, en étaient venus à se rappeler) qu'ils étaient les descendants du peuple de la grande Bulgarie³, de la Horde d'Or⁴ et du khanat de Kazan⁵, et que par ailleurs

¹ Lemberg, chef-lieu de la Galicie, est désormais Lviv en Ukraine après avoir été Lwov en Pologne et Lvov en U.R.S.S.; la différence entre l'Ukraine occidentale, plus nationaliste, et l'Ukraine centrale et orientale, en partie russifiée, est encore très sensible aujourd'hui.

² H. Carrère d'Encausse précise à ce propos: « cartes ethnographiques à l'appui, on constate combien il est difficile, voire impossible, de cerner au XIXe siècle la nation biélorusse, tant elle est imbriquée parmi des Polonais, des Lituanien, des Juifs. Sans doute, après 1905, certains intellectuels affirment-ils l'existence d'une "nation de la Rus' Occidentale" (*Zapadnaia Rus'* [— Rus' est le nom du premier État kiévien, le nom de la Russie, *Rossïia*, en dérive]) distincte des nations russe et polonaise. Mais en 1917, ceux qui ont été recensés deux décennies plus tôt comme biélorusses continuent à parler une vingtaine de dialectes que les linguistes classeront ensuite en quatre groupes et qui ne diffèrent pas moins les uns des autres qu'ils ne diffèrent du russe, du polonais ou de l'ukrainien. Le sentiment national biélorusse, s'il a existé avant 1917, est donc le fait d'un groupe réduit d'intellectuels, qui rêvent sur un passé national en partie mythique plus qu'ils ne restaurent une culture et une langue qui n'existent pas encore. De surcroît, quand il y a volonté de promouvoir une culture biélorusse, elle n'est pas dirigée, comme en Ukraine, contre la culture russe, mais au premier chef contre les cultures juive et polonaise ». [N.B. en Estonie aussi au XIXe siècle on a "restauré" un passé qui n'avait jamais existé, et c'était le fait au départ d'une minorité! Mais le rêve estonien s'appuyait sur un particularisme bien réel, absent en Biélorussie].

³ On désigne sous ce nom un État fondé vers le VIIIe siècle par des Turcophones venus de ce qui est aujourd'hui le sud de l'Ukraine; d'autres, de même origine, choisirent de passer dans les Balkans, se slavisèrent; la Bulgarie actuelle est la descendante lointaine de leur royaume.

⁴ L'État mongol qui avait succédé à la grande Bulgarie après la conquête de celle-ci en 1236-1237.

⁵ L'État turcophone et musulman qui succéda à la Horde d'or de 1445 à la prise de Kazan par les Russes en 1552.

leur religion distinguait des Russes. Paradoxalement, ce furent les efforts (inutiles) des Russes pour les christianiser dans les dernières décennies de l'époque tsariste qui aboutirent, par le biais d'un début d'alphabétisation, à l'éveil d'une conscience nationale tatare de type européen: un phénomène qu'on retrouva sur une plus grande échelle à l'époque soviétique. Le fait que ce peuple, relativement nombreux, occupait une région stratégique pour les échanges, à la limite de la Russie d'Europe et de la Sibérie, joua un rôle aussi dans l'éveil national — beaucoup d'idées circulaient par ces chemins.

Le réveil culturel des **Juifs** obéissait à de tout autres logiques, dans la mesure notamment où il était étroitement lié à celui des Juifs d'Europe centrale, mais aussi où la dimension religieuse y prédominait. Ce fut largement en Russie que naquit, dès les années 1850 mais surtout à partir des années 1880, l'idéologie sioniste, c'est-à-dire un nationalisme juif calqué sur les nationalismes d'Europe centrale à ceci près qu'il envisageait non pas son développement sur place mais le "retour" des Juifs d'Europe en Palestine. Theodor Herzl, qui théorisa le **sionisme** en 1896 dans *L'État juif*, était de Budapest; mais d'autres figures importantes du premier sionisme venaient de Russie, comme Léon Pinsker (1821-1891) qui était d'Odessa; les premières aliyas ("retours", littéralement "montées", en Palestine), qui datent de 1884 et de 1902, concernèrent surtout des juifs de Russie, las des persécutions — de loin les plus violentes d'Europe. Ce fut aussi en Russie, à Bialystok je crois (aujourd'hui en Biélorussie), véritable Babel où se parlaient une dizaine de langues, que naquit Lejzer Ludwik Zamenhof (1859-1917), l'inventeur en 1887 de l'**espéranto**¹: il représentait plutôt le vif universaliste de la contestation juive, lequel se traduisait aussi par l'engagement de nombreux Juifs dans les différents mouvements, partis et groupuscules socialistes internationalistes, à commencer par le parti bolchevik. On dit souvent que le fait que les Juifs, jusqu'en 1948, n'avaient pas de territoire national sur lequel replier leur recherche identitaire, a joué un rôle majeur dans ce dernier phénomène; il faut prendre en compte aussi la très forte proportion, parmi la population juive, d'intellectuels, au sens que j'emploie au chapitre 1, et que la tradition messianique et millénariste juive débouchait facilement sur la fascination des utopies².

Je viens de faire allusion à des partis, à des groupes d'activistes; c'était que les mouvements nationaux les plus dynamiques n'en restaient pas au stade de la "défense et

¹ L'espéranto est l'une de ces langues artificielles à vocation internationale dont la fin du XIXe siècle, inquiète de la malédiction de Babel et des raidissements nationalistes perceptibles un peu partout, avait été prodigue. L'espéranto est celui de ces projets qui a le moins mal passé l'épreuve du temps (il revendique aujourd'hui trois millions de locuteurs, des écrivains originaux), grâce notamment à l'appui du mouvement communiste, prompt à promouvoir une langue internationale distincte de l'anglais, durant l'entre-deux-guerres et la guerre froide.

² Pour plus de détails sur tout ce foisonnement (et sur les guillemets au mot "retour"), voyez le cours de Relations internationales, à la fiche A3.

illustration" de la culture locale. Assez vite, en général une génération après l'éveil ou le réveil littéraire et culturel, se posait le problème de l'**action politique** nécessaire à la sauvegarde de l'identité nationale, existante de longue date ou récemment, péniblement forgée. Ici le tableau était terriblement compliqué par la variété des situations locales: les structures politiques nationales étaient ici tolérées (en Finlande), là complètement interdites (en Pologne). Leurs revendications essentielles étaient presque toujours le libre usage de la langue et l'autonomie administrative, personne ne réclamait ouvertement l'indépendance; mais ici l'on rêvait de rétablir un statut d'autonomie ancien, supprimé (en Pologne) ou simplement rogné (en Finlande), là on penchait pour un rapprochement avec les frères d'outre-frontière, indépendants (la Bessarabie lorgnait sur la Roumanie) ou pas (en Ukraine, en Pologne); ici la noblesse reprenait à son compte les revendications nationalistes, qui avaient également un écho très profond dans le peuple (en Pologne), là, bien longtemps ces revendications ne furent portées que par une fraction des élites, la plus liée aux intellectuels précédemment évoqués (dans les provinces baltes); ici l'émigration à Paris, à Vienne, à Istanbul joua un rôle majeur dans l'éveil d'un nationalisme politique (parmi les Polonais, les Ukrainiens, les Tatars), là il n'en joua aucun (en Finlande)...

En Pologne et en Lituanie, les premiers partis nationalistes étaient apparus dans les années 1890. En Ukraine, ce fut en 1900 et 1904 seulement que naquirent les deux premiers partis de type moderne, après une période où avaient fleuri les sociétés secrètes (les *hromadas*); l'Ukraine russe était en retard sur la Galicie austro-hongroise voisine où un parti de ce type existait depuis 1890. Dans les années 1890 un parti nationaliste arménien, le parti **dachnak**, né à Tiflis (aujourd'hui Tbilissi, la capitale de la Géorgie, mais on y trouvait pas mal d'Arméniens) et qui s'était donné pour mission au départ de mobiliser les Arméniens de l'Empire ottoman, avait essaimé dans la partie russe de l'Arménie. Mais ce fut la révolution de 1905 qui donna un élan décisif aux nationalismes de Russie d'Europe et du Caucase. On assista à un vrai début de politisation des masses dans des régions en retard sous ce rapport (en Ukraine, dans les provinces baltes, en Lituanie), favorisé par la réunion de diètes ou congrès révolutionnaires et nationaux, par l'explosion d'une presse libre et donc nettement plus politisée, par l'apparition de diverses associations qui mêlaient, dans des proportions variables, le combat culturel au combat politique, etc. La répression des années suivantes ne fit qu'exaspérer les nationalismes et acheva de les politiser. En Finlande, le Sénat fut dissous cinq fois entre 1907 et 1912, et cinq fois les nationalistes remportèrent les élections.

Dans les régions estoniennes, où avant 1905 les nationalistes n'avaient pas dépassé le stade des sociétés littéraires (dans les années 1860), des journaux (les premiers furent le *Perno Postimees*, à partir de 1857, et l'*Eesti Postimees* à partir de 1864, tous deux édités par le pasteur Johann Voldemar Jannsen — 1819-1890) et des pétitions adressées au Tsar (en 1881), la révolution de 1905 entraîna la

naissance d'un parti nationaliste, le P.P.P.E. de Jaan Tõnisson (1868-1942), qui demeura toléré par la suite, et surtout, en novembre 1905, la réunion d'un Congrès pan-estonien qui réclama la réunion des régions estoniennes en une seule province, la reconnaissance de l'estonien comme langue d'enseignement, la réunion d'une Constituante élue au suffrage universel. Sur le degré d'autonomie à réclamer à l'intérieur de la Russie, le congrès se divisa: Tõnisson, assez modéré, insistait d'abord sur les changements globaux à apporter à toute la Russie; de plus radicaux suivaient Konstantin Päts (1875-1956). Dans le même temps, le bouillonnement culturel continuait, avec notamment l'apparition en 1905 d'un mouvement "jeune-estonien" (*Noor-Eesti*), qui prétendait dépasser à la fois le nationalisme et le socialisme, réclamait l'autonomie et la démocratie, mais se concentra surtout sur l'introduction des innovations de la modernité occidentale d'alors dans la culture estonienne. Ce fut aussi à cette époque tardive, en 1912 exactement, qu'un certain Johannes Aavik (1880-1973) lança un mouvement de "rénovation de la langue" (*keeleuuendus*), qui se traduisit notamment par l'invention, pour des raisons plus esthétiques que modernisatrices, de centaines de néologismes et de formes complètement artificielles, dont certaines se sont imposées (ainsi *relv*: arme; ou les superlatifs absolus synthétiques en *-im*).

Les différents **partis socialistes**, bien sûr, recrutaient aussi parmi les allogènes, même si ce recrutement se limitait souvent à une frange étroite des prolétariats des rares villes industrielles; le parti social-démocrate de Russie était même né en Ukraine, à Ekaterinoslav, mais pour ses fondateurs c'était simplement une ville industrielle russe. On trouvait toutes les nuances imaginables de socialistes dans ces milieux. Il y avait des internationalistes purs, absolument hostiles à toute forme de nationalisme: par exemple **Rosa Luxemburg** (1870-1919), une Juive de Pologne, donc sujet russe, qui fut surtout active dans le mouvement social-démocratie allemand (parce qu'elle vivait en exil en Allemagne), mais qui joua un grand rôle dans le débat entre socialistes de Russie sur la question nationale: pour elle le combat pour l'indépendance de la Pologne était inutile, car c'était une préoccupation bourgeoise et surtout car l'absorption de la Pologne par la Russie permettait le progrès économique, le développement du capitalisme, donc rapprochait les Polonais comme les Russes de la Révolution¹. Mais il y avait aussi des socialistes nationaux pour qui la libération des prolétaires devait s'accompagner de celle des peuples: ainsi les membres du Parti socialiste polonais de **Joseph Pilsudski** (1867-1935), qui a fini sa vie en père de la Pologne indépendante, aussi nationaliste qu'anticommuniste, ou les militants du parti heunchak en Arménie (on peut noter également qu'en Estonie en 1905 il était apparu un parti social-démocrate local, plus ou moins distinct du P.O.S.D. russe, mais qui avait aussi ses bolcheviks et ses mencheviks). Sans parler de ceux qui n'avaient pas vraiment réfléchi à ce genre de

¹ Sur Rosa Luxemburg et son destin, voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 2.

problèmes, et durent prendre position à chaud en 1917... Il faut réserver une place particulière au **Bund**, parti socialiste implanté en Pologne, très lié aux social-démocrates russes (officiellement il était une section locale du Parti social-démocrate) mais spécifiquement juif, et fort antisioniste; fondé en 1897, il coexistait avec divers partis sionistes, eux-mêmes plus ou moins influencés par le socialisme.

Parmi les villes des régions allogènes les plus accueillantes au socialisme on trouvait Varsovie; Bakou, cité pétrolière d'Azerbaïdjan dont le prolétariat était en grande partie arménien et russe; Riga en Livonie, le grand port d'Odessa en Ukraine. En Géorgie les mencheviks étaient puissants, mais fort divisés sur le problème national.

C) Les bolcheviks face au problème national.

Les premiers socialistes du XIXe siècle n'avaient pas très bien su que penser du problème national; ils y avaient réagi selon leurs sympathies plus ou moins grandes pour ces libéraux progressistes, républicains souvent mais bien peu portés au socialisme, qui s'agitaient en Italie, en Pologne, et en Allemagne jusqu'en 1849. Proudhon était hostile à ce qu'on appelait alors "le principe des nationalités", sur ce point il s'inscrivait tout à fait dans la vieille tradition jacobine française (voyez le cours sur la France, au chapitre 5); en revanche, Herzen demandait que l'on laissât « un peuple se reconstruire et se constituer comme il veut ». Bakounine rêvait d'une "fédération anarchiste" respectueuse des nations comme des individus. **Marx et Engels** n'avaient pas véritablement élaboré de théorie politique sur ces sujets, mais ils avaient exprimé un certain nombre d'idées. Ils niaient la pérennité historique des nations, dont ils faisaient des créations du capitalisme ascendant, des phénomènes contingents et passagers, et tenaient les nationalismes pour de simples instruments d'aliénation et de contrôle du prolétariat par le capital. Dans le *Manifeste du parti communiste*, opuscule paru en 1848, ils avaient eu cette formule célèbre: « **les ouvriers n'ont pas de patrie** ». Ils pensaient que le seul vrai moteur de l'Histoire est la lutte des classes; que les socialistes avaient pour devoir de lutter contre l'"aliénation nationale" des prolétaires (d'où la célèbre formule finale: « **prolétaires de tous les pays, unissez-vous** »); et qu'avec le triomphe de la Révolution les différences nationales disparaîtraient ou se trouveraient dépassées, transcendées. La IIe internationale avait repris ces idées tout en soutenant le droit des nations à décider de leur destin. À vrai dire, ces débats intéressaient fort peu les socialistes d'Europe occidentale.

Les marxistes d'Europe centrale, qui vivaient dans des pays où l'agitation nationaliste était incessante, avaient davantage réfléchi à ces questions et avaient largement remis en question les préjugés de Marx, notamment les Russes et surtout ceux d'Autriche-Hongrie, les

"**austro-marxistes**", parmi lesquels Karl **Kautsky** (1854-1938), Karl Renner (1870-1950) et Otto **Bauer** (1881-1938).

Pour les austro-marxistes, la nation n'est aucunement un phénomène transitoire, mais une expression fondamentale de la sociabilité humaine dont l'existence a précédé le capitalisme et qui se maintient, tout en évoluant, malgré les transformations économiques: pour Bauer, c'est « l'ensemble des hommes [« un agrégat de peuples », dit-il dans une autre formule légèrement différente] liés par une communauté de destin en une communauté de caractère ». Kautsky, dans *La nationalité moderne*, avait souligné l'importance des phénomènes culturels, notamment la langue, et de leurs interactions avec les phénomènes économiques (pour lui le capitalisme favorisait les langues les plus couramment parlées, il opprimait donc les petites nations). Pour les austro-marxistes, le mouvement ouvrier devait avoir un programme national, rendre aux ouvriers la culture nationale dont le capitalisme les avait spoliés. Au congrès de Brünn en 1899, Renner, réfléchissant à la manière d'organiser les régions multiethniques d'Europe pour assurer l'égalité des peuples, avait développé l'idée d'une citoyenneté nationale personnelle et non territoriale, attachée à chaque individu (c'était la théorie de l'"**autonomie culturelle extraterritoriale**"): l'idée était que les différentes nations qui coexistent sur les mêmes terres ne doivent pas avoir de territoire propre: la nationalité est un trait individuel, non inscrit dans le sol — les austro-marxistes, en bons centre-européens, avaient une conception presque exclusivement linguistique et culturelle de la « communauté de destin et de caractère » évoquée par Bauer. Ces autonomies culturelles extraterritoriales fonctionneraient au sein d'une fédération qui s'occuperait seulement des problèmes généraux, et dont les différentes composantes nationales et autres ne seraient pas territorialisées.

Les idées des austro-marxistes, notamment quant à la réalité et à la persistance des nations, eurent beaucoup d'influence dans les populations allogènes de Russie. Elles furent reprises par le Bund, qui trouva dans l'autonomie culturelle extraterritoriale la solution aux problèmes d'une communauté juive dépourvue de territoire propre; elles marquèrent beaucoup également les mencheviks du Caucase, ainsi que le Dachnak; et même, de plus en plus à mesure qu'on se rapprochait de 1914, les mencheviks et les S.R. grand-russes. Tous ces groupes, en Russie comme en Autriche-Hongrie, raisonnaient exclusivement dans le cadre des Empires existants: dans la Russie tsariste, H. Carrère d'Encausse souligne qu'à part les bolcheviks « **aucun socialiste n'envisage[ait] sérieusement un éclatement de l'Empire** », même en Pologne; mais « les socialistes nationaux [nombreux, on l'a vu,] [voulaien]t assurer aux groupes qu'ils représentent une existence nationale autonome ». Aussi, pour l'avenir proche, avant l'avènement de la Fédération socialiste, la solution la plus souvent retenue était-elle celle d'un Etat fédéral de type classique, avec une entité territoriale par nation — une idée

bien peu austro-marxiste, mais véhiculée par d'autres courants nationalistes et qui "détournait" sur les socialistes.

Lénine était né à deux pas de Kazan et avait une grand-mère kalmouke; mais ce révolutionnaire professionnel déraciné qui passa une bonne partie de sa vie en exil un peu partout en Europe connaissait mal les marges de la Russie. Homme de l'unité et de l'efficacité, hostile à tous les ferments de désunion et fondamentalement à toutes les diversités, il **était resté bien plus proche de Marx** sur les points que je viens d'évoquer. Attaché à l'émancipation du prolétariat mondial qu'il considérait comme un tout, il se montrait parfaitement indifférent aux nations en elles-mêmes. Il rejetait notamment l'idée de "culture nationale": pour lui une telle culture n'était qu'une expression particulière de la domination multiforme et diviseuse de la bourgeoisie — de même, il n'y avait qu'une seule culture prolétarienne mondiale, laquelle s'exprimait *par le canal* des langues nationales, *sous des formes* nationales.

Bien sûr, Lénine ne niait pas l'existence de problèmes nationaux à son époque, mais pour lui c'étaient des disputes secondaires voire artificielles, des créations du capitalisme ascendant. Le problème essentiel, en Russie notamment, c'était que « les ouvriers des nations dominantes [avaient] une position privilégiée comparée à celle des travailleurs de la nation dominée » et que « les travailleurs des nations dominantes [avaient] toujours appris à l'école et dans la vie quotidienne à mépriser et à ignorer les travailleurs des nations opprimées »: de ce fait, **il lui semblait** urgent d'éveiller les sentiments internationalistes du prolétariat, et fort **dangereux** en revanche d'organiser la Révolution sur des bases nationales, **d'introduire dans le Parti le principe national**, ce qui n'avait aucun sens et ne pouvait que l'affaiblir: aussi, sur les problèmes de stratégie révolutionnaire (qui, nous l'avons vu au chapitre 1, étaient au cœur de ses préoccupations) Lénine s'opposait violemment à l'austro-marxisme en général et en particulier au Bund, organisation social-démocrate à base ouvertement nationale et donc ferment de division des révolutionnaires¹.

Lénine acceptait cependant l'idée d'**autodétermination**, « non des peuples ou des nations mais des prolétariats de chaque nationalité »; mais pour lui c'était « seulement dans des cas (...) exceptionnels » que les bolcheviks pouvaient « avancer et soutenir activement des demandes pour la création d'un nouvel État de classe, ou le remplacement de l'unité politique d'un État par des liens fédéraux plus lâches », et pour des raisons seulement tactiques: au moment de la Révolution, ce pouvait être un moyen d'apaiser les rancœurs entre prolétariats de différentes origines (en particulier entre les Russes et les allogènes,

¹ Les mencheviks, du reste, étaient eux aussi mal à l'aise avec le Bund: avant et après la scission de Bruxelles, ce groupe fut plusieurs fois exclu du Parti social-démocrate de Russie, puis réintégré.

"intoxiqués" par leurs nationalistes respectifs). Par ailleurs, comme il y avait beaucoup de nationalistes parmi les bourgeois, la promesse de l'autodétermination, cette fois-ci de peuples entiers, pouvait constituer un moyen parmi d'autres de réaliser l'alliance des forces capables de provoquer l'effondrement du capitalisme. Mais l'autodétermination vue par Lénine avait d'étroites limites: elle valait pour les peuples frontaliers, mais pas pour ceux qui vivaient enclavés parmi les Russes¹; surtout, c'était au Parti de décider, dans chaque cas concret, si elle devait s'appliquer ou non. On voit bien que c'était la Révolution seule qui intéressait Lénine, non les nations.

L'autodétermination, qui incluerait « le droit à la sécession et à la formation d'un État indépendant » (sur ce point Lénine était plus radical que tous les autres socialistes), ne serait qu'une étape transitoire: une fois les différents prolétariats délivrés de leurs oppresseurs respectifs, les frustrations nationales n'auraient plus de raisons d'être, et tous les prolétaires se réuniraient en un seul État de classe. Lénine le soulignait ainsi: « l'autodétermination n'est qu'une exception à notre prémisses générale de centralisme (...): la séparation ne fait nullement partie de notre plan ». L'autodétermination pouvait déboucher sur une séparation, mais provisoire et toujours révoquant; en revanche, l'union réalisée par la Révolution, l'union des prolétariats, serait irrévocable. Et **dans le cadre de l'État socialiste futur, il ne serait plus question de fédéralisme**, d'autonomies d'aucune sorte, même d'autonomies culturelles extraterritoriales à la mode austro-marxiste (c'eût été perpétuer les clivages culturels introduits parmi les prolétaires par le capitalisme); ce serait un État « à langue unique », car, comme Lénine un jour l'affirma à un bolchevik ukrainien, au fond « l'assimilation est un progrès ».

Lénine passa les douze années qui séparent les deux révolutions russes à polémiquer contre le Bund, mais aussi contre les sociaux-démocrates d'Ukraine et du Caucase qui refusaient la perspective d'abandonner leur identité culturelle après la Révolution et réclamaient « des institutions nécessaires au libre développement de chaque nation » (selon Akaki Chankeli, un menchevik géorgien, en 1912). Plus proches des conceptions de Lénine étaient celles de **Rosa Luxemburg**, mais paradoxalement Lénine critiquait sa radicalité internationaliste, en particulier le fait qu'elle refusait de ménager aux aspirations nationales quelque place que ce fût dans la dynamique révolutionnaire: pour Lénine elle avait raison sur le fond mais elle se trompait sur la tactique, son intransigeance aboutissait à priver

¹ Pour ne pas affaiblir le prolétariat russe, évidemment. On retrouva une trace de cette distinction en U.R.S.S.: dans les constitutions soviétiques successives les peuples enclavés parmi les Russes n'avaient pas droit à une R.S.S. (ni donc à la sécession), ce quelle que fût leur taille: les cinq millions de Tatars de la Volga n'avaient qu'une République autonome au sein de la R.S.F.S.R., alors que les deux millions de Moldaves, sur la frontière, avaient une R.S.S. Ce qui a pour conséquence aujourd'hui que les Moldaves sont indépendants, mais pas les Tatars de la Volga!

inutilement les révolutionnaires d'alliés précieux. Lénine, comme toujours, distinguait la fin et les moyens, la stratégie (l'unité de la classe ouvrière était la condition de la Révolution) et la tactique (il envisageait de se servir momentanément des diversités nationales pour aboutir à l'effondrement du monde capitaliste).

En 1913, une époque où les positions idéologiques des bolcheviks sur la question nationale les isolaient d'à peu près tous les autres socialistes, Lénine demanda à **Staline**, un bolchevik allogène et moustachu, de résumer la position de son parti (ce fut à cette occasion qu'il le qualifia de « merveilleux Géorgien », une formule dont les Soviétiques firent diète quotidienne dans les années 1930-1953); ce dont le Caucasiens s'acquitta par l'article connu plus tard sous le titre ***Le marxisme et la question nationale***. L'homme à la moustache commençait par rejeter la définition austro-marxiste de la nation, fondée sur des critères non territoriaux (il la traitait de "tribu"); puis il en donnait une définition à la fois complètement fixiste et très normative: « la nation est une communauté humaine stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans une communauté de culture ».

Cette définition était une innovation de Staline: sur le dernier point notamment, l'affirmation de l'existence de "cultures nationales", il s'éloignait de Lénine. De plus, le Géorgien vérolé interprétait sa propre définition dans un sens très strict: qu'un seul des critères ci-dessus énoncé vînt à manquer, et il n'y avait plus de nation. Ainsi les Juifs ne formaient pas une nation (voilà pour le Bund, Lénine serait content), car n'ayant pas de territoire commun ils ne pouvaient avoir développé de sentiments collectifs efficaces, utiles et progressistes. Par ailleurs, Staline, polémique avec les austro-marxistes, insistait sur le fait que la nation était une institution liée au capitalisme ascendant, donc un jour appelée à disparaître; ce qui était assez contradictoire avec le fixisme de la définition stalinienne de la nation, laquelle, en fait, devait pas mal à Bauer: le fatal moustachu, dont c'était le premier texte important, n'était pas vraiment un théoricien très cohérent... Dans la suite du texte Staline, reprenant le fil des idées de Lénine, soulignait que les intérêts de la classe ouvrière devaient primer sur l'autodétermination des nations, car les droits culturels n'avaient pas à l'emporter sur les droits politiques: il écrivait que « l'idée d'autonomie nationale culturelle de Springer et de Bauer [était] une espèce raffinée de nationalisme », un « abandon de la position de classe ». En revanche, dans des textes un peu postérieurs il proposa l'autonomie et le fédéralisme territorial comme solutions au problème national dans le futur État socialiste, ce qui n'était pas non plus très léniniste.

D) Les effets de l'entrée en guerre de la Russie.

La première guerre mondiale ne provoqua pas de troubles spectaculaires parmi les allogènes de l'Empire russe, à l'exception d'une révolte des nomades kazakhs contre la conscription en 1916, qui s'étendit sporadiquement à toute l'Asie centrale et au Caucase; mais elle posa **le problème de la loyauté des nations** à l'Empire, notamment de celles qui se trouvaient à cheval sur son territoire et ceux des pays ennemis.

Pour les Arméniens les données du problème étaient simples: la Russie était chrétienne comme eux, l'Empire ottoman était musulman; les massacres d'Arméniens en Anatolie orientale avaient commencé dès 1895, et en avril 1915 ce fut le génocide¹. Ailleurs l'affaire était plus compliquée. En Ukraine par exemple: au début de la guerre, l'Autriche-Hongrie, qui encourageait l'irrédentisme des cercles nationalistes sis à Lemberg (en Galicie) tant qu'ils s'occupaient davantage des Ukrainiens de Russie que de ceux d'Autriche, promit l'autonomie pour toute l'**Ukraine** en cas de victoire. Les nationalistes estoniens, eux, étaient partagés entre le plaisir de combattre l'Allemand, qui les vassalisa depuis six siècles, et le désir de se dégager de la tutelle russe, ce qui n'était possible qu'avec l'aide du *Reich*. En **Pologne**, où il n'y eut pas de troubles au moment de la mobilisation, certains nationalistes eurent un réflexe loyaliste et anti-allemand (d'autant que la Russie leur promit l'autonomie); mais d'autres, dès le début, combattirent du côté des Empires centraux. Ainsi Pilsudski forma des "légions polonaises"; ces Polonais anti-russes comptaient avec le soutien de personnages prestigieux comme le pianiste Ignacy Paderewski (1860-1941), qui joua le rôle d'un ambassadeur de la cause polonaise puis de la nouvelle Pologne, ou encore l'écrivain Henryk Sienkiewicz (1846-1916). Mais les Austro-Hongrois et surtout les Allemands montrèrent peu d'enthousiasme pour une Pologne indépendante, et moins encore lorsqu'ils occupèrent le pays à l'été 1916... De plus les nationalistes polonais, ukrainiens et lituaniens réclamaient en partie

¹ En octobre 1914, le Catholikos d'Echmiadzin (le patriarche des Arméniens) avait lancé un appel à la Russie pour qu'elle intervînt afin de "modifier le statut d'autonomie" dont bénéficiaient les six provinces à majorité arménienne de l'Anatolie orientale (majorité relative, sauf autour du lac de Van: les Arméniens formaient 30 à 40% de la population de la région). Le mois suivant, l'Empire ottoman déclara la guerre à la Russie, et immédiatement l'armée russe envahit l'Anatolie orientale, où elle fut accueillie avec enthousiasme par les Arméniens; des Arméniens de Turquie formèrent des régiments de volontaires qui combattirent aux côtés des Russes. Il y eut des pillages de villages musulmans, des massacres de Turcs; le gouvernement jeune-turc d'Istanbul, sans trop forcer sa nature, en tira la conclusion que les Arméniens constituaient une "cinquième colonne" inassimilable et qu'il fallait les éliminer (eux-mêmes et leurs prédécesseurs avaient largement contribué à jeter les Arméniens dans les bras des Russes par les massacres qui se succédaient depuis vingt ans). Mais l'armée russe, en grande difficulté face aux Allemands, se retira de ce front secondaire à partir d'avril 1915: ce fut alors, le même mois, que le gouvernement turc prit un décret organisant la déportation de l'ensemble de la population arménienne et la confiscation de ses biens. Les Arméniens prirent le chemin du désert syrien où rien n'avait été prévu pour les accueillir; les Turcs d'Anatolie orientale (ainsi que les autres musulmans de la région, notamment les nomades kurdes) en profitèrent pour se livrer à des massacres. Avec les Arméniens, tous les chrétiens de la région (notamment les Nestoriens) furent déportés aussi. Il y eut entre six cent mille et huit cent mille morts selon les sources turques, un million et demi selon les sources arméniennes, soit en tout cas un tiers de la population arménienne; d'autres (au moins trois cent mille) se réfugièrent en Russie, où ils contribuèrent à faire de la région d'Erevan (l'Arménie d'aujourd'hui) une région très majoritairement arménienne, ce qu'elle n'était pas en 1914. Sur le qualificatif de "génocide" appliqué à ces événements, et pour plus de détails sur leurs origines, voyez le cours sur la France, au chapitre 11.

les mêmes territoires, et les nationalistes de chaque peuple étaient très divisés entre eux, notamment sur les questions sociales; enfin les Occidentaux s'en mêlaient, notamment les services secrets français. Des Finnois combattirent aussi dans l'armée allemande¹.

D'où un jeu de bascule très complexe que je ne détaillerai pas. Il y eut une frénétique activité de réunions, conférences, complots, etc... où nous retrouvons notamment **Parvus**, ce social-démocrate russe et agent secret allemand, déjà évoqué au chapitre 2, qui projetait à la fois une révolution sociale et un tronçonnage de la Russie occidentale en petits États-nations indépendants: un projet évidemment très doux aux Allemands. En 1916 une "Union des Nationalités", qui au départ était un "sous-marin" de l'Allemagne, convoqua à Lausanne une "**conférence des nations dominées**"; la tonalité de la réunion fut avant tout antirusse, mais l'Allemagne s'inquiéta à cause de l'Alsace-Lorraine et de la Pologne occidentale prussienne. La conférence de Lausanne n'eut guère de résultats concrets, mais contribua à affermir la représentativité des différents mouvements nationaux de Russie, à créer entre eux un sentiment de solidarité, et à radicaliser leurs revendications. Enfin, en novembre 1916 les Empires centraux, soumis à la pression des nationalistes locaux, à la surenchère des promesses russes et à la nécessité de recruter de nouvelles troupes, annoncèrent le **rétablissement d'une Pologne autonome**... sur les seuls territoires russes de langue polonaise. Cette décision souleva moins d'enthousiasme que de protestations: de la part des Ukrainiens et des Lituaniens, oubliés, mais aussi des différents partis socialistes russes et du Bund, et enfin des nationalistes polonais à qui l'autonomie ne suffisait plus, non plus qu'une demi-Pologne.

Tout cela montrait bien que l'ère était passée des revendications culturelles et des demandes d'autonomie locale. Après trois années où les belligérants avaient passé leur temps à promettre monts et merveilles aux porte-paroles des minorités nationales du camp ennemi, les revendications nationales s'étaient radicalisées: « les nations de l'Empire, qui en 1914 limitaient leurs exigences à l'autonomie culturelle et politique, avaient désormais des projets séparatistes, exceptionnels auparavant » (selon H. Carrère d'Encausse). L'Empire russe était déjà en grand danger de désagrégation.

II-Guerres civiles et guerres d'indépendance de 1917 à 1921.

A) Le problème national dans la Russie républicaine (mars-novembre 1917).

¹ La Russie jouait exactement des mêmes armes: ainsi elle tentait de monter contre l'Autriche-Hongrie les prisonniers de guerre tchèques et slovaques. Voyez, au chapitre 2, la conséquence la plus imprévue de ces velléités, l'affaire de la "légion tchécoslovaque".

La chute du régime tsariste souleva un **immense espoir** parmi les allogènes. Le gouvernement provisoire reconnut l'autonomie de la Pologne (ce qui ne coûtait pas très cher puisqu'elle était déjà hors de contrôle), de la Finlande, et, en mai, d'une Ukraine-croupion amputée de ses régions industrielles; en mars, il proclama le droit de tous les habitants de la Russie à user de leur langue nationale, y compris pour l'enseigner; il abolit toutes les discriminations envers les Juifs, et nomma des comités pour examiner le problème des futures autonomies nationales. En avril, de son côté le soviet de Petrograd reconnut le principe de l'autonomie culturelle des nations. Mais la solution définitive du problème national était renvoyée à la future Constituante; en attendant, les institutions provisoires ne reconnaissaient aucune personnalité collective aux nations et la Russie restait un État unitaire. C'était une **grosse déception** pour tous les allogènes politiquement conscients.

Cependant, les différents mouvements nationaux restèrent prudents jusqu'en octobre, c'est-à-dire tant qu'exista en Russie un pouvoir vaguement légitime; et ce même dans les régions occupées par les Empires centraux.

Il se forma à **Varsovie** un Conseil polonais de Régence, en attente d'un monarque qu'on ne parvint pas à trouver; mais il ne se résolut à proclamer l'indépendance qu'en octobre 1918, à la veille de l'effondrement des Empires centraux. Cela dit, depuis l'été 1917 tout le monde en Russie considérait la Pologne comme perdue. La situation était la même en Lituanie (occupée par l'Allemagne) où une assemblée nationale réunie à Vilnius, très pro-allemande au départ, attendit février 1918 pour proclamer l'indépendance. En Biélorussie (occupée aussi), il ne se passa absolument rien. En **Finlande**, dans un premier temps les nationalistes locaux se contentèrent du statut d'autonomie rétabli en mars. Mais les sociaux-démocrates étaient puissants à Helsinki, et à l'automne 1917 les tensions étaient de plus en plus fortes entre ceux qui prônaient l'indépendance et ceux qui tenaient pour le combat social au sein de la Russie.

Dans les **provinces baltes**, où les nationalistes, à force de manifestations, avaient obtenu fin mars une réorganisation administrative selon des critères linguistiques (soit, en gros, selon les frontières actuelles) et la suppression des diètes de la noblesse allemande, le problème se compliquait des ambitions de ces mêmes "barons baltes", qui rêvaient d'annexion à l'Allemagne ou au moins de la constitution d'un État allemand de la Baltique, le **Baltikum**. Or les troupes allemandes avançaient peu à peu dans ces régions... Il y avait aussi les socialistes locaux, puissants dans les villes, parmi les soldats (le front était tout proche) et les ouvriers russes, particulièrement nombreux à Riga. Les nouvelles institutions provinciales

élues au printemps ne réclamaient que l'autonomie à l'intérieur d'une Russie démocratique; il apparut aussi des soviets, dominés au départ par les S.R. et les mencheviks, et assez tièdes sur les problèmes nationaux d'autant que les Russes locaux y étaient nombreux. Comme dans le reste de la Russie, les bolcheviks s'en emparèrent à l'automne (en septembre à Tallinn), et dès lors ces soviets s'opposèrent farouchement aux nationalistes: notamment, en Estonie, à l'organisation par l'assemblée provinciale (le *Maapäev*) de régiments nationaux (il y en avait deux à l'automne, forts de huit mille hommes chacun), afin d'affronter les Allemands "indépendamment" de la Russie en plein effondrement. En Livonie, des régiments lettons étaient apparus dès 1915 (lorsque le sud de la région avait été menacé par l'avance allemande); mais au contraire de ce qui se passait en Estonie, les bolcheviks en prirent progressivement le contrôle dans l'été 1917.

En **Ukraine**, à la mi-mars il se forma en zone demeurée russe un Conseil national, la **Rada**, essentiellement composée d'intellectuels nationalistes (le président en était l'historien Hrushevski), plus quelques social-démocrates, notamment Sremen (Simon) Vassilievitch Petlioura (1877-1926). En juin, elle proclama son autonomie législative vis-à-vis de Moscou (et l'étendit à toute l'Ukraine), mais pas l'indépendance. Du reste les intellectuels de Kiev avaient des problèmes avec le prolétariat des villes du sud, qui s'agitait beaucoup, mais guère en faveur de l'indépendance: on y trouvait des bolcheviks, des anarchistes...

Enfin dans la moyenne Volga et à **Bakou**, divers mouvements appelaient à la formation d'une fédération musulmane autonome; il y eut un congrès pan-musulman à Kazan en mai et un congrès des musulmans de Russie à Moscou le même mois, qui réclama le fédéralisme à l'échelle de la Russie. Même les Bouriates, Mongols de Sibérie méridionale, réclamèrent l'autonomie dès le mois de mars! Enfin, *des* Bouriates...

Les bolcheviks surent très bien exploiter le mécontentement des allogènes, comme ils surent très bien exploiter, par exemple, le problème paysan. En tous ces domaines, ils furent les seuls socialistes russes à faire preuve d'autant d'habileté et de cynisme. Depuis 1914 **Lénine** ne cessait d'insister sur le thème des droits des peuples de Russie à la sécession, à la grande perplexité de ses compagnons bolcheviks (notamment Boukharine et Radek), pour lesquels la Révolution, si elle éclatait à cause de la guerre, réglerait d'un coup les problèmes nationaux en Europe: à quoi bon alors soutenir les projets réactionnaires des bourgeoisies nationales?

En avril 1917, Lénine fit monter Staline au créneau et, mettant sa démission en balance, parvint à imposer ses idées à ses camarades. Il était bien précisé que « le droit des nations à la séparation ne d[evai]t pas être confondu avec l'idée que les nations d[evai]ent

obligatoirement se séparer » et que les bolcheviks, de leur côté, avaient « le devoir de prendre position pour ou contre le droit de séparation, en tenant compte d'abord des intérêts du prolétariat et de la Révolution prolétarienne » (ces deux formules sont de Staline). De février à octobre, les bolcheviks prirent position systématiquement en faveur de l'autodétermination des nations; à vrai dire personne ne leur prêtait beaucoup d'attention, et cela ne leur apporta pas un grand surcroît de popularité, d'autant que le parti bolchevik était avant tout un parti grand-russe (contrairement par exemple aux mencheviks qui avaient une audience notable parmi les allogènes) et que dans les régions allogènes où l'on trouvait des bolcheviks, ceux-ci n'agissaient pas précisément en alliés des nationalistes: ils jouaient un jeu à l'échelle de l'Empire, voire du monde.

Dès les lendemains du putsch d'octobre, Lénine appliqua ses idées de manière radicale. Le "**décret sur les nationalités**" de novembre 1917, cosigné par Lénine et Staline, proclama « l'égalité et la souveraineté des peuples de Russie », le droit des peuples de l'Empire à l'autodétermination et à la sécession; mais avec une alternative, « l'union volontaire et honnête des peuples de Russie », dont il n'était pas précisé si elle aboutirait à un État centralisé ou fédéral (Lénine penchait évidemment pour la première solution, mais, toujours fin tacticien, ne se prononçait pas). En attendant, la nouvelle situation provoqua **une reprise de la dynamique de décomposition de la Russie**, moins d'ailleurs parce que les allogènes avaient attendu la permission des bolcheviks que parce que toute collaboration, tout arrangement semblait désormais impossible avec les extrémistes qui s'étaient emparés de ce qui restait d'autorité à Petrograd. Les bolcheviks en profitèrent pour se concentrer d'abord sur le problème du pouvoir en Russie centrale; puis ils reprirent le contrôle des régions périphériques, là où cela était encore possible. L'Empire des tsars en sortit amoindri, mais pas démantelé.

B) Les nations dans la guerre civile: les indépendances réussies.

Le cas de la **Finlande** illustre bien les contradictions des bolcheviks vis-à-vis des velléités indépendantistes des allogènes. Selon les principes affichés par Lénine, le Sovnarkom reconnut immédiatement l'indépendance de la Finlande, lorsqu'elle fut proclamée en décembre 1917; mais en même temps les bolcheviks encouragèrent un soulèvement des social-démocrates locaux, car la Révolution, là où elle était possible, primait sur l'autodétermination. En janvier 1918, un "Conseil des Représentants du Peuple" s'empara du pouvoir à Helsinki avec le concours des régiments russes stationnés sur place, ralliés aux bolcheviks; ils chassèrent le gouvernement nationaliste du général Carl Gustav Emil von

Mannerheim (1867-1951), un ancien aide de camp de Nicolas II, proclamèrent une République socialiste des travailleurs de Finlande, et signèrent un traité d'amitié avec la Russie soviétique. Pour les bolcheviks russes, c'était la première des révolutions annoncées à l'ouest de la Russie, et qui devaient se propager de proche en proche jusqu'en Europe occidentale. Mais le camp nationaliste fit appel aux Allemands, lesquels, sous les ordres du *Feldmarschall* Rüdiger von der Goltz, liquidèrent les social-démocrates en quelques semaines (contrôler la Finlande leur permettait de prendre Petrograd en étau): l'intervention allemande se doubla d'une véritable guerre civile, il y eut vingt-cinq mille morts.

Dans les **provinces baltes**, les choses furent nettement plus compliquées. En Estonie le "gouvernement" bolchevik constitué au lendemain du putsch de Petrograd, dirigé par l'Estonien Viktor Kingissepp mais qui comptait une majorité de Russes, fut balayé au bout de quelques semaines par l'avancée des troupes allemandes, sans avoir pu réellement prendre le dessus: la grève des fonctionnaires et des "cols blancs" dura jusqu'à l'arrivée de l'armée allemande, et le *Maapäev* théoriquement dissous par les bolcheviks continua à fonctionner sous forme d'un "Comité des Anciens", organisme réduit facile à réunir en secret et à déplacer si nécessaire. Les bolcheviks comme leurs adversaires tenaient toujours l'Estonie pour une province russe: les élections constituintes s'y tinrent "normalement" (les bolcheviks rassemblèrent 40% des suffrages, ce qui semble avoir correspondu à la réalité de la situation dans les villes). Ce fut seulement à la veille de l'arrivée des troupes du *Reich*, en février 1918, que le Comité des Anciens proclama l'indépendance, au départ surtout pour attirer l'attention de la communauté internationale; le premier président fut Konstantin Päts. Le lendemain, les Allemands prenaient Tallinn.

Ils imposèrent un régime d'occupation très dur; d'autant plus que les bolcheviks locaux avaient commencé à liquider ou à déporter la noblesse germano-balte, laquelle se vengea. Il était clair que le seul futur que les occupants envisageaient pour les anciennes provinces baltes était celui d'un royaume allemand uni à la Prusse par des liens personnels (on offrit la couronne du *Baltikum* à Guillaume II). Les Allemands allèrent bien plus loin que la Russie tsariste dans la répression des nationalistes locaux; il fut même question de réserver un tiers des terres arables à des colons allemands.

Lorsque l'armée allemande quitta la région en novembre 1918, il n'était plus question d'une réincorporation pure et simple à la Russie (Moscou avait reconnu l'indépendance de l'Estonie et de la Lettonie en août 1918), mais en décembre 1918 les bolcheviks locaux proclamèrent de nouveau, respectivement, une "Commune des Travailleurs d'Estonie" et un "Gouvernement des députés ouvriers,

paysans sans terre et *streltsy* (régiments d'élite) de Lettonie": deux entités théoriquement indépendantes, mais soutenues par la Russie soviétique, comme la République socialiste des travailleurs de Finlande l'année précédente. La première bénéficiait de soutiens très limités sur place et s'appuyait essentiellement sur l'Armée rouge (en provenance de Petrograd) et sur les Russes locaux, notamment des ouvriers de Tallinn (le seul régiment d'Estoniens bolcheviks déserta en bloc et changea de camp en janvier 1919); elle ne parvint jamais à prendre le contrôle de la capitale. La seconde comptait, en plus, avec les régiments lettons bolchevisés — il y avait un vrai prolétariat bolchevik à Riga, et il n'était pas seulement composé de Russes.

S'ensuivirent deux brèves mais cruelles guerres civiles qui furent à la fois des guerres d'indépendances et des guerres contre le communisme. Les nationalistes reçurent l'aide de la flotte britannique, et, pour ceux d'Estonie, celle de la Finlande; en revanche ceux de Lettonie, outre les bolcheviks, durent affronter les corps francs allemands, notamment la fameuse "Division d'Acier" formée après l'armistice par Von der Golz et composée en partie de germano-Baltes; elle fut arrêtée par les Estoniens près de la frontière des deux pays en juin 1919. Pour compléter le tableau, il faut évoquer l'armée blanche de Ioudenitch, basée à Tallinn, qui ne prit jamais les armes contre les nationalistes, mais dont les relations avec les Estoniens restèrent toujours plus que fraîches malgré les médiations britanniques: le général blanc proclamait son intention, une fois les bolcheviks éliminés, de rétablir l'intégrité de la Russie tsariste...¹ Les fronts se stabilisèrent au printemps 1919, un peu à l'est des frontières administratives de l'époque tsariste. La Commune des Travailleurs d'Estonie, expulsée du territoire national, disparut dans l'été.

En Lituanie, les choses se passèrent en gros de la même manière jusqu'à la fin de la guerre mondiale; mais le gouvernement bolchevique apparu à Vilnius en décembre 1918 (lui aussi formé essentiellement de Russes locaux) proclama l'union avec la Biélorussie, elle-même déjà "confédérée" avec la Russie soviétique. Ce furent les troupes polonaises qui prirent Vilnius en 1920, mirent fin à la République bolchevique lituano-biélorusse... et annexèrent la ville et sa région à la fureur de la Lituanie, qui dut se rabattre sur la microscopique Kaunas pour en faire sa capitale.

Lénine ne chercha pas à contester l'indépendance de la **Pologne**, qui se trouvait hors de portée des bolcheviks russes. Elle fut proclamée, nous l'avons vu, en octobre 1918;

¹ Voyez au chapitre 2.

Pilsudski se fit reconnaître président en novembre. Il liquida sans trop de mal les bolcheviks locaux et organisa une armée pour combattre les multiples ennemis de son pays ressuscité, parmi lesquels les corps francs allemands n'étaient pas les moindres. L'histoire très complexe des débuts de la Pologne indépendante n'entre pas dans mon sujet; je me contenterai d'évoquer ici le problème des frontières orientales.

La Pologne se trouva fort mécontente des frontières orientales qui lui avaient été attribuées par les grandes puissances: la fameuse "**ligne Curzon**", ainsi nommée d'après le diplomate britannique qui la traça en novembre 1919, d'après des critères linguistiques que les Polonais n'acceptaient pas, car ils considéraient le biélorusse comme un ensemble de dialectes polonais. Aussi, en avril 1920, Pilsudski se lança dans l'aventure d'une **guerre contre la Russie bolchevique**. Ce fut un conflit beaucoup plus classique que ceux précédemment évoqués. Les Polonais commencèrent par prendre Kiev en juillet, puis ils durent reculer (ils avaient peu d'hommes et leur arrivée n'avait soulevé aucun enthousiasme en Ukraine) et en août l'Armée rouge, sous les ordres de Toukhatchevski, arriva à cinquante kilomètres de Varsovie: c'était pour elle, à nouveau, l'espoir d'étendre à l'Europe centrale la dynamique révolutionnaire. Un soulèvement général des Polonais contre l'ennemi héréditaire russe, et aussi l'assistance militaire de la France (coordonnée par le général Weygand), permirent à Pilsudski de retourner la situation. La guerre s'arrêta en octobre; au traité de Riga, en mars 1921, la Pologne obtint une frontière très à l'est de la ligne Curzon. Le nouvel État-nation englobait de vastes régions biélorusses et ukrainiennes, dont certaines avaient été autrichiennes avant la guerre, et la région de Vilnius, la capitale historique de la Lituanie.

Les cinq peuples de la Russie du nord-ouest avaient conquis leur indépendance: la Russie soviétique finit par signer avec eux des **traités de paix** qui valaient reconnaissance mutuelle (le tout premier fut le traité russo-estonien de Tartu, en février 1920; puis la Lettonie et la Lituanie obtinrent des traités similaires dans l'été; le traité russo-finlandais suivit en octobre). Enfin en janvier 1918 la Roumanie s'empara des territoires roumanophones de **Bessarabie**; en avril 1919 la Russie soviétique reconnut cette annexion, souhaitée par les nationalistes roumanophones, mais pas par les Slaves qui formaient un bon tiers de la population. Quelques roumanophones demeurèrent en Ukraine.

C) Les nations dans la guerre civile: les indépendances avortées.

Les Ukrainiens et des Transcaucasiens eurent moins de chance que les Finnois, les Baltes, les Estoniens et les Polonais. Pourtant, au départ Lénine plaçait au moins l'Ukraine sur le même plan que la Finlande; mais les données régionales ayant évolué en faveur des bolcheviks, dès qu'ils le purent ils remirent la main sur le "grenier à blé" de la Russie et sur les champs pétrolifères du Caucase. Ces régions étant plus éloignées de l'Occident, il était plus difficile d'y intervenir pour soutenir les nationalistes locaux; en revanche, je voudrais souligner qu'elles n'étaient pas plus stratégiques pour l'U.R.S.S. que la Finlande, qui commençait à cinquante kilomètres de Petrograd, ni que l'Estonie, qui était à la capitale impériale ce que la Basse-Normandie est à Paris.

L'**Ukraine**, à vrai dire, était mal partie dès le début: le mouvement national y était assez faible et divisé (entre "Russes" et "Autrichiens" notamment); il y avait plusieurs centres urbains rivaux; les socialistes, notamment les bolcheviks, étaient très forts dans les villes de ce qu'ils percevaient comme une région de Russie. Enfin il était fort difficile de dire où s'arrêtait l'Ukraine, aussi bien à l'est qu'à l'ouest; en tout état de cause, il n'y avait strictement aucune frontière naturelle sur laquelle s'appuyer.

En novembre 1917, la *Rada* de Kiev proclama une République populaire d'Ukraine, autonome au sein de la Russie, mais pas l'indépendance (les esprits n'étaient pas mûrs). Sur ce, un premier congrès des soviets d'Ukraine, qui se tint en décembre 1917 à Kharkov (Kharkiv), une grande ville industrielle très russifiée du sud, proclama une République soviétique d'Ukraine, "partie intégrante de la République fédérative de Russie": alors la *Rada* se résolut à proclamer l'**indépendance de l'Ukraine** en janvier 1918. Hélas l'armée rouge prit Kiev deux semaines plus tard, et la *Rada* dut se transporter à Jitomir. Les Ukrainiens durent faire appel aux Empires centraux, lesquels, à Brest-Litovsk, obligèrent les bolcheviks à reconnaître son indépendance et signèrent avec elle une paix séparée: c'était une Ukraine très affaiblie, vassalisée — les Allemands, essentiellement intéressés par les richesses naturelles du pays, renvoyèrent immédiatement le gouvernement issu de la *Rada* pour installer à sa place un "hetman des Cosaques" particulièrement réactionnaire, Paul Skoropadski, qui abolit toutes les conquêtes sociales de l'année 1917. Cosaque, Skoropadski était donc russophone, et son entourage était formé d'officiers russes. Vers le même temps, une République d'Ukraine occidentale apparut en Galicie (la partie anciennement autrichienne de l'Ukraine), mais la Pologne finit par l'absorber de force.

Au retrait des Allemands en novembre (qui s'accompagna de la chute de l'hetman), une nouvelle République ukrainienne s'installa à Kiev, avec pour chef de file **Petlioura**, qui n'était plus du tout socialiste; elle appela au secours les Occidentaux, notamment les Français, qui étaient bien en peine d'intervenir sur une telle échelle au lendemain d'un conflit de quatre

ans. Le gouvernement de Petlioura se révéla aussi réactionnaire que Skoropadski et aussi antisémite que les Russes blancs; il fut incapable de s'imposer aux différentes armées qui s'affrontaient sur le sol ukrainien: les blancs de Denikine, les Polonais de Pilsudski (accourus en principe au secours de Petlioura), les rouges (venus de Moscou ou de Kharkov — ces derniers, menés par Gueorgui Leonidovitch Piatakov (1890-1937), eurent des relations de plus en plus fraîches avec Moscou, car ils refusaient une vassalisation totale —), et les anarchistes de Makhno qui, à leur apogée, mobilisaient une milice de cinquante mille hommes. Finalement, l'Armée rouge, sous les ordres de Toukhatchevski, mit tout le monde d'accord entre décembre 1919 et août 1920: Petlioura partit en exil (il fut assassiné à Paris en 1926 par un Juif qui voulait venger les pogromes de 1918). L'Ukraine restait théoriquement une République indépendante, mais dirigée par des fidèles de Lénine. Il n'y avait pas d'armée ukrainienne indépendante de l'Armée rouge, l'Ukraine fournissait massivement du blé à la Russie centrale... et Lénine modifiait le Comité central du parti bolchevik local comme il l'entendait. L'indépendance n'était plus qu'un mot.

Les bolcheviks ne pardonnèrent jamais à l'Ukraine son passage d'assez bon gré dans la sphère d'influence allemande en 1918: il faut sans doute y voir une clef du traitement particulièrement dur qu'ils réservèrent à cette région dans les années 1930 et après 1945 — voyez plus bas.

En Biélorussie, il se trouva bien un parti (socialisant), la *Hromada*, ce qui veut simplement dire "société secrète", pour proclamer l'indépendance en mars 1918, puis derechef à l'automne; mais il n'avait aucune représentativité: la plupart des Biélorusses qui souhaitaient se séparer de la Russie voulaient en fait s'agréger à la Pologne. Cela n'empêcha pas les bolcheviks de proclamer en janvier 1918 une République soviétique de Biélorussie, liée par des liens fédératifs étroits au « frère aîné, l'État russe », lequel représentait la Biélorussie à l'extérieur. Le projet, nous l'avons vu, incluait la Lituanie à laquelle de pâles souvenirs historiques, et la réalité de populations très mêlées, rattachaient ces régions. Il n'y eut pas de résistance des nationalistes locaux; mais cet État fantoche se trouva réduit à une étroite bande après l'annexion de la plupart des terres biélorusses par la Pologne, en 1920. Par la suite, il servit de modèle docile pour le rapprochement des différentes républiques-sœurs bolcheviques avec la Russie entre 1920 et 1923; puis ce fut l'un des "membres fondateurs" de l'U.R.S.S., statut qui lui valut de demeurer jusqu'au bout une R.S.S. distincte de la Russie, alors même que depuis longtemps la population était profondément russifiée.

Dans le **Caucase**, en mars 1917 il était apparu un gouvernement provisoire transcaucasien, puis en octobre 1917 un Commissariat caucasien, dominé par des Géorgiens et dirigé par un menchevik, et une assemblée caucasienne, le *Seim*; tout ceci concernait essentiellement la Transcaucasie (le versant sud de la grande chaîne de montagne), mais dans le même temps les peuples du versant nord tentaient de s'organiser de leur côté, sans grand succès (en mai 1917 il y eut un grand congrès à Vladikavkaz [Ordjonikidzé à l'époque soviétique]). À la dissolution de la Constituante russe en janvier 1918, le gouvernement transcaucasien prit ses distances vis-à-vis des bolcheviks. La rupture fut totale après Brest-Litovsk, traité par lequel la Russie, sans avoir consulté les Caucasiens, rendit à la Turquie les provinces de Kars, d'Ardahan et de Batoum (ou Batoumi), annexées par la Russie en 1878 et peuplées de Géorgiens et d'Arméniens. En avril 1918, la **République fédérale de Transcaucasie** proclama son indépendance, sous la présidence du menchevik géorgien Tchenkeli. Outre les Russes et les Ottomans, elle devait compter avec une Commune bolchevique de Bakou, issue du soviet local et dirigée par l'Arménien Stepen Chaumian; cette Commune dura jusqu'en juillet 1918.

Un mois après sa proclamation (fin mai), la République de Transcaucasie éclata en **trois États indépendants**: la Géorgie, dirigée par les mencheviks locaux; l'Arménie, dirigée par le Dachnak; l'Azerbaïdjan, dirigé par un parti nationaliste non socialiste, le Mussavat. Dans l'été 1918, l'avance des troupes ottomanes réduisit à presque rien l'Arménie et l'Azerbaïdjan, avec des conséquences beaucoup plus dramatiques pour les Arméniens, qui s'enfuirent par centaines de milliers à l'arrivée des responsables du génocide, que pour la population azerbaïdjanaise turque; entre-temps les troupes britanniques, venues de Mossoul en Mésopotamie *via* l'Iran, débarquèrent en août 1918 à Bakou, dont le pétrole était évidemment l'enjeu crucial de cette mêlée générale; mais le mois suivant elles durent abandonner la ville aux Turcs. En revanche, en juillet 1918 la Géorgie était parvenue à signer avec l'Allemagne (alliée de l'Empire ottoman) un accord qui préservait son indépendance vis-à-vis de la Russie et d'Istanbul, en échange de livraisons de manganèse et d'un quasi-protectorat politique: des troupes allemandes protègeraient les frontières, la monnaie allemande aurait cours en Géorgie. L'Allemagne obligea les bolcheviks à reconnaître l'indépendance de la Géorgie.

Avec l'effondrement de l'Allemagne et de l'Empire ottoman à l'automne 1918, la situation changea complètement. L'Arménie et l'Azerbaïdjan ressuscitèrent, grâce en partie à un nouveau débarquement anglais à Bakou; mais immédiatement ils commencèrent à s'affronter pour le contrôle des multiples territoires de population mixte (notamment le Karabagh et le Zanguezour), tandis que les troupes arméniennes avançaient en territoire ottoman: une **grande Arménie** semblait être en train de se dessiner, qui se fût étendue jusqu'à Trébizonde, jusqu'à Van et peut-être même, au sud, jusqu'à la Méditerranée. La Géorgie, elle

aussi en conflit avec les Arméniens pour d'autres zones de population mixte, essaya de se tourner de son côté vers les Britanniques. Mais ces derniers auraient préféré une Transcaucasie unie; en attendant une improbable réconciliation des Caucasiens ils soutenaient avant tout l'armée blanche de Denikine, dont la base était le Kouban, la région de Russie juste au nord du Caucase, mais qui proclamait sa volonté de faire rentrer de force les Caucasiens dans le giron de la Russie une fois les bolcheviks vaincus. Ce ne fut qu'après la **défaite de Denikine** (repoussé d'Ukraine à l'été 1919, puis lâché par les montagnards du Caucase septentrional en révolte contre tous les Russes, et finalement expulsé de Vladikavkaz en décembre 1919 par le bolchevik géorgien Ordjonikidzé) que les Occidentaux reconnurent l'indépendance des trois Républiques du Caucase, en janvier 1920.

Conscientes qu'avec la fin de la guerre civile et le retrait progressif des Britanniques, occupés ailleurs, la Russie allait très vite redevenir une menace, elles cherchaient désespérément des protecteurs (Lord Balfour, ministre britannique des Affaires étrangères, proposa à l'Italie de relever les Anglais à Bakou; on sonda même les États-Unis par l'intermédiaire d'émissaires de la *Standard Oil*, la compagnie pétrolière de Rockefeller...). Mais il était trop tard: l'Europe, en proie aux difficultés de la reconstruction, renonçait à prendre en charge l'Empire colonial russe en plus des siens. Et les Caucasiens continuèrent à se battre entre eux jusqu'au dernier moment! Pendant ce temps, **Lénine négociait avec Mustafa Kemal** un partage de la région. En avril 1920, un coup d'État bolchevik renversa le gouvernement mussavatiste en Azerbaïdjan; la nouvelle République bolchevique se plaça "sous la protection" de la Russie. L'Armée rouge entra dans Bakou, sous les ordres d'Ordjonikidzé et du Russe Kirov, l'homme dont plus tard l'assassinat déclencha les grandes purges staliniennes (voyez au chapitre 3).

En décembre 1920, l'Armée rouge mit la main sur l'Arménie, à nouveau prise à la gorge par l'avancée des troupes turques; des arbitrages territoriaux extrêmement défavorables furent imposés aux Arméniens, dont le territoire "national" était réduit aux environs d'Erevan et au haut-Zanguezour, autrement dit un ensemble de plateaux pelés sans accès à la mer, surpeuplés du fait de l'afflux des réfugiés de Turquie; tandis que des régions peuplées en bonne partie d'Arméniens passaient à la Géorgie et à l'Azerbaïdjan, notamment le Karabagh et le Nakhitchevan. En **février 1921**, les derniers problèmes de frontière ayant été réglés entre la Russie et la Turquie (qui garda Kars et Ardahan mais rendit Batoum), **l'Armée rouge envahit la Géorgie**, avec laquelle elle avait pourtant signé un second traité en mai 1920, mais dont le gouvernement menchevik était de plus en plus débordé par les bolcheviks locaux¹. Sur ces

¹ L'invasion se fit au départ à l'initiative des instances politiques et militaires locales, contre la volonté de Lénine qui la jugeait prématurée, et qui ne l'approuva qu'au bout de deux jours. Les bolcheviks locaux, Makharadzé, Orakhelachvili et Mdivani, très mal contrôlés, évoluèrent très vite vers des positions nationalistes; ils protestèrent contre la restauration d'une Transcaucasie unifiée en 1922, puis refusèrent le projet de fédération que Staline était en train d'élaborer pour l'U.R.S.S., ce qui leur valut une purge sévère, menée par Ordjonikidzé; ils finirent par se révolter en août 1924, l'Armée rouge dut intervenir.

entrefaites, une révolte éclata à Erevan et gagna tout ce qui restait d'Arménie; il y eut aussi des accrochages entre Russes et Turcs dans certaines régions qui devaient changer de mains aux termes des accords. Tout fut terminé en avril avec la reprise d'Erevan par les Russes; en octobre 1921, le **traité de Kars** scella définitivement le sort du Caucase.

En **Asie centrale**, il apparut en mai 1918 une République socialiste du Turkestan, intégrée à la Russie soviétique; les deux protectorats de Boukhara et de Khiva devinrent des Républiques socialistes. Mais les émirs reprirent un moment le pouvoir; il y eut aussi une république de Kokand et une du Kharzem, un Alash-Orda des Kazakhs de la steppe qui attend toujours son historien, des interventions des troupes britanniques basées en Iran, une Commune bolchevique de Tachkent, plusieurs ratons laveurs... L'Armée rouge reprit le dessus en 1920; les deux protectorats furent intégrés à l'U.R.S.S. en 1924. Encore plus que sur les marges occidentales de la Russie, le bolchevisme dans ces contrées fut un phénomène exclusivement russe, "colonial"; mais contrairement aux marges occidentales de l'Empire il n'y eut pas véritablement, en face des bolcheviks, de "nationalismes" au sens européen du mot.

Un dernier élément de distraction fut apporté par le général ottoman **Enver Pacha** (1881-1922): ce concurrent de Mustafa Kemal, éloigné du pouvoir par celui-ci et qui rêvait de réunir tous les Turcs en un vaste Empire "pan-touranien", envahit le Turkestan russe en novembre 1921 à la tête d'une espèce de corps franc ottoman et s'allia avec les *basmadjis* (littéralement les "va-nu-pieds"), les maquisards antisoviétiques locaux. Il fut battu et tué en août 1922 près de Khodjent (Douchanbé à l'époque soviétique)¹. Les bolcheviks mirent encore cinq ou six ans à reprendre le contrôle de certaines montagnes.

III-L'organisation nationale de l'U.R.S.S.

A) Les premières esquisses (avant 1923); Sultan Galiev.

En janvier 1918, par la "déclaration des droits du peuple travailleur et exploité", Lénine avait proclamé que « la République soviétique de Russie se constitu[ait] sur la base d'une union libre de nations libres, comme fédération des Républiques soviétiques

¹ Voyez la bande dessinée de Hugo Pratt: *Corto Maltese en Sibérie*.

nationales ». Deux mois et demi après la prise de pouvoir, c'était la **reconnaissance explicite du principe fédératif** territorial, mais bien sûr à titre provisoire: « la fédération des nationalités est une étape vers la fusion volontaire », écrivait Lénine en mars. Aux termes de la constitution russe de 1918, qui entra en application en juillet, la Russie devint une "République socialiste fédérative et soviétique" (R.S.F.S.R.), où tous les peuples avaient en théorie les mêmes droits. Depuis le premier gouvernement bolchevik, formé le jour du putsch, il y avait un ministère spécifique pour ces problèmes, le **commissariat aux Nationalités**, dirigé par Staline; jusqu'en 1920, il s'occupa surtout de propagande (il publiait des journaux et revues en une vingtaine de langues) et d'encadrer les diverses organisations bolcheviques ou "alliées" des peuples allogènes; il eut importante activité théorique (Staline publia des dizaines d'articles). En 1920, il apparut un "**Conseil des Nationalités**", une sorte d'organe représentatif qui fonctionnait au sein du ministère (c'était typique de la confusion où nageaient les institutions de la Russie bolchevique naissante); à cette date, le commissariat aux Nationalités se trouva chargé de l'ensemble des relations entre le centre et les différentes entités autonomes (y compris les "Républiques bolcheviques" théoriquement indépendantes, comme l'Ukraine). Il disparut à la naissance de l'U.R.S.S., ayant accompli sa mission; le Conseil des Nationalités lui survécut en tant que seconde chambre du Parlement, jusqu'à la fin de l'U.R.S.S.¹

L'un des problèmes que les bolcheviks avaient à résoudre était celui des peuples enclavés en Russie, imbriqués avec les Russes; il n'y avait pas en ces régions de mouvements indépendantistes comparables à ceux des peuples périphériques, mais il fallait compter notamment avec le sentiment national des Tatars de la Volga, et plus généralement avec le problème que posaient l'ensemble des musulmans de Russie. Dans la région de Kazan, de loin la région musulmane la plus "avancée", la plus "occidentalisée" de Russie, les bolcheviks comptaient avec une figure importante, Mir Saïd **Sultan Galiev** (1881-vers 1940), qui se considérait comme la voix des musulmans de Russie dans la révolution. C'était l'un des hauts responsables du commissariat aux Nationalités. En mars 1918, Lénine l'avait laissé fonder un parti distinct du Parti communiste (bolchevik) de Russie, le Parti socialiste communiste musulman, qui se transforma quelques mois plus tard en un "Parti russe des communistes musulmans", défini comme « l'organe de tous les révolutionnaires musulmans qui accept[aient] plus ou moins [(!)] le programme du Parti communiste (bolchevik) de Russie ». On lui confia la destinée d'une grande République de l'Idel-Oural² aux frontières mal définies, qui regroupait tous les musulmans et tous les Turcs de la Volga moyenne à la Sibérie occidentale (ainsi d'ailleurs que les Finno-ougriens de la région, qui n'étaient ni turcs ni

¹ Voyez les chapitres 3 et 4 pour le détail des différentes constitutions soviétiques.

² "Idel" est le nom de la Volga dans les langues turques.

musulmans, et les 70% de Russes que comptait la région); il y eut même une Armée rouge tatare. Mais la guerre civile empêcha Sultan Galiev de mener à bien son projet de constitution d'un grand État musulman communiste qui « [fût] le foyer d'où les étincelles de la Révolution socialiste jaillir[aient] au cœur de l'Orient ». Une partie des chefs bachkirs (des turcophones musulmans très proches des Tatars¹) se rallia même à Koltchak par haine des bolcheviks et de leurs féaux, tout comme des leaders tatars.

Staline avait toujours été hostile à ce qu'il percevait comme un éclatement du bolchevisme selon des clivages non prolétariens, et une concurrence dangereuse (le Géorgien moustachu avait tout à craindre de l'institutionnalisation d'une dichotomie Russes/musulmans); dès mai 1918, il rappela que « l'autonomie soviétique » ne pouvait se fonder que sur les « critères de classe », et le parti communiste musulman de Sultan Galiev disparut en 1919. À la défaite de Koltchak en 1920, Staline commença à tronçonner le domaine de Sultan Galiev en accordant une république autonome aux Bachkirs, qui se trouvèrent ainsi détachés des Tatars de la Volga. Puis les **territoires autonomes**, républiques ou régions, se multiplièrent dans la moyenne Volga, le Caucase du nord et la Sibérie: en 1923, il y en avait dix-sept (sans compter le Turkestan qui jouissait d'une autonomie nettement plus large que les autres), parfois intégrés à l'U.R.S.S. à la suite de "congrès" des "prolétaires" locaux, comme en Kalmoukie. En principe les républiques autonomes jouissaient d'une certaine autonomie politique, tandis que les régions autonomes n'avaient qu'une autonomie administrative. En pratique la différence s'estompa très vite: partout c'étaient le Parti et les envoyés du commissariat aux Nationalités qui commandaient. Pipes souligne que ces "autonomies" étaient en fait des instruments de l'intégration des régions dans l'espace soviétique:

« En effet, dans l'interprétation communiste de l'autonomie, l'accent principal était mis sur le renforcement des liens entre les zones frontalières et la Russie, et sur l'extension de l'autorité et du prestige du régime soviétique, dans les régions où les tendances nationalistes étaient profondément enracinées (...); l'autonomie était perçue comme un instrument de consolidation, non de décentralisation ».

Sultan Galiev vit ses thèses condamnées au "congrès des peuples de l'Orient", qu'il avait pourtant largement contribué à organiser à Bakou en septembre 1920. Destiné en

¹ À l'origine les Bashkirs étaient des nomades et les Tatars des sédentaires, mais les distinctions s'étaient peu à peu brouillées, notamment avec l'afflux de Tatars sur les terres bachkires après la conquête de Kazan par les Russes, qui fit que l'ethnonyme "bachkir" finit par prendre un sens surtout social — il désignait les propriétaires terriens. De tout façon, jusqu'à la fin du XIXe siècle l'identité commune des musulmans de la moyenne Volga n'était ni tatare ni bachkire, mais "musulmane", ou encore "bulgare" chez ceux qui se rappelaient encore le passé d'avant la conquête russe; le mot "Tatar" était en usage également, mais il correspondait à des réalités fort vagues (au point qu'aujourd'hui il désigne encore deux peuples différents, les Tatars de la Volga dont je parle ici, et les Tatars de Crimée). Comme souvent, c'est le découpage régional et ethnique de l'époque soviétique qui a durci des oppositions embryonnaires ou au contraire en voie de comblement, aboutissant à une balkanisation générale au lieu d'une synthèse (voyez la fin du chapitre). Aujourd'hui Tatars et Bachkirs constituent bien deux peuples différents, même si leurs deux langues sont presque identiques.

principe à exporter la révolution en Asie, le **congrès de Bakou** eut un certain retentissement à l'étranger. Le représentant de la Turquie était Enver Pacha, point encore fâché avec la Russie soviétique; mais durant les sessions il s'occupa essentiellement de négocier le découpage de l'Anatolie orientale et de la Transcaucasie en zones d'influences turque et russe... En fait, le congrès de Bakou confirma surtout que Moscou accordait plus d'intérêt à la Révolution en Occident qu'en Asie, ce qui ruinait le rôle d'intermédiaires que les bolcheviks tatars espéraient tenir entre révolutionnaires des pays développés et des colonies européennes. De plus en plus critique envers la Russie nouvelle (et notamment envers le type d'"internationalisme prolétarien" qui pouvait naître entre nations de niveau de développement inégal), Sultan Galiev était aussi de plus en plus isolé. En 1923 il fut condamné pour "déviatisme nationaliste" et exclu du PC.(b.)U.S.; emprisonné en 1928, déporté aux Solovki, il y mourut ou fut assassiné dans des conditions obscures en 1940 ou en 1941.

B) La structure nationale de l'U.R.S.S.

La R.S.F.S.R. annexa en novembre 1922 une République indépendante (russe et bolchevique) d'Extrême-Orient, apparue en 1920 au cours des luttes contre Koltchak et les Japonais. À cette date, il y avait sept autres républiques bolcheviques, déjà placées sous protectorat russe par le biais d'une série de traités signés depuis 1920: l'Ukraine, la Biélorussie, la Transcaucasie (reformée de gré ou de force en mars 1922), Boukhara et Khiva, plus en Sibérie méridionale la Mongolie et le Tannou-Touva. De la R.S.F.S.R. et des cinq premières les bolcheviks firent l'U.R.S.S.; les deux dernières restèrent "indépendantes" parce que c'était des territoires arrachés à la Chine en 1911-1913, et non d'anciens morceaux de Russie impériale: leur incorporation était moins légitime aux yeux de la communauté internationale. Ce qui montre bien qu'à cette date déjà **les bolcheviks inscrivaient leur action dans le cadre des États** et non plus, à court terme tout au moins, dans un cadre planétaire... et amène au passage à souligner la **continuité** qui existait, dès le début, **entre la construction des bolcheviks et la Russie tsariste.**

Ce fut en août 1922 que Staline fut chargé de préparer un projet d'État fédératif. Le premier jet prévoyait des Républiques autonomes intégrées à la R.S.F.S.R., dont le gouvernement serait devenu celui de la fédération. Ce fut l'occasion d'un grave accrochage avec les bolcheviks ukrainiens et surtout avec ceux de Géorgie, hostiles à une union imposée d'en haut et qui les eût noyés parmi les autres Caucasiens. Surtout il éclata **un conflit entre Lénine et Staline**, lorsqu'en septembre 1922, remis de sa première attaque, le petit-fils de la Kalmouke prit connaissance des données du conflit. Il accusa son spécialiste moustachu

d'aller trop vite en besogne et imposa, pour les peuples les plus nombreux, des Républiques égales en droit au sein d'une Union dotée de ses propres organes distincts de ceux de la Russie et coiffant ceux des Républiques fédérées; ainsi que le droit à l'autodétermination pour lesdites Républiques fédérées. Ceci pour ne pas « verser de l'eau au moulin des indépendantistes » et dans le but de « déclare[r] la guerre à mort au chauvinisme grand-russien ». Ce conflit contribua à alerter Lénine quant aux méthodes employées par Staline et ses alliés (entre autres anecdotes, Ordjonikidzé avait battu un de ses contradicteurs lors d'une réunion). Il consacra une partie notable de son énergie déclinante à rédiger une dernière note sur la question nationale, qu'il remit à Trotski (elle fait partie du "testament"). Il y soulignait que l'évolution en cours était en train de livrer les allogènes « à ce produit cent pour cent russe, le chauvinisme grand-russien qui caractérise le bureaucrate russe ».

Lénine semble donc s'être rendu compte, dans ses derniers jours, de la désastreuse continuité qui liait l'Empire russe à la nouvelle entité; cependant, comme le montre la dernière citation, la critique essentielle ne portait pas sur l'injustice envers les nations allogènes, mais sur le mode de gestion "bureaucratique" de l'ensemble. C'était bien l'évolution du Parti qui inquiétait Lénine, pas le sort des peuples.

Lénine une fois éliminé par la maladie, le projet définitif fut présenté au Comité central en octobre 1923; **l'U.R.S.S. naquit officiellement le 30 décembre 1922** et se dota d'une Constitution en janvier 1924, dix jours après la mort de Lénine.

Le nouvel État portait un **nom** qui faisait référence à une idéologie (le socialisme) et à une forme d'organisation politique (les soviets), mais ni à aucun peuple ni à aucun territoire. Pour la propagande, qui commençait à l'énoncé de son nom, l'U.R.S.S. était l'État de tous les révolutionnaires, "la patrie des prolétaires", le champion d'une classe sociale et non celui d'un groupe ethnique, contrairement à l'Empire russe, instrument honni du chauvinisme grand-russien, "prison des peuples". Par ce nom sans attaches historiques ni géographiques, elle s'affichait aussi comme une formation politique transitoire dont les frontières n'étaient pas figées, intangibles, mais appelées à s'étendre au gré de la Révolution: un État universel en gestation. Telle était du moins la théorie; mais en attendant le jour joli du triomphe du communisme, les bolcheviks se retrouvaient à la tête d'un immense territoire ethniquement bigarré. Il leur fallait à la fois en maintenir la cohésion et prouver au monde extérieur, pour qui l'U.R.S.S. n'était que le nouveau nom de la Russie, que le nouvel État était effectivement multinational et multiculturel, qu'il respectait les particularismes nationaux tout en suscitant les conditions nécessaires à leur dépassement. Cela se fit par le biais du fédéralisme; le mot cependant n'apparaissait pas dans le texte de la constitution de 1924.

Staline se chargea de l'organisation interne de l'U.R.S.S.; ce fut lui notamment qui supervisa le tracé des limites administratives internes, travail délicat qui dura jusqu'au milieu des années 1930. Il y avait au départ quatre **Républiques socialistes soviétiques** (R.S.S.) confédérées: la Russie ou R.S.F.S.R.¹, la Biélorussie, l'Ukraine et la Transcaucasie (Boukhara et Khiva furent intégrées au Turkestan, région autonome au sein de la R.S.F.S.R.). Puis, par scissiparité, le nombre de R.S.S. monta à onze en 1936; à seize en 1945 avec notamment l'annexion des pays baltes, et finalement revint à quinze en 1959 avec la "rétrogradation" de la R.S.S. carélo-finnoise, où les Russes étaient cinq fois plus nombreux que les Caréliens, au rang de République autonome de Carélie au sein de la R.S.F.S.R. Souveraines en théorie², les R.S.S. avaient le droit de sécession (elles le conservèrent dans les constitutions de 1936 et 1977 et en firent usage en 1991). À l'intérieur de certaines d'entre elles, on trouvait, par ordre d'importance numérique des populations concernées (et aussi d'autonomie concédée): des **Républiques autonomes** ou R.S.S.A.; des **régions autonomes**; enfin des **arrondissements (ou districts) autonomes**, aux compétences essentiellement culturelles, dont certains correspondaient à des peuples qui ne regroupaient que quelques milliers d'individus. La plupart de ces territoires avaient un seul peuple "titulaire": par exemple il y avait une R.S.S. biélorusse, une R.S.S.A. kalmouke, un arrondissement autonome tchoukche (les principales exceptions se trouvaient dans le Caucase du nord où les populations étaient trop enchevêtrées pour que ce fût possible: ainsi le Daghestan regroupait une trentaine d'ethnies).

Les différents "sujets de l'Union", comme on disait, étaient représentés à l'échelon confédéral au sein du **Conseil des Nationalités**, formé de cinq représentants par République fédérée ou autonome et un par région autonome, ce qui faisait à peu près cent trente membres au total. Les effectifs augmentèrent avec le temps: aux termes de la constitution de 1977, les R.S.S. avaient vingt-cinq représentants chacune et même les districts autonomes avaient un représentant chacun. Un certain nombre de commissariats (c'est-à-dire de ministères) existaient à la fois au niveau confédéral et au niveau des R.S.S.; il existait aussi des commissariats propres aux R.S.S., et d'autres propres à la fédération.

Cette réorganisation de l'ancien Empire russe se distinguait par **deux innovations** extrêmement audacieuses, sans aucun précédent historique à vrai dire, et sur lesquelles je voudrais m'arrêter pour quelques paragraphes de réflexion, car elles étaient à la base de la conception que les Soviétiques se faisaient des nations (de ce point de vue, rien n'a changé jusqu'en 1991).

¹ République socialiste fédérative soviétique de Russie.

² Tellement souveraines qu'en 1945 deux d'entre elles, l'Ukraine et la Biélorussie, obtinrent un siège à l'O.N.U. Staline ayant exigé au départ un siège pour chacune des seize Républiques soviétiques; Roosevelt répliqua en demandant en échange un siège pour chacun des États américains! On s'arrêta à un compromis: un siège pour chacune des Républiques fondatrices survivantes (la Transcaucasie avait été démembrée entretemps).

— d'une part, **la promotion au rang de "nations"**, en théorie sur un plan d'égalité complète, **de tous les groupes ethniques de la Russie**, groupes définis en pratique selon des critères essentiellement linguistiques. Chaque Soviétique portait, sur son passeport, à côté de la mention de sa "citoyenneté" (soviétique), celle de sa "nationalité" (*narodnost'* ou *natsional'nost'*: le mot est distinct du mot "nation", *natsiia*; en U.R.S.S. il était seul employé¹). Chaque nationalité correspondait en principe à une langue², même si dans la pratique, comme souvent, c'étaient en fait des logiques ethniques qui l'emportaient. Un Arménien né et élevé à Moscou, même s'il ne savait que le russe, restait un Arménien; un Ukrainien installé ou déporté au Kazakhstan restait un Ukrainien pour l'État soviétique (et notamment pour les statistiques), même s'il était acculturé (c'est-à-dire, dans ce cas précis, russifié)³. Les recensements portaient aussi sur la ou les langues effectivement parlées; ils fournissaient sur tous ces points des statistiques d'une précision maniaque, et par ailleurs relativement fiables, nettement plus notamment que les statistiques économiques.

— d'autre part, **l'attribution à chacun de ces groupes d'un territoire** de statut différent selon son importance numérique, mais dont les principaux étaient des quasi États. Autrement dit, **les clivages nationaux étaient inscrits sur les cartes**, par le jeu complexe des Républiques fédérées, Républiques, régions et districts autonomes qui s'imbriquaient les uns dans les autres comme des poupées russes. **Les droits culturels et autres ne s'attachaient pas aux personnes, mais aux territoires**: à part des écoles parfois, il n'y avait d'institutions spécifiques aux populations minoritaires que là où elles étaient assez nombreuses et compactes pour obtenir un statut administratif (comme les Arméniens du haut Karabagh, qui formait une région autonome au sein de la R.S.S. azérie). Ainsi il n'y avait que très peu d'écoles ukrainiennes au Kazakhstan, où les Ukrainiens étaient assez nombreux mais dilués parmi les autres Slaves: le Kazakhstan fonctionnait exclusivement en kazakh (quand il ne fonctionnait pas en russe).

Ces deux points méritent d'être commentés plus en détail. D'abord, pourquoi avoir retenu la **langue** comme critère essentiel de la "nationalité"? La définition que Staline donnait d'une "nation" en 1913 était plus complexe, je la rappelle: « une communauté humaine stable,

¹ En réalité, les deux mots que je viens de citer comme des synonymes n'avaient pas tout à fait le même emploi; le premier était utilisé pour les groupes les plus importants. Je simplifie — mais si!

² À quelques exceptions près quand même. Ainsi les Adjars, qui avaient leur propre R.S.S.A. en Géorgie, ne sont rien d'autres que des Géorgiens musulmans; on n'a jamais tenté de leur attribuer (de leur forger) de langue littéraire propre.

³ L'ensemble du système reposait sur des déclarations faites à l'occasion des recensements. Elles étaient volontaires en principe; mais le choix était limité aux nationalités des parents — autrement dit, l'enfant de deux Arméniens russifiés ne pouvait se déclarer qu'Arménien, seul l'enfant d'un(e) Arménien(ne) et d'un(e) russe pouvait se déclarer russe.

historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans une communauté de culture ». Mais en pratique, cette définition ne convenait pas à toutes les communautés qui se tenaient pour des nations (ainsi elle seyait mal aux Ukrainiens qui n'avaient ni "vie économique" ni "formation psychique" commune, et bien peu de "communauté de culture"), tandis qu'elle s'appliquait à des groupes qui n'avaient aucune conscience nationale (par exemple les Kalmouks de la Caspienne occidentale sur lesquels je reviendrai, comptez sur moi).

Surtout **les bolcheviks**, en Européens orientaux typiques, **appréhendaient l'idée nationale d'un point de vue avant tout linguistique et culturel**; dans leur action, ils ne firent que s'inscrire, sans s'en rendre vraiment compte, dans la continuité des nationalistes du XIXe siècle dont ils partageaient sur ce point l'univers mental. Par ailleurs, **le régime bolchevique** se réclamait d'un socialisme "scientifique" qui **appréciait la caution de la linguistique**, science austère, abstraite et tenue de ce fait pour particulièrement objective. Il n'eût pas été acceptable de fonder les différentes nations de l'U.R.S.S. sur des distinctions "subjectives" et archaïques comme l'"ethnie" ou la "race", ni sur des critères appelés à disparaître très vite comme celui de la religion (l'U.R.S.S. était un État athée militant), ni sur d'autres discriminants fort dangereux pour le régime comme les limites historiques d'entités autrefois indépendantes: leur perpétuation sur les plans géographique et administratif leur aurait sans doute permis de conserver une vitalité dangereuse pour la cohésion de la "patrie des prolétaires"¹. **La langue était un critère idéal pour "faire table rase" d'une bonne partie des héritages** du passé impérial et pré-impérial, tout en fondant de manière objective, scientifique, indiscutable le découpage de l'U.R.S.S. en nations. Accessoirement, ce critère permettait de mettre les Géorgiens ou les Tatars de la Volga, dont le nationalisme avait des racines profondes et disposait d'une base réelle parmi la population, sur le même plan que des populations comme les Tchouvaches ou les Mordves, très russifiés sur tous les plans sauf la langue, ou encore les Kalmouks dont l'identité collective, pour être affirmée, reposait sur des bases non "nationales" au sens européen moderne de ce mot. **C'était une manière de noyer**

¹ Les circonstances de l'effondrement (tout récent alors) de l'Autriche-Hongrie illustraient ce danger. On pouvait l'analyser de la manière suivante: c'étaient les anciens royaumes médiévaux réunis l'un après l'autre aux domaines des Habsbourg (la Bohême, la Hongrie, la Croatie), qui avaient peu à peu, en reprenant de la vitalité, miné l'Empire autrichien. L'analyse était inexacte et incomplète, mais inquiétante. Une illustration des conséquences de ces craintes fut le sort réservé aux Tchouvaches, un peuple turcophone chrétien de la moyenne Volga. En 1917, certains d'entre eux rêvèrent de ressusciter le lointain Empire des Bolgars (ou Bulgares de la Volga — les actuels Bulgares des Balkans sont des cousins slavisés) dont ils s'affirmaient les héritiers. Ils voulaient être reconnus comme nation "bolgare" et non comme nation "tchouvache", donc selon une définition historique et non linguistique. Ces exigences furent d'autant mal vues à Moscou qu'avant 1917 leur langue était transcrite en caractères cyrilliques adaptés et que l'usage du russe était déjà relativement répandu parmi eux: l'apparition d'un nationalisme "bolgar" risquait de marquer une rupture avec cette tradition de relative assimilation. La reconnaissance d'une nation "tchouvache" (et non "bolgare") par Moscou consacra en fait les progrès de la russification et brisa l'identification, dangereuse pour Moscou, à un monde disparu: on insista sur la littérature prolétarienne en tchouvatche, sur le folklore paysan, mais il fut interdit de faire référence à l'État bolgar, d'étudier son Histoire.

les particularismes les plus dangereux dans la masse des autres, puisque nulle langue n'est par nature supérieure à nulle autre.

D'autre part, pourquoi avoir doté chaque communauté nationale d'un **territoire** strictement délimité? C'était contradictoire avec le principe linguistique dans la mesure où presque aucune communauté linguistique n'a de frontières nettes et indiscutables, ce que les linguistes et les bolcheviks savaient très bien: un groupe linguistique est une communauté d'êtres humains, pas un ensemble de terres dont le climat, le relief et le sol influent sur le mode de pensée et la grammaire des populations qu'ils accueillent. C'était contradictoire aussi avec le caractère très centralisé de l'administration bolchevique et l'économisme du régime: pourquoi ne pas avoir choisi des circonscriptions d'action économique comme celles dans le cadre desquelles s'appliquait le Plan (elles ne correspondaient pas aux différentes Républiques), quitte à concéder des droits culturels à chaque individu?

Mais, comme Lénine l'avait bien vu et réaffirmé jusqu'à son dernier souffle, **le fédéralisme territorial semblait seul en mesure d'apporter une réponse aux vigoureuses aspirations nationales de certains peuples** comme les Géorgiens: dans le cadre d'un État fédéral, on pouvait leur accorder un territoire national de statut quasi étatique, sans pour autant devoir leur concéder l'indépendance. D'autre part il existait déjà des États fédéraux, on savait les gérer, alors que l'idée d'autonomie culturelle extraterritoriale n'était qu'une utopie; les États fédéraux, comme la Suisse, avaient l'image de pays respectueux des particularismes. Par ailleurs, et je crois que c'est essentiel, **les bolcheviks tenaient à ce que leur politique nationale fût patente**, visible de tous, et pour cela, rien de plus efficace que de l'inscrire sur les cartes: pendant sept décennies, c'est dans le cadre d'un découpage territorial en nations qu'on a pensé l'U.R.S.S., qu'on l'a apprise à l'école, qu'on se l'est représentée, à l'intérieur comme à l'étranger, comme un État multinational et pas comme un État russe avec des "minorités", donc suspect d'oppression. Il faut également évoquer **le poids des contradictions de la définition stalinienne de la nation**, forgée dans l'opposition aux austro-marxistes: pour Staline sans territoire il n'y a pas de communauté nationale réelle, pas de cadre de vie, pas de vie économique commune, pas d'intérêts partagés, il n'y a que des fantasmes « tribaux » et « quasi-mystiques ». Il y avait enfin une dernière raison beaucoup plus pragmatique: **un découpage territorial** en fonction des langues **affaiblissait en fait les sentiments nationaux**. Par son impossibilité même, par le fait que sur le territoire attribué à telle ou telle communauté linguistique on trouverait toujours des locuteurs d'autres langues, il permettait de susciter un peu partout des **problèmes de minorités ethniques** (linguistiques en pratique), donc de dresser les peuples les uns contre les autres; j'y reviendrai plus bas. Staline l'avait souligné déjà en 1913, l'autonomie territoriale a cet avantage qu'elle « ne délimite pas les individus par nation, elle ne renforce pas les barrières nationales; au contraire, elle ne fait que

démolir ces barrières et grouper la population pour ouvrir la voie à une délimitation d'un autre genre, à une délimitation par classes ».

L'une des conséquences les plus baroques de cette définition à la fois territoriale et linguistique de la nation fut la création du **Birobidjan**, un territoire attribué aux Juifs au fin fond de la Sibérie orientale en 1928 et élevé au statut de région autonome de la R.S.F.S.R. en 1934: il s'agissait, dans la logique stalinienne poussée à l'extrême, de donner un cadre territorial à la communauté juive, dont il était difficile de nier le particularisme — définie cependant non par sa religion, mais par sa langue: en 1934 le yiddish devient la langue officielle du Birobidjan. Il s'agissait aussi d'offrir une alternative au sionisme, que les bolcheviks accusaient d'"isoler les masses ouvrières juives de la lutte commune du prolétariat", de couper les Juifs de leurs cadres de vie traditionnels; et enfin, mais secondairement, de peupler la frontière chinoise. En 1934, Kalinine s'exprimait ainsi à propos du Birobidjan:

« Vous nous demandez pourquoi nous avons créé ce territoire autonome juif. C'est parce que nous avons trois millions de Juifs et qu'ils n'ont pas d'État à eux: il s'agit de la seule nationalité qui soit dans cette situation. La création de ce territoire est le seul moyen qui puisse permettre à cette nationalité de se développer *normalement*. (...) Les Juifs de Moscou, [eux], devront s'assimiler. (...) En l'espace de dix ans le Birobidjan va devenir le plus important gardien de la culture nationale juive et ceux qui sont attachés à une culture nationale juive doivent gagner le Birobidjan (...) Nous considérons déjà le Birobidjan comme un État national juif ».

Bien entendu, aucun Juif n'avait jamais résidé dans ce trou avant 1928; mais ni l'Ukraine ni la Crimée¹, qui faisaient partie de l'ancienne zone de résidence, n'avaient fort chaudement accueilli les projets de création d'un foyer national juif sur leur territoire. Le Birobidjan était évidemment **un cadre national fictif**, puisque seule une toute petite minorité des Juifs d'U.R.S.S. y a jamais vécu (ils formaient 23% de la population locale en 1936, soit quatorze mille personnes; puis cette proportion déclina, elle est aujourd'hui inférieure à 2%). Du reste, la spécificité culturelle des Juifs d'U.R.S.S. a continué à s'effacer très vite au XXe siècle, y compris au Birobidjan: la pratique religieuse s'est effondrée à cause des persécutions; le yiddish est l'une des langues qui ont le plus mal résisté à la concurrence du russe, plus mal même que la plupart des idiomes des éleveurs-chasseurs de Sibérie (à quoi diable pourrait bien ressembler une culture juive sans religion juive?); le génocide nazi n'a rien arrangé évidemment mais il ne fut pas la cause première du déclin. Malgré l'échec complet de l'expérience du Birobidjan, il semble bien que **les Juifs ont failli être déportés en masse dans ce lointain**

¹ La péninsule, aujourd'hui ukrainienne, appartenait alors à la Russie.

territoire en 1953, à l'époque de la rupture entre l'U.R.S.S. et Israël et du "complot des blouses blanches" (voyez au chapitre 4); ce qui aurait réglé un problème irritant du point de vue, entre autres, de la conception stalinienne des nations. Seule la mort du moustachu traceur de frontières aurait arrêté l'exécution de ce projet.

Cette conception caricaturalement territoriale de la nation s'opposait, on l'a vu, à celle des austro-marxistes, à laquelle Staline reprochait à la fois d'être trop exclusivement culturelle et d'ériger la nation en catégorie permanente et invariante, c'est-à-dire de ne pas intégrer l'évolution historique. C'est pourtant ce à quoi revenait tout aussi bien le découpage stalinien de l'U.R.S.S. en territoires nationaux fixes, dessinés une fois pour toutes. H. Carrère d'Encausse souligne que « la définition stalinienne de la nation [était] étrangère à celle de Lénine. Communauté stable, pour Staline, alors que Lénine a[vait] toujours souligné son aspect transitoire. Staline met[tait] en lumière, tout en s'efforçant de les nier, la stabilité et la permanence du fait national ». Les conséquences de cette distorsion furent incalculables: contrairement aux calculs de Staline, la territorialisation des nations n'a pas permis l'émergence d'une conscience de classe à l'échelle soviétique, mais a offert des cadres à des nationalismes de plus en plus vigoureux à mesure que l'U.R.S.S. s'affaiblissait, comme je le montrerai plus bas.

IV-La politique nationale des bolcheviks dans les années 1920.

A) La révolution linguistique et la redéfinition des nations.

Dans le cadre de cette politique des nationalités fondée sur une définition exclusivement linguistique de la nation, le pouvoir soviétique se lança dans une extraordinaire aventure: **la création de toutes pièces, en quelques années, d'une centaine de langues littéraires modernes**, ce en l'absence de toute demande explicite de la part de l'immense majorité des populations concernées¹. On envoya des volées de linguistes (et d'ethnologues)

¹ J'appelle "langue littéraire moderne" un instrument linguistique adapté aux besoins culturels, administratifs, éducatifs et autres d'une société contemporaine, par opposition, en très gros, d'une part aux parlers oraux (en France l'un et l'autre se sont pratiquement confondus à cause de l'influence de l'école et de la télévision, mais c'est loin d'être le cas partout dans le monde — ainsi dans les pays arabes la langue littéraire et les "dialectes" sont dans le rapport du latin au français, la première est complètement incompréhensible à qui n'a pas fait d'études), d'autre part aux normes, parfois écrites, où s'exprime la culture traditionnelle, religieuse notamment (par exemple le turc djagataï et le mongol classique, que j'évoquerai plus bas — ce sont des instruments d'une grande subtilité pour les questions religieuses, on y peut lire aussi une riche poésie épique et lyrique, des annales historiques, mais ils sont dépourvus par exemple de tout vocabulaire technique et il est

au fin fond des steppes et des toundras, on en forma d'autres sur place ou dans de remarquables instituts qui se multiplièrent dans les grandes villes; ils rédigeaient des grammaires, des dictionnaires, créèrent des alphabets, modernisèrent et enrichirent le vocabulaire pour le rendre capable d'exprimer les réalités du monde moderne. Puis on imposa les nouvelles langues littéraires dans l'administration locale et dans l'enseignement (d'autant plus facilement que ce fut la période où l'on procéda à l'alphabétisation de la population de l'U.R.S.S.: il n'y avait souvent pas grand-chose à remplacer), avec plus ou moins d'énergie et de persévérance selon l'importance numérique du groupe concerné et la situation locale: les langues les moins parlées ne furent jamais enseignées que dans le primaire; beaucoup de choses dépendirent de la présence ou de l'absence d'un réseau d'intellectuels locaux qui pussent servir de relais au projet et lui donner un minimum de dynamisme et de crédibilité. On publia des contes, des récits et des chants folkloriques, mais aussi des ouvrages techniques et scientifiques, dont certains dépassaient largement l'intérêt local¹, des traductions de Marx, Lénine et Staline, mais aussi de Gorki, de Sully Prudhomme² et de Zola; on encouragea l'expression, à l'occasion on suscita l'apparition d'"écrivains nationaux" qui furent publiés à des milliers d'exemplaires, montrés en exemple, choyés...

Un exemple mondialement célèbre: l'"écrivain national" yakoute Anempodist Soppuruonap (Anempodist Ivanovitch Sofronov, 1886-1935). Éduqué en russe, proche des milieux socialistes depuis 1905, il écrivait déjà en yakoute avant 1917, mais essentiellement pour ses tiroirs, un peu pour une revue locale bilingue et radicale dont je me demande bien quelle diffusion elle pouvait avoir. Dans les années 1921-1922, il devint le "rédacteur principal" du premier périodique bolchevik de Yakoutie, *Martchary*; plus tard, en 1926-1928, "il fonda le théâtre national yakoute". Ses œuvres de cette époque, qui ont dû être un peu plus lues ne fût-ce que parce qu'il n'y avait pas grand-chose d'autre à étudier à l'école yakoute (or les écoles yakoutes se multipliaient effectivement), nous sont décrites comme "traitant les problèmes sociaux spécifiques de la Yakoutie"; elles mettaient en scène des personnages exclusivement yakoutes, à l'exception de deux "colons

malaisé d'y écrire de la prose de style occidental moderne). Une langue littéraire possède une écriture, une phonétique et une grammaire normalisées, et un vocabulaire systématiquement enrichi en termes abstraits, administratifs, scientifiques, économiques, etc. Dans certains pays comme l'Angleterre la langue littéraire s'est formée peu à peu, sans intervention autre que les enrichissements apportés successivement par les écrivains, les scientifiques et les fonctionnaires de la Couronne; dans d'autres comme les pays serbo-croates, ce fut au départ une construction artificielle, fruit d'une décision ponctuelle (dans le cas serbo-croate, prise par un congrès d'intellectuels en 1850) préalable à la parution des premières œuvres littéraires. Une langue littéraire contemporaine peut prendre la suite d'une norme écrite traditionnelle à partir de laquelle elle s'est développée (ainsi l'italien remonte au toscan littéraire médiéval, la langue de Dante, mais ne se rattache précisément à aucun parler oral contemporain, surtout pas ceux de Toscane), ou au contraire rompre avec elle et s'appuyer sur les parlers oraux (c'est le cas de toutes celles dont je vais à présent parler).

¹ Dans l'un de ses articles, le linguiste français A. Meillet évoque sa stupeur lorsqu'il reçut un ouvrage technique de linguistique écrit en biélorusse. Évidemment, tous les Biélorusses qui faisaient de la linguistique savaient le russe!

² Un crime ignoré du communisme...

exploiteurs russes" qui apparaissent dans des pièces historiques (la dénonciation du colonialisme tsariste était tout à fait dans l'air du temps). Soppuruonap présidait aussi une société, *Sakha Omouk*, qui semble avoir eu entre autres des activités de normalisation linguistique: il est crédité de la formation d'une "langue yakoute pure"¹ inspirée de la langue parlée — il inventa des néologismes et adapta à la structure phonétique du yakoute les mots russes dont l'usage se révélait nécessaire. Une connaissance détaillée de la vie et de l'œuvre de Soppuruonap est indispensable à tout espoir d'intégration.

Ce travail, d'une très haute qualité scientifique, a concerné même des communautés réduites à quelques milliers de personnes. D'un point de vue culturel, il s'agissait en fait du même processus qui avait eu lieu en Europe centrale aux XVIIIe-XIXe siècles, lorsque des Finlandais, des Tchèques, des Serbo-Croates, etc., avaient décidé de doter leurs peuples de langues littéraires; mais en U.R.S.S. il eut lieu de manière précipitée et surtout le plus souvent il fut non pas mené par des intellectuels autochtones, philologues, poètes et romanciers passionnés par le passé national, mais proposé, parfois imposé par le pouvoir politique assisté par des scientifiques, russes pour la plupart (Soppuruonap ne doit pas faire illusion: sans soutiens et s'il n'eût pas été "dans la ligne", ce genre de personnage n'aurait rien pu faire; le fait que dans certains cas une ou deux figures littéraires isolées aient préexisté à la révolution ne doit pas non plus faire illusion). Bref, il s'agissait non pas de cultures nationales, puis de sentiments nationaux, enfin de nationalismes bâtis patiemment par une élite locale, mais de **cultures nationales et de sentiments nationaux manipulés de l'extérieur**, parfois forgés de toutes pièces, même si parfois un groupe d'intellectuels indigènes participa, et avec enthousiasme, à cette entreprise de forgerie.

Cela dit, le caractère artificiel de ces constructions n'excluait absolument pas la réussite (*du reste l'adjectif "artificiel" n'est pas forcément à prendre dans un sens négatif — sans artifice, il n'y aurait pas beaucoup de culture!*); parfois elles ont abouti à l'apparition d'écrivains nationaux de type occidental contemporain, très différents des producteurs de littérature orale traditionnelle, et dont l'œuvre, d'accès malaisé pour nous évidemment, n'est manifestement pas toujours dépourvue d'intérêt. D'après le peu que j'ai pu en juger, Soppuruonap n'a pas l'air d'entrer dans cette catégorie mais plutôt dans celle des plumitifs de deuxième catégorie "aux ordres", c'est pourquoi je me suis permis de le traiter sur le mode ironique; en revanche l'Ourdmourtie, une République finno-ougrienne de la moyenne Volga, connu dans les années 1920 un authentique **âge d'or culturel**, avec notamment les poètes Kuzebai Gerd (1898-1937) et Achaltchi Oki (Akulina Veköina, 1898-1972). L'Ourdmourte moyen était-il très concerné, à l'époque, par ce bouillonnement littéraire? On peut en douter,

¹ Expression calquée sur le "turc pur" forgé dans la Turquie kémaliste par élimination des emprunts arabes et persans; en yakoute, qui est aussi une langue turque, on dut essentiellement éliminer des emprunts mongols.

mais il ne faut pas oublier, comme je l'ai souligné au passage à propos de Soppuruonap et comme j'y reviendrai plus bas, que les années 1920 furent également celles des débuts de l'alphabétisation de masse (largement en langues locales) et que la presse et l'édition locale explosèrent. En tout cas, les Ourdmourtes d'aujourd'hui, ceux tout au moins qui ne sont pas russifiés, sont très fiers des poètes précités. Pour le plaisir et parce que tout ce qui existe mérite intérêt, voici un beau poème d'Achaltchi Oki (paru en 1924), en oudmourte et en français¹. Dans ces vers imités des chansons populaires traditionnelles, la poétesse évoque le déchirement d'un jeune homme à son départ pour l'interminable service militaire du XIXe siècle russe:

« *Syoures dourin*
Bables badypou
Agay, soye
Ton en kora.
Chouryos dourisy
Vozy vilyosisy
Apay, tourin
Ton en tourna
Tchouj djeg peulin
Liz syasykaos
Apay, soye
Ton en ichka.
Gourezy oulin
Tchilkit ochmes
Anay, vouze
Ton en poja.
Syoures dourisy
Bables kizypou
Minam louoz
So mougori.
Vozy vilyosisy
Tchilyasy tourin
Minam louoz
Tchouj yirsyiye.
Chtouj zeg peulisy
Liz syaskaos
Minam louoz
Liz syinyosi.
Gourezy oulisy
Tchilkit ochmes
Ouno beurdem
Syinvouosi ».

« Au bord du chemin
 Il y a un saule bouclé.
 Mon frère,
 Ne le coupe pas!
 Sur la berge du ruisseau
 Il y a une prairie.
 Ma soeur,
 Ne la fauche pas.
 Au milieu de l'orge jaune
 Il y a des fleurs bleues.
 Ma soeur,
 Ne les cueille pas.
 Au pied de la colline
 Il y a une source pure.
 Ma mère,
 Ne trouble pas son eau.
 Au bord du chemin
 Le bouleau bouclé
 Sera pour moi
 Mon corps.
 Sur la prairie
 L'herbe éclatante
 Sera pour moi
 Jaune chevelure.
 Au milieu de l'orge jaune
 Les fleurs bleues
 Seront pour moi
 Mes yeux tout bleus.
 Au pied de la colline
 La source pure
 Ce sont toutes les larmes
 Que je verserai! »

¹ Traduction inédite d'Éva Toulouze; transcription "maison" non scientifique — "i" note le "i dur" russe, "y" note une mouillure.

Dans cette aventure linguistique, les bolcheviks affrontèrent les mêmes difficultés que leurs prédécesseurs d'Europe centrale: le choix d'un dialecte de référence pour servir de base à la langue littéraire et la fixation des frontières entre les langues.

Le choix d'un dialecte de référence, dans des aires linguistiques souvent fragmentées, posait problème. Dans certains cas on partit du dialecte choisi par les intellectuels locaux qui avaient commencé à écrire; parfois on choisit un dialecte "moyen", intermédiaire entre tous les autres; parfois le choix répondit à des critères plus politiques que linguistiques — ainsi en Ukraine on prit soin de "réformer" la langue écrite pour la rendre la plus distincte possible de celle où s'exprimaient les nationalistes galiciens du début du siècle¹. Souvent, les bolcheviks hésitèrent sur le point de savoir si tel ensemble de parlers proches, mais plus si proches que ça lorsque l'on s'éloignait, formait une ou deux langues. Ce fut ainsi qu'en 1922, dans les régions à population iranienne du Caucase central, on forgea deux langues littéraires, le digor et l'iron, lesquelles correspondaient à deux "nations" distinctes (dont les Républiques autonomes étaient rattachés respectivement à la R.S.F.S.R. et à la Géorgie); puis, en 1939, on décida que finalement ils ne formaient qu'un seul groupe ethnique et linguistique, la nation ossète — mais, héritage de la situation précédente, elle demeura répartie en deux entités administratives distinctes. Le phénomène inverse eut lieu pour la langue parlée juste à l'est, le vainakh, que l'on scinda tardivement (dans les années 1930) en une langue tchéchène et une langue ingouche, sans pour autant diviser en deux la R.S.S.A. correspondante; et pour les Karatchaïs et les Balkars, deux communautés turques du Caucase du nord qui parlaient presque les mêmes dialectes et se considéraient comme un seul peuple bien que leurs territoires ne fussent pas contigus, mais à qui l'on fabriqua deux langues littéraires différentes.

En revanche les bolcheviks interdirent l'usage des langues littéraires traditionnelles, qui n'étaient pas assez "modernes" et surtout présentaient l'inconvénient de véhiculer des valeurs fort peu révolutionnaires. Par ailleurs ces langues servaient souvent d'outil véhiculaire, c'est-à-dire qu'elles permettaient la communication entre des groupes humains de parlers parfois très différents. Or il valait mieux diviser les allogènes; et puis, pour les bolcheviks, qui pour la plupart étaient des Grand-Russiens, même si l'heure n'était pas encore à la russification **la seule langue véhiculaire de l'Union soviétique devait être le russe**, de même que toutes les relations entre les différents territoires nationaux devaient passer par Moscou. Le turc djagataï, en usage dans les khanats et au Turkestan depuis des siècles, disparut en quelques années. Dans le Caucase du nord l'on découragea l'usage des langues

¹ Ce fut l'œuvre du congrès de Kharkiv/Kharkov (en 1928). Cet ukrainien "unifié" fut enseigné en Ukraine soviétique à partir de 1928; par la suite la diaspora l'adopta aussi pour ne pas risquer de briser la "nation ukrainienne". Il se fondait plutôt sur des dialectes centraux et orientaux, celui notamment où s'était exprimé Tarass Chevtchenko. C'était aussi qu'en 1928 l'Ukraine occidentale échappait complètement à l'U.R.S.S. et qu'en Pologne le mouvement national ukrainien était sévèrement réprimé: la situation était inverse de celle d'avant 1917, les voix en provenance d'Ukraine occidentale ne pouvaient pas se faire entendre.

véhiculaires locales (l'arabe essentiellement), et dans les régions mongoles le mongol littéraire fut interdit¹ (y compris dans les deux protectorats d'Asie centrale: en Mongolie proprement dite, où il apparut un "mongol moderne" basé sur le parler oral khalkha, et dans le Tannou Touva où les élites avaient toujours écrit en mongol classique mais où l'on encouragea le vernaculaire turc). Tout ceci se faisait au nom de la prise en compte de la diversité culturelle des peuples. Effectivement, les Touvas (pour prendre un exemple) ne sont pas des Mongols mais des Turcs: le mongol est pour eux une langue tout à fait étrangère. Mais c'était la langue de leur univers littéraire, artistique et religieux... et puis ils étaient soixante-dix mille en 1926: quel avenir culturel pouvait-on espérer pour eux, une fois isolés des autres nomades bouddhistes sibériens? Manifestement, ici le respect affiché du particularisme touva dissimulait une volonté d'affaiblir la culture touva.

En revanche on promut une langue biélorusse distincte du russe, non pour satisfaire un quelconque sentiment national local, mais pour affaiblir le "bloc slave" qui représentait les trois quarts des Soviétiques, et aussi pour pouvoir répondre aux nationalistes polonais, pour qui les Biélorusses sont des Polonais, que s'ils ne sont certes pas russes ils ne sont pas polonais non plus. La langue tatare, idiome assez prestigieux qui au début du XXe siècle avait commencé à servir de véhicule à l'expression du particularisme musulman dans toute la moyenne Volga, vit son statut véhiculaire remis en question lorsque les linguistes soviétiques, en même temps qu'ils la "rénovaient" assez brutalement pour rendre difficile la compréhension des textes d'avant 1917, commencèrent à tronçonner la région tatarophone en plusieurs aires linguistiques distinctes. En particulier, la promotion d'un dialecte bachkir au rang de langue littéraire distincte visait à la réduire des deux tiers².

Certains groupes situés sur la frontière de l'U.R.S.S. se rattachaient en fait à des nations qui jouissaient de l'indépendance de l'autre côté de la frontière: les latinophones d'Ukraine sud-occidentale aux Roumains, les finno-ougriens de Carélie aux Finnois, les Tadjiks aux Persans d'Iran et d'Afghanistan. Pour neutraliser d'éventuelles velléités rattachistes, on leur interdit l'usage de la langue littéraire de leurs cousins "étrangers", et on leur forgea des langues écrites propres que l'on s'efforça de rendre le plus divergentes possibles: le moldave, le carélien,

¹ Durant la guerre civile les Japonais avaient joué la carte d'un grand Empire mongol: en 1919 ils avaient réuni un congrès panmongol à Tchita.

² L'opération était d'autant plus délicate que les Bachkirs sont minoritaires sur leur propre territoire face aux Tatars de la Volga — sur les liens entre ces deux peuples, voyez plus haut en note. Les Soviétiques eurent beaucoup de mal à faire émerger une culture bachkire distincte de la culture tatare, car personne sur place n'y croyait; jusqu'à la fin de l'U.R.S.S. la plupart des enfants bachkirs que leurs parents n'envoyaient pas à l'école russe allaient dans les écoles tatars. De même, les groupes de Tatars de la Volga christianisés (les Kriachiens, les Nagaïbaks, je n'invente rien) reçurent un moment le statut de nations distinctes — on y renonça quand même assez vite.

le tadjik — le moldave au moins a été un échec complet, depuis 1991 il a disparu au profit du roumain en Moldavie indépendante. Au sud du Baïkal, la norme grammaticale de la langue littéraire attribuée aux Mongols bouriates connut des variations aux causes strictement politiques, dictées par les nécessités d'un rapprochement ou au contraire d'une différenciation d'avec leurs cousins Khalkhas, promus "nationalité titulaire" de la Mongolie extérieure "indépendante". Ce fut un peu pour les mêmes raisons qu'il apparut en Arménie soviétique une variante de la langue littéraire arménienne fondée sur le dialecte d'Érévan, et assez différente de l'arménien moderne de la diaspora, élaboré au XIXe siècle à Istanbul; mais dans ce cas, c'est la langue forgée en U.R.S.S. qui a fini par l'emporter, parce que le reste des Arméniens vit en diaspora et que la langue résiste fort mal à cette situation.

La plupart des langues ainsi rénovées ou inventées furent transcrites en **alphabet latin** (soixante-neuf au total). L'alphabet latin apparaissait comme un "signe extérieur de modernité" (il servait de base à l'alphabet phonétique international, celui des linguistes; à la même époque, en 1928, Mustafa Kemal l'imposa en Turquie); il fut même question un moment de transcrire le russe en alphabet latin¹. Et puis, sur un plan plus politique le passage à l'alphabet latin représentait une rupture avec le passé: en effet lorsque ces langues avaient été transcrites avant 1917, ç'avait été en caractères cyrilliques ou arabes. Les anciennes langues véhiculaires, comme l'arabe, étaient également affectées par cette mesure qui faisait que dans certaines régions l'on ne pouvait même plus déchiffrer les textes d'avant la révolution, y compris par exemple les inscriptions des tombes et des bâtiments de culte. Seules l'arménien et le géorgien, très vieilles langues de culture identifiées à des groupes nationaux dont on ne pouvait décidément pas nier ni interrompre la tradition littéraire, et rénovées dès le XIXe siècle, conservèrent leur alphabet propre, ainsi que les trois langues slaves et le yiddish qu'on avait intérêt à distinguer le plus possible de l'allemand. En revanche le mongol perdit son beau syllabaire d'origine tibétaine, certes assez imprécis, au profit du cyrillique (il l'a plus ou moins retrouvé après la fin du communisme).

Le choix des limites des langues était particulièrement ardu en Asie centrale et dans les pays slaves, deux "continuums linguistiques" où les parlers oraux sont très proches les uns des autres, sans ruptures nettes. Comme cela s'était produit en Europe centrale quelques décennies plus tôt, faute de mieux on choisit plus souvent des limites historiques que des frontières strictement linguistiques, mais sans s'en vanter. « En somme, la technique de fabrication des nationalités a constitué à utiliser un terme qui avait un sens dans un contexte

¹ Outre la fureur de la table rase, la haine de la religion orthodoxe expliquait en partie ces projets (la naissance de l'alphabet cyrillique est liée historiquement à la christianisation de la Russie par des moines grecs). Dès 1918, l'orthographe du russe avait été modifiée par décret, par souci de "rationalité" et de "progrès"; on avait éliminé quatre lettres qui faisaient double emploi avec d'autres et simplifié la graphie des consonnes en fin de mot.

historique donné pour subsumer un ensemble de populations qui ne songeaient pas nécessairement à se reconnaître en lui, ensuite pour désigner une langue sélectionnée à partir d'un dialecte particulier et supposé être la langue nationale du groupe défini, enfin pour qualifier une nation désormais territorialisée » (O. Roy). Ainsi pour la limite de la langue et la nation biélorusses et de la langue et de la nation russe on s'arrêta à la frontière orientale de l'ancienne Lituanie, tout en justifiant cette limite par des arguments linguistiques; pour l'Ukraine, les frontières choisies furent plutôt historiques aussi (celles de l'ancienne Pologne), mais avec des bizarreries louches que je ne sais pas expliquer.

Les frontières de certaines communautés linguistiques (donc celles des territoires correspondants) furent plusieurs fois modifiées avant que la carte de l'U.R.S.S. ne se stabilisât à peu près vers 1936. En Asie centrale, en 1923-1924 on utilisa les limites (fort vagues et mouvantes) d'anciennes confédérations tribales pour créer cinq langues différentes sur la base des dialectes turcs de la région, très proches les uns des autres, ce qui permit de fait apparaître cinq "nations" turques différentes (kazakhe, ouzbèke, turkmène, karakalpak, kirghize), plus une nation iranophone (les Tadjiks, qui jusque-là vivaient en symbiose avec les turcophones "ouzbeks" récemment sédentarisés dont ils partageaient le territoire); dans le Caucase il apparut une autre nation turque, la nation azérie, qui était totalement artificielle (le mot même d'Azéri fut inventé à cette époque, à partir du nom d'une région dont l'Azerbaïdjan soviétique ne représente d'ailleurs que le tiers septentrional, et qui n'a rien de spécifiquement turc: c'est là qu'est né l'Iran moderne). C'était ici aussi pour des raisons plus politiques que linguistiques, afin d'éviter la constitution d'un grand bloc turc solidaire qui eût pu être attiré par les idéaux pantouraniens ou par la Turquie kémaliste, toute proche géographiquement et culturellement. L'on traça ces limites de manière à ce qu'elles ne recoupassent jamais celles des anciens États annexés ou satellisés par la Russie à la fin du XIXe siècle: c'est frappant dans le cas des khanats d'Asie centrale, qui s'effacèrent complètement de la carte.

Le caractère arbitraire de ces découpages devient évident lorsque l'on se penche sur les flottements terminologiques qui les accompagnèrent. Pendant quatre ans (de 1920 à 1924) les futurs Kazakhs furent désignés sous le nom de Kirghizes, puis le nom passa à un autre "peuple" que les bolcheviks étaient en train d'inventer dans la région. H. Carrère d'Encausse souligne ainsi le caractère complètement artificiel de l'identité du peuple kirghize, deuxième du nom et « (...) administrativement séparé des Kazakhs avec lesquels il se confondait jusqu'alors culturellement. L'union des deux peuples inqui[était] d'autant plus qu'elle [avait été] renforcée pendant la guerre par la grande révolte des nomades contre la conscription. La nation kazakh [était] seule autorisée à pratiquer sa langue, tandis que le parler kirghize [fut] doté en 1922 d'une écriture [H. Carrère d'Encausse veut dire que les Kirghizes furent dotés d'une langue littéraire distincte

— par ailleurs, la langue littéraire imposée aux Kazakhs était nouvelle aussi]. La promotion des Kirghizes au rang de nation [était] remarquable car en 1925, près du tiers du groupe national [était] anéanti ». Dans la même région, ce fut tout aussi artificiellement qu'en 1924 l'on isola linguistiquement les Karakalpaks des Kazakhs et des Ouzbeks. D'autres identités collectives étaient moins fantômatiques, mais n'avaient pas davantage de base linguistique, comme celle des Turkmènes, qui se distinguaient par leur nomadisme de leurs voisins ouzbeks; on les sédentarisa, mais on leur donna une langue écrite distincte de l'ouzbek. De même dans le Caucase, si l'on détacha les Ingouches des autres clans vainakhs, ce fut parce que dans les guerres de conquête du XIXe siècle ils avaient choisi le camp russe; les autres héritèrent du nom sous lequel les ennemis des Tsars dans cette région avaient été connus au XIXe siècle, les Tchétchènes — un nom qu'ils détestent et refusent.

D'autres groupes ethniques, sans changer de frontières, furent rebaptisés à partir de la forme dont ils se désignaient dans leur propre langue: une forme tenue pour plus "noble" que la forme russe traditionnelle, qui effectivement était souvent devenue insultante. Ainsi les Votiaks ("*Votiak, dourak*", disait un proverbe: "un Votiak, c'est un imbécile") devirent les Ourdmourtes en 1928. En revanche on interdit aux Biélorusses de se rebaptiser "Kriviches", du nom de la tribu slave originelle du lieu, ce qui eût fait disparaître l'élément "-russe" de leur nom: ils devaient être distincts des Russes, mais pas trop. Pour les motifs de différenciation déjà évoqués ci-dessus à propos de leurs langues, les Roumains de la frange orientale de la Bessarabie (désormais en Ukraine) furent rebaptisés Moldaves, les Finnois de Carélie, Calériens, les Persans de l'Altaï, Tadjiks.

On voit que dans les choix effectués la rationalité culturelle et linguistique entrerait finalement assez peu en ligne de compte. Le projet des bolcheviks était **un projet politique** et non pas scientifique, encore moins ethnographique: la linguistique et les cultures nationales étaient au service de ce projet. Ils voulaient forger une humanité nouvelle (et unie), non pas figer la situation dont ils avaient hérité par accident. Sous la fiction d'une égalité entre les peuples et d'un libre épanouissement des particularismes, **ce à quoi les bolcheviks visaient évidemment, c'était à renforcer la cohésion de leurs domaines**, à susciter l'apparition de sentiments collectifs à l'échelle de la patrie des prolétaires, d'un "peuple soviétique" apte à mener la Révolution mondiale. Non seulement les nouveautés étaient largement imposées d'en haut aux peuples de l'U.R.S.S., mais c'était dans le cadre d'un projet qui dépassait de beaucoup les différentes communautés nationales reconnues, proclamées ou forgées, et qui visait à terme à faire disparaître leurs particularismes. En réaménageant l'ancien Empire selon

des critères contradictoirement linguistiques et territoriaux, mais extérieurs aux héritages historiques et souvent aux sentiments collectifs réels des populations, les bolcheviks visaient essentiellement à **diviser pour mieux régner**, à liquider les anciennes solidarités, les anciens cadres communautaires, pour que s'imposât une organisation sociale et politique, une idéologie, une mentalité radicalement nouvelles, et pour tous identiques.

Les territoires attribués aux nations (R.S.S., R.S.S.A., régions et arrondissements autonomes) n'étaient pas linguistiquement homogènes et ne pouvaient point l'être, même si théoriquement ils étaient tracés en fonction des conquêtes scientifiques de la linguistique soviétique. En fait, on en traça les frontières de manière à ce que qu'aucun ne fût économiquement viable ni "ethniquement" (c'est-à-dire linguistiquement) homogène: on fit le nécessaire pour qu'il y eût partout des minorités¹: ceci afin d'empêcher que les populations de ces entités ne développassent des sentiments communautaires trop puissants. L'idée était que si une partie de la population montrait des velléités particularistes, les autres s'y opposeraient; notamment les minorités qui auraient toutes les raisons de se sentir menacées par le nationalisme des populations majoritaires, dans la mesure où celui-ci s'inscrirait dans un cadre territorial les incluant. Le résultat fut **un découpage territorial particulièrement pervers**, notamment en Transcaucasie.

Observez sur une carte les frontières de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan à l'époque soviétique: chaque R.S.S. prenait l'autre en otage par le biais d'un territoire enclavé. Le **haut Karabagh**, fait de montagnes artificiellement séparées des plaines voisines avec lesquelles elles avaient toujours vécu en symbiose, constituait une région autonome arménienne à l'intérieur de la R.S.S. d'Azerbaïdjan. Les Arméniens y sont toujours restés majoritaires; au départ il y en avait autant dans les territoires voisins, mais ils étaient dépourvus de tout statut; le haut Karabagh était séparé de la R.S.S. d'Arménie par une bande qui mesurait six kilomètres en son point le plus étroit! En revanche le **Nakhitchevan**, qui était une République autonome à l'intérieur de la R.S.S. d'Azerbaïdjan (mais sans nationalité titulaire), était séparé du reste de l'Azerbaïdjan par l'Arménie où il était enclavé et qui le dominait physiquement (l'Arménie correspond aux montagnes, le Nakhitchevan est un bassin²) — en même temps l'Arménie était prise en sandwich entre l'Azerbaïdjan proprement dit et le Nakhitchevan. Si ce dernier territoire ne lui avait pas été attribué pour parfaire la symétrie avec le haut Karabagh, c'était parce que le traité de Kars, signé en 1921 avec la Turquie, en avait figé le statut; c'était même le seul territoire dont le statut interne à l'U.R.S.S. fût garanti par un

¹ Des Russes notamment; ainsi le tracé des Républiques autonomes du versant nord du Caucase englobe systématiquement des territoires cosaques.

² Les Turcs sont arrivés par les plaines côtières de la Caspienne, refoulant les indigènes.

traité international.¹ Le Nakhitchevan était peuplé en faible majorité de Turcs; il se vida de ses Arméniens par la suite.

On peut faire le même type de démonstration pour l'Asie centrale: ainsi le Tadjikistan proprement dit se prolonge au nord par une région qui ne lui est toujours reliée par aucune route directe (il faut passer des cols à quatre mille cinq cent mètres d'altitude), qui est peuplée majoritairement d'Ouzbeks, et qui coupe à peu près l'Ouzbékistan en deux à proximité de sa capitale Tachkent; mais le centre urbain et culturel traditionnel des Tadjiks, Samarcande, est en Ouzbékistan (ce n'en est pas pour autant la capitale).

Cette situation eut des conséquences majeures pour les peuples de l'U.R.S.S. **Les cultures nationales fleurirent** évidemment dans les années 1920, nous l'avons vu pour l'Oudmourtie. On assista par exemple à une véritable "réukrainisation" de l'Ukraine (surtout à partir de 1923): la maîtrise de la langue nationale était indispensable pour les fonctionnaires, l'ukrainien était obligatoire à l'école, et en 1929 54% des ouvrages publiés le furent en ukrainien. Cela contrastait évidemment avec les discriminations dont les Ukrainiens étaient victimes en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Roumanie; on leur faisait d'ailleurs miroiter à tous une "grande Ukraine" à venir (les communistes des trois pays cités, y compris les non-Ukrainiens, furent priés de militer en ce sens, c'est-à-dire pour le démembrement de leurs propres pays, avec les conséquences électorales qu'on imagine). En Arménie aussi le bilan était très positif, ce dont les bolcheviks se servaient pour leur propagande envers la diaspora.

Mais ces cultures n'étaient acceptées que comme des phénomènes transitoires (même si Lénine avait dit que la transition devait durer "très longtemps"), comme des moyens d'accès à **une culture commune, uniforme, la culture bolchevique** porteuse des valeurs de la classe ouvrière et du Parti². C'était ce qu'en 1926 exprimait clairement Kaganovitch, alors premier secrétaire du P.C. d'Ukraine: « nous, communistes, sommes pour l'ukrainisation, *parce que l'ukrainisation est un moyen fondamental de construction du socialisme* ». Dès les années 1920, les nations que promouvaient les bolcheviks aux quatre coins de l'Eurasie n'étaient en puissance que des coques vides, puisqu'il risquait très vite de ne leur être permis d'exprimer, à part un vague folklore aseptisé, que les valeurs "de classe" du communisme. Ce

¹ Le piège diabolique de Staline a parfaitement fonctionné: au moment de l'indépendance Arméniens et Azerbaïdjanais se sont étripés durant cinq ans (de 1988 à 1993), ce qui a permis à la Russie post-communiste de reprendre pied dans la région épuisée sous couvert de séparer les combattants. Les deux pays ont dû adhérer à la C.E.I. et il y a des troupes russes en Arménie.

² Pour la fin des années 1920, le linguiste A. Meillet, dans l'article déjà évoqué, compare la production dans les langues des allogènes de l'U.R.S.S. aux « petits livres qui ont été écrits pour propager la Réforme et la contre-Réforme »: une autre époque de l'Histoire de l'Europe où, faisant feu de tout bois pour les nécessités de la propagande, on s'est mis à coucher par écrit de nombreux idiomes jusque-là purement oraux, dont certains déjà en voie de disparition (le prussien...). Mais je ne peux m'empêcher de souligner que dans certains cas, ces petits catéchismes eurent une belle postérité: ils furent les premiers jalons de la production écrite dans toute une série de langues, dont le finnois, l'estonien et le letton.

n'était pas encore vraiment le cas, les Gerd et les Oki pouvaient encore publier; mais des "écrivains prolétariens" étaient déjà apparus, qui, selon la formule plus tard consacrée, se voulaient vecteurs de **cultures "nationales dans la forme, socialistes dans le contenu"**. Or il n'est rien de plus désespérément semblable à un écrivain prolétarien tchéchène qu'un écrivain prolétarien tchouktche: pour intervertir leurs œuvres il suffit de changer la consonnance des noms propres, de remplacer l'*aoul* par le *tchoum*¹, les chèvres par les rennes et les vilains féodaux par les néfastes chamanes — et réciproquement, mais sans se tromper.

B) Autres aspects de la politique nationale dans les années 1920.

Cette politique linguistique allait de pair avec tout un effort de promotion des peuples allogènes. Cette politique donna des résultats réels, le niveau de vie s'éleva... le niveau de vie des survivants! Vous avez sans doute déjà noté, au détour d'une citation, qu'en 1925 il ne restait plus que deux tiers des Kirghizes (en l'occurrence, la faute en revenait plutôt aux Tsars: c'était le résultat de la répression de la révolte contre la conscription de 1916, et de la famine qui avait touché les Kirghizes réfugiés en Chine). La guerre civile ne fut pas non plus un pique-nique dans les régions allogènes...

En 1926, 46% des Russes savaient lire, ainsi que 73% des Juifs, mais 3% des Tchétchènes et 1% des Karakalpakhs. La moyenne était de 40% pour toute l'U.R.S.S. Le régime soviétique mena un énorme effort d'**alphabétisation** des adultes, qui allait de pair avec un projet pédagogique général de "**modernisation** des esprits", c'est-à-dire d'**imposition des valeurs du régime**. Comme le disait le premier commissaire à l'Éducation, Anatoli Vassiliévitch Lounatcharski (1875-1933), l'éducation en U.R.S.S. « sera[it] entièrement communiste, toutes les disciplines ser[ai]ent imprégnées de communisme »; elle devait aussi laisser une large place aux sciences, à la technique, pour des raisons d'adaptation au progrès économique mais aussi de rationalisation des cervelles. Il ne fait aucun doute que ce furent les peuples non russes qui profitèrent le plus de cette dynamique, dans la mesure où ils étaient les plus en retard du point de vue éducatif. Dans les années 1920, ce fut d'ailleurs un échec relatif, notamment parmi les femmes, un échec que les statistiques d'alors ne cherchaient pas à masquer; mais la dynamique était lancée. L'époque soviétique a indéniablement signifié l'accès à l'écrit pour des gens, des peuples qui en étaient exclus; mais l'on peut encore une fois se poser la question de savoir s'il vaut la peine d'apprendre à lire pour n'avoir que du Lénine à lire. Dans les années 1920, il y avait encore, à côté des traductions de Lénine en langues

¹ L'aoul, c'est le village caucasien. Le tchoum, c'est le nom russe de la yourte (ou du tipi).

locales, les Oki et les Gerd; mais, comme je viens de l'expliquer, les conditions étaient réunies pour que très vite il n'en fût plus ainsi.

Ce fut dans les **régions musulmanes** que ce projet culturel modernisateur fut le plus radical: ce sont elles que je prendrai ici pour exemple. En 1922-1923 les bolcheviks bouleversèrent le système d'enseignement traditionnel, dispensé dans les écoles coraniques (lesquelles fonctionnaient grâce aux revenus des biens *waqfs* ou biens de mainmorte, désormais confisqués); ils interdirent toutes les formes de justice traditionnelle (car elles se fondaient sur la loi islamique), ainsi évidemment que le costume islamique des femmes et d'autres signes religieux ostentatoires, qui devinrent autant de "délits de tradition". On criminalisa la vendetta, qui ne fait pas partie de l'héritage coranique mais était bien implantée parmi les coutumes locales. L'interdiction de la polygamie et du rapt des fiancées, l'introduction du divorce et l'obligation de verser des pensions alimentaires en cas de répudiation, les droits parentaux confiés aux deux parents, représentèrent des traumatismes... et aussi sans doute un grand espoir pour les **femmes** de ces régions, en tout cas celles de mentalité "occidentale", même s'il est probable que les mœurs locales survécurent largement à la révolution du droit. Sur le moment, il y eut tout un activisme des femmes musulmanes, avec manifestations, mobilisation par le biais d'organisations diverses et variées. Les "masses indignées" dévoilaient de force les matrones dans la rue, faisaient irruption dans les mariages pour arracher à un prétendant trop chenu une promesse trop jeune, vendue par ses parents; les militantes s'occupaient aussi d'éduquer les gens à l'hygiène, etc.¹

Il est difficile de distinguer cet aspect "occidentalisateur" de la politique nationale des bolcheviks de son aspect proprement antireligieux, lui-même assez proche souvent d'une tentative de déculturation — les bolcheviks avaient beau prétendre que la nation c'était la langue, la religion était au cœur des identités collectives. Ainsi en Sibérie on s'attaqua aux chamanes; j'ai évoqué le sort des religions chrétienne et musulmane aux chapitres 2, 3 et 4.

Dans l'ensemble, à l'époque soviétique les sociétés d'Asie centrale et du Caucase furent moins violentes, moins injustes — du moins si l'on ne prend pas en compte la violence et l'injustice exercées par l'État. Mais la suite a bien montré que la violence de ces sociétés n'était que contenue par la dictature; ses causes n'avaient pas disparu et elle a ressurgi de plus belle depuis la fin de l'U.R.S.S.

¹ H. Carrère d'Encausse fait remarquer qu'en revanche ces organisations spécifiquement féminines n'aidaient pas à résoudre le problème de la ségrégation des sexes, l'un des aspects essentiels de la discrimination sexuelle en terre musulmane. Mais combien d'hommes de ces régions auraient accepté de militer avec des femmes?

Il y eut par ailleurs un gros effort d'"**allogénisation**"¹ **du P.C.(b.)U.S.**, organisme essentiellement russe au départ. H. Carrère d'Encausse a étudié ce processus au Turkestan, montrant comment au départ les bolcheviks locaux utilisèrent le Coran pour attirer les indigènes dans le Parti, comment ils utilisèrent un moment les rêves pantouraniens avant de les condamner et d'exclure leurs promoteurs (il y eut pas mal de purges vers 1921-1923, à l'époque de la condamnation de Sultan Galiev)... Si depuis 1920 il n'y avait plus qu'un seul Parti pour toute la Russie soviétique, puis l'U.R.S.S., en revanche Lénine encouragea l'apparition de sections "nationales", y compris une section juive; mais ces sections "nationales", recrutées sur des bases territoriales calquées sur l'organisation administrative de l'U.R.S.S. (le cas des Juifs mis à part), comptaient en fait beaucoup de Russes locaux. En 1922 ces derniers, qui constituaient alors 53% de la population de l'U.R.S.S., formaient 72% des effectifs du Parti; les Juifs et les Lettons étaient également surreprésentés (ces derniers étaient en fait des immigrés puisque la Lettonie était indépendante). La politique d'allogénisation continua après la mort du fondateur du régime: en 1927, il n'y avait plus que 65% de Russes dans le Parti. En Ukraine on passa de 55% de Russes en 1922 à 72% d'Ukrainiens en 1927; mais à cette dernière date en Ouzbékistan on n'en était qu'à 16% d'Ouzbeks: l'allogénisation fut d'autant plus limitée que la nationalité concernée était éloignée de la culture russo-soviétique malgré tout toujours dominante.

Au total, l'allogénisation du Parti représenta **une opportunité unique d'ascension sociale** pour les Soviétiques non russes: elle permit à des gens qui sinon n'auraient jamais quitté leur kolkhoze, de voyager dans tout l'U.R.S.S. voire à l'étranger, de rencontrer d'autres personnes, d'être respectés même des Russes locaux dans une certaine mesure; elle leur permit un accès privilégié à l'instruction, en langue locale et en russe. Ces membres allogènes du Parti et des autres institutions soviétiques en vinrent très vite à représenter de nouvelles élites locales², dont le statut n'était remis en cause qu'en cas de purges pour "nationalisme bourgeois", ce qui fut somme toute relativement rare. En même temps, bien sûr, l'entrée au Parti signifiait l'acceptation de schémas de pensée, de relations sociales grossièrement identiques sur tout le territoire de l'U.R.S.S., un certain degré d'acculturation. En particulier, le Komsomol contribua à faire évoluer les mentalités, voire à briser les structures familiales traditionnelles. Nous retrouverons à la fin du chapitre ces élites locales demi-nationales, demi-soviétiques, un peu russifiées, un peu anti-russes...

¹ Néologisme personnel...

² Complètement nouvelles? Une anecdote que j'ai rapportée d'Estonie m'amène à réfléchir. Dans les années 1970, les officiers des régiments de l'Armée rouge stationnés dans le Caucase n'étaient autres que... les chefs des anciennes familles princières, les grades correspondant au degré de prestige local! (les cas qui n'ont été signalés concernaient les Ossètes). De même Djokhar Doudaïev, le chef rebelle tchéchène tué par les Russes en 1996, était un membre d'une famille princièrre locale... et un ancien général de l'Armée rouge.

Il y eut enfin toute une politique de **promotion économique** des allogènes. De ce point de vue, la question nationale se confondait largement avec le problème paysan; ce qui posait un problème dans un État qui se voulait prolétarien. On assista dans les régions périphériques à une urbanisation accélérée, qui s'accompagna souvent d'une allogénisation des villes, notamment dans les régions où elles n'étaient jusque-là que des centres coloniaux (notamment en Asie centrale, et aussi d'une certaine manière en Ukraine où elles étaient russes et juives). Mais ce n'était pas vrai partout: ainsi en Ourdmoutie la capitale ancienne, Glazov, céda la place à un nouveau chef-lieu qui était une ville industrielle russe, Ijevsk; et cette ville continua à se russifier car l'industrie de l'armement s'y développait (plus tard, ce fut le lieu de production des fameuses mitraillettes "Kalachnikov"). Le même phénomène se produisit dans la République autonome des Allemands de la Volga dont la capitale se transporta de Marxstadt, ville allemande, à Engelsk, cité russe.

Des **industries** apparurent, ou dans certains cas réapparurent après la guerre civile, un peu partout, et avec elle un **prolétariat** non russe: par exemple, deux raffineries de pétrole, des usines de textile et de chaussures dans la vallée de la Ferghana en Ouzbékistan, une industrie pétrolière au Kazakhstan. Des stations hydroélectriques apparurent aussi près des principales villes ("le communisme, ce sont les Soviets plus l'électricité"). Cela dit, les ouvriers allogènes restaient confinés aux postes les moins qualifiés et aux secteurs les plus traditionnels: par exemple, dans les chemins de fer l'immense majorité des travailleurs étaient des Russes.

Les **campagnes** profitaient de la N.E.P., sans connaître encore de grands bouleversements. Les terres confisquées aux allogènes par les Tsars leur furent rendues; dans certains cas, on en expulsa même les colons russes. Des chefs de tribus retrouvèrent une partie de leurs pouvoirs coutumiers, par exemple en matière d'attribution des terres; mais en d'autres endroits les bolcheviks encouragèrent la réforme agraire, laquelle pour le moment signifia surtout la distribution de terres aux paysans qui n'en avaient pas, mais sans collectivisation; comme il s'agissait en grande partie de biens *waqfs*, confisqués au clergé musulman, et des terres des nobles, liquidés, cela ne posait pas trop de problèmes; au contraire, car ces propriétés étaient souvent fort mal gérées avant 1917. Il y eut aussi des tentatives de sédentarisation des nomades, mais sans trop de brutalité (tout au moins jusqu'en 1928, date à laquelle commença la sédentarisation forcée des Kazakhs). Les bolcheviks s'attaquèrent avec un début de succès à des problèmes millénaires comme celui de l'irrigation en Asie centrale. Enfin, en Ukraine et en Biélorussie les Juifs les plus pauvres furent encouragés à s'installer à la campagne: ce fut un succès relatif, malgré les tensions que cela provoqua avec les autres paysans.

Cela dit, à la fin de la décennie apparurent, dans les campagnes non russes comme ailleurs, des comités de paysans pauvres soutenus par le régime et dont la présence et les revendications alourdirent beaucoup le climat social.

V-L'évolution des relations entre les peuples d'U.R.S.S. de 1930 à 1980 (environ).

A) Vers la russification de l'Empire.

En théorie, jusqu'à la fin l'U.R.S.S. continua à être régie selon les principes évoqués dans la troisième partie. Du point de vue de la question nationale, les constitutions de 1936 et de 1977 ne changèrent pas grand-chose (au contraire, le principe fédéraliste y fut beaucoup plus nettement affirmé); la carte administrativo-nationale de l'U.R.S.S. se stabilisa peu à peu¹. Chaque République fédérée, autonome, etc., avait sa constitution, son gouvernement, son hymne national, son drapeau.

1) Les années 1930.

Dans les années 1930 pourtant, **la situation de certains allogènes s'aggrava** nettement. Ce fut d'abord du fait des effets de la **collectivisation**, qui toucha particulièrement l'Ukraine (voyez aussi au chapitre 3): en partie parce que cette région fut spécialement pressurée en tant que grenier à blé de l'U.R.S.S., en partie aussi peut-être parce que Staline voulait affaiblir une nation nombreuse, qui se trouvait stratégiquement située à cheval sur la frontière occidentale, qui avait fait preuve d'un peu trop d'enthousiasme à la renaissance culturelle des années 1920, et qui avait eu d'évidentes sympathies pour l'Allemagne en 1918-1919. Cette seconde dimension, sur laquelle les nationalistes ukrainiens d'aujourd'hui insistent énormément (ils parlent d'un "génocide"), ne doit pas être surévaluée; la haine de classe, la haine du koulak, suffit à rendre largement compte d'une politique d'extermination sociale qui toucha particulièrement l'Ukraine d'abord parce que c'était une région assez rurale; cependant il est certain que les résistances à la collectivisation furent identifiées à des manifestations de

¹ En 1954 encore, la R.S.F.S.R. céda la Crimée à l'Ukraine, en "cadeau d'anniversaire" pour célébrer le troisième centenaire de la réunion de l'Ukraine à la Russie, mais au mépris de toute logique linguistique, culturelle ou historique: il y a peu d'Ukrainiens en Crimée mais essentiellement des Russes et, jusqu'à leur déportation en 1944, des Tatars de Crimée, des Grecs et des Arméniens.

"nationalisme bourgeois ukrainien". Bref, la grande famine ukrainienne de 1931-1932 fit quatre à cinq millions de morts. Les massacres continuèrent jusqu'à la fin de la décennie dans le cadre ou en marge des grandes purges; ils touchèrent les intellectuels, les ouvriers, les paysans. Pénétrant en Ukraine en 1941, les Allemands mirent à jour de gigantesques fosses communes: ainsi Soljenitsyne évoque les neuf mille quatre cent trente-neuf cadavres découverts à Vinnitsa, dans une rue déclarée "zone interdite" en 1938: cela devait représenter le quart des habitants de la ville à cette époque. L'Ukraine fut la seule région d'U.R.S.S. où de tels massacres furent organisés, ce qui pour le coup va plutôt dans le sens d'une volonté moustachue de briser la nation ukrainienne.

Au Kazakhstan, la **sédentarisation forcée** des nomades avait commencé en 1928. Elle s'accéléra avec l'achèvement en 1930 des premiers tronçons du Turksib (le chemin de fer du Turkestan à la Sibérie), cependant que les déportés russes et ukrainiens commençaient à arriver en masse. Pour forcer les Kazakhs à se sédentariser, on abattit leurs troupeaux (de toute façon, c'était de blé que Staline avait besoin), on brûla leurs tentes, on les installa dans des bâtiments provisoires lorsqu'il y en avait. Les Kazakhs étaient évidemment incapables de cultiver la terre, encore plus dans ces circonstances. La famine qui s'ensuivit provoqua la mort d'un million de Kazakhs (sur quatre); d'autres trouvèrent refuge en Chine.

Les grands brassages de population des années 1930 se traduisirent par une **reprise de la russification** des régions allogènes **par le biais de la colonisation**. Ce fut particulièrement évident au Kazakhstan où les Russes passèrent de 20% à 40% de la population entre 1926 et 1939; mais en Azerbaïdjan, pour prendre un autre exemple, dans les mêmes années on passa de 9% à 16% de Russes (à cause des raffineries de Bakou). Il faudrait y ajouter les Ukrainiens et les Biélorusses qui se russifiaient dès qu'ils quittaient leurs Républiques. Les villes nouvelles nées de l'industrialisation à marche forcée étaient souvent des bastions russes en terre allogène. On profita des transformations du paysage (voyez au chapitre 3) pour faire disparaître des symboles nationaux: ainsi la vieille ville de Kazan, avec ses mosquées et ses souvenirs du khanat tatar, fut noyée sous un lac de barrage.

Surtout, dès les années 1930, les perspectives d'une révolution mondiale s'éloignant, **l'U.R.S.S.** se russifia, au sens où elle **se mit à ressembler à un nouvel Empire russe**. Le cercle dirigeant de Moscou était essentiellement russe, à quelques célèbres exceptions près: Staline, dont on a vu qu'il n'était pas particulièrement favorable aux allogènes; Béria, un autre Géorgien; l'Arménien russifié Mikoyan. Dès 1934, l'année du tournant antinazi, alors que le Komintern s'effaçait (il ne se réunit plus en congrès après 1935 — voyez au chapitre 6), **les bolcheviks redécouvrirent, avec le patriotisme, le passé russe, la grandeur nationale russe**. On recréa des chaires d'Histoire "nationale" russe, on réhabilita le "rôle civilisateur"

du peuple russe, son rôle de guide des nations au moment de la révolution et même avant. On censura par exemple les œuvres de l'historien Prokovski, qui, dans la ligne des années 1920 avait mis l'accent sur les « forces profondes », les classes en lutte par-delà les frontières étatiques, et avait analysé en termes négatifs la colonisation russe en Sibérie et en Asie centrale; on n'allait pas encore jusqu'à exalter ladite colonisation, mais elle devint "un mal relatif": l'impérialisme tsariste, somme toute, n'avait-il point permis aux allogènes de vivre dans le pays où avait éclaté la glorieuse révolution prolétarienne *russe* en 1917? On élimina dans la topographie les références aux chefs locaux des résistances antirusse au XIXe siècle, comme l'imam Chamil en Tchétchénie; les historiens durent même se faire plus discrets sur les grands révoltés de l'Histoire russe (Stenka Razine et Pougatchev s'étaient appuyés notamment sur des allogènes¹), accusés désormais d'avoir contrarié la formation de l'État russe. En revanche, ils exaltaient les vertus rassembleuses des grands Tsars: c'est de 1938, non des années de guerre, que date ce monument de propagande nationaliste russe, *Alexandre Nevski*, d'Eisenstein; en 1937, le cent vingt-cinquième anniversaire de la bataille de Borodino² fut célébré avec faste.

Certaines personnes, surtout des Juifs mais pas seulement, étaient dénoncées pour leur "cosmopolitisme" lié à "des origines nationales extérieures à la Russie". Les **purges** de 1935-1938 décapitèrent la plupart des P.C. nationaux (entre autres, Béria liquida de sa propre main le premier secrétaire du P.C. arménien; Ordjonikidzé fit partie des victimes des purges, ainsi que l'Ukrainien Mykola Skrypnyk qui se suicida en 1933). Dans certains cas, ils furent remplacés par des Russes, par exemple au Tadjikistan; en Ukraine cependant, ce fut un Ukrainien qui fut chargé de la reprise en main: un certain Nikita Khrouchtchev. Les purges coûtèrent la vie à de nombreux Juifs: Kamenev, Zinoviev, Radek, etc.³; cela dit, le sort des Juifs en général restait acceptable, surtout par rapport à ce qui était déjà en train de se passer plus à l'ouest.

Les intellectuels allogènes qui avaient contribué à la révolution des nations dans les années 1920, l'avaient incarnée et en avaient profité, **furent soupçonnés de nationalisme** et la tourmente les emporta, comme l'Oudmourte Kuzebai Gerd, accusé d'intelligence avec l'ambassade de Finlande pour la liquidation de l'U.R.S.S. et la constitution d'une "grande Finlande de la Baltique à l'Oural" (!)⁴, condamné à dix ans de camp en 1934, liquidé aux Solovki en novembre 1937; d'autres se turent, comme Achaltchi Oki qui cessa d'écrire à partir de 1931, brûla sa bibliothèque en langue oudmourte et revint à sa profession d'ophtalmologue;

¹ Voyez une note sur ces personnages au chapitre 1.

² Défaite russe face à Napoléon Ier en septembre 1812; mais elle affaiblit décisivement les Français et explique en partie le désastre qui suivit. Voyez Léon Tolstoï, *Guerre et paix*.

³ Voyez cette ambiance dans le roman *Vie et destin* de Vassili Grossman, auquel j'ai déjà fait référence dans les chapitres précédents.

⁴ La Finlande essayait de soutenir les cousins finno-ougriens; Gerd avait plusieurs fois rendu visite à son ambassade. Lors de son procès, les Organes détaillèrent maniaquement l'organigramme de l'organisation secrète, la Sofin, dont il était censé avoir pris la tête — elle était bien sûr entièrement mythique.

d'autres enfin ne publièrent plus que selon les canons staliniens, ce qui était peut-être pire. La production littéraire dans certaines petites langues s'arrêta net, faute de producteurs — ce qui amène à souligner l'extrême fragilité de l'œuvre accomplie dans les années 1920.

Je reprends le fil de la vie de Soppuruonap, dont le sort vous inquiète à juste titre. Arrêté en mars 1928 pour "activités favorables à la bourgeoisie nationale" (quelle bourgeoisie nationale?), "activités contre-révolutionnaires" et "pessimisme" (c'est-à-dire scepticisme envers les lois de l'Histoire selon Staline), il fut condamné à cinq ans de travaux forcés qu'il purgea à Arkhangelsk. On lui reprochait en particulier les deux personnages russes "négatifs", les seuls Russes de son œuvre: on l'accusait désormais d'avoir monté les Yakoutes contre les Russes. Libéré mais brisé, il mourut à Yakoutsk en 1935. Ses œuvres furent interdites et des intellectuels yakoutes furent condamnés pour y avoir fait allusion. Réhabilité en 1963, il fut réédité l'année suivante (une étude de 1969 expliquait benoîtement que les deux fameux personnages russes ne représentaient rien d'autre que "les riches" oppresseurs "des pauvres"). L'œuvre immortelle d'Anempodist Soppuruonap contribue désormais pleinement au rayonnement universel de la culture yakoute.

Le régime commença à rogner l'espace administratif et scolaire des langues allogènes: les études supérieures, en particulier, ne pouvaient pratiquement plus se faire qu'en russe. On abandonna l'enseignement et l'édition dans certaines d'entre elles. Mesure très symbolique, toutes les langues transcrites en alphabet latin dans les années 1920 (y compris le mongol) durent adopter brutalement l'**alphabet cyrillique** à la fin des années 1930, ce qui ne dut pas aider à l'alphabétisation des populations¹. On imposa à la grammaire de l'ukrainien de nouvelles modifications visant à rapprocher cette langue du russe; bien sûr on justifia ces innovations par des arguments irréfutablement linguistiques (la langue serait plus authentique, plus cohérente, plus riche...). Peut-être par la force des choses, mais le régime ne faisait rien pour freiner ces évolutions, les mots russes envahissaient les langues allogènes, au point que quand on lit des textes rédigés dans certaines d'entre elles, on a l'impression paraît-il de lire du russe agrémenté de suffixes exotiques².

2) La seconde guerre mondiale.

¹ En fait, la situation précédente n'y aidait pas vraiment non plus, les instituteurs locaux maîtrisant mal l'alphabet latin et les enfants ayant du mal à apprendre deux alphabets à la fois — il y avait évidemment des cours de russe dans toutes les écoles.

² L'anecdote concerne le tchouktche. B. Comrie, un linguiste britannique, raconte une autre anecdote significative quoique plus tardive: dans les éditions récentes (années 1960 et 1970) du dictionnaire russe-mari, le fragment de page choisi pour figurer sur la couverture à titre d'illustration du contenu concernait un mot parfaitement identique dans les deux langues (*medal'*, traduction: *medal'*: la médaille).

Tous ces traits s'accrochèrent encore avec la seconde guerre mondiale, la "**grande guerre patriotique**". Dès son premier discours de guerre, début juillet 1941, Staline, qui ne se faisait aucune illusion particulière sur le loyalisme des allogènes, fit appel au patriotisme russe pour défendre « la terre russe »; il n'hésita pas à faire appel aux mânes d'Alexandre Nevski, le vainqueur des chevaliers teutoniques au XIVe siècle, et d'autres héros nationaux russes. En même temps, pour dissocier l'U.R.S.S. de l'idée de Révolution mondiale bolchevique, il dissolut le Komintern en mai 1943¹: le monde devait percevoir l'U.R.S.S. comme la Russie en lutte contre l'Allemagne fasciste, et rien d'autre. Cette politique se traduisit aussi, entre autres, par une certaine détente religieuse, en terre orthodoxe (une réhabilitation liée à celle de la nation russe) mais aussi musulmane (on rétablit un grand mufti à Tachkent). En 1943, un nouvel hymne national remplaça l'*Internationale*; il commençait par ces vers:

« Durable est l'Union des libres Républiques
Scellée à jamais par la Grande Russie ».

La plupart des allogènes d'U.R.S.S. occidentale et du versant nord du Caucase accueillirent les nazis en libérateurs en 1941 (les Russes aussi d'ailleurs); à ce que j'ai écrit un peu plus haut, on comprend un peu la joie des Ukrainiens notamment... Ils furent nombreux dans l'armée Vlassov et parmi les collaborateurs de la *Wehrmacht* (voyez au chapitre 6).

Les nazis étaient divisés sur le parti à tirer de la question nationale en U.R.S.S.. Certains avaient rêvé d'exploiter les ressentiments provoqués par le bolchevisme, notamment parmi les peuples allogènes de l'U.R.S.S.: notamment Alfred **Rosenberg**, un Allemand de la Baltique, né et élevé à Reval (aujourd'hui Tallinn) qui fut chargé à partir de juillet 1941 de l'*Ostministerium*, le ministère des régions occupées à l'est. Il rêvait d'une Russie réduite à la Moscovie historique et flanquée, à l'ouest, d'un glacis d'États non russes étroitement contrôlés par l'Allemagne; il pensait notamment que les Lettons et surtout les Estoniens avaient été en partie "germanisés" durant sept siècles de domination allemande, et qu'il ne fallait donc pas les traiter comme des Russes; à terme, certains "éléments convenables" pourraient même peut-être être assimilés aux Aryens. En revanche, il tenait les Lituaniens pour un peuple "judaïsé" et méprisait les Ukrainiens en tant que Slaves, mais ça n'empêchait pas d'envisager d'exploiter leur nationalisme, à court terme tout au moins.

¹ Voyez au chapitre 6.

Mais Hitler s'opposa à cette politique sélective: même s'il appréciait la résistance "aux Russes" des Caucasiens notamment, pour lui en gros tous les Soviétiques se valaient, et surtout il ne voulait pas d'États souverains à l'est de l'Allemagne. Les territoires occupés furent soumis à **un régime exclusivement colonial**. Certains comme la région de Bialystok en Biélorussie furent purement et simplement rattachés à l'Allemagne; l'Ukraine occidentale faisait partie du "gouvernement général de Pologne"; le sud-ouest de l'Ukraine était rattaché à la Roumanie, alliée de l'Allemagne; les pays baltes et la plus grande partie de la Biélorussie formaient une entité vassale, l'*Ostland*, l'Ukraine orientale en formait une autre. Les autres territoires occupés étaient sous administration militaire, notamment tous les territoires russes. La Biélorussie devint un lieu de transit pour les Juifs d'Europe occidentale en attente de la "solution finale"; l'Ukraine fut exploitée aussi brutalement qu'elle l'avait été par les bolcheviks.

Les principales victimes des nazis furent évidemment les Juifs — voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 4. Les autres peuples furent touchés par la violence "ordinaire" des nazis, par le travail forcé, le sort atroce réservé aux prisonniers de guerre soviétiques, les exigences en matière de produits agricoles qui valaient bien celles des Soviétiques, etc.

Par leur sauvagerie, les nazis parvinrent à provoquer l'apparition de **partisans** qui se battirent du côté des communistes, même en Ukraine et en Biélorussie (où ils libérèrent eux-même certaines régions, sans l'aide de l'Armée rouge — voyez notamment *Maintenant ou jamais* de Primo Levi, roman paru en 1982). Bien entendu, à la reprise du contrôle de ces régions par l'U.R.S.S. ils furent tous liquidés ou envoyés "en rééducation", c'est-à-dire au Goulag. De leur côté, les Soviétiques exaltèrent l'héroïsme des allogènes en lutte contre les nazis, mais en se gardant bien d'aller trop loin dans le sens d'une reconnaissance de leurs aspirations nationales: ainsi, contrairement à ceux de la Russie, les héros nationaux des peuples allogènes ne furent pas exaltés, à l'exception de ceux qui avaient eu une attitude favorable à la Russie comme l'hetman Bogdan Mikhaïlovitch Hmelnitski (ou Khmielnitski, vers 1595-1657) qui avait signé l'accord rattachant l'Ukraine orientale à la Russie en 1654. L'effort de guerre obligea au relâchement de certains contrôles; en particulier, on assista à une réallogénisation des sections nationales du P.C.U.S.

La victoire soviétique aboutit à **l'annexion de nouveaux territoires**, peuplés presque exclusivement de non-Russes (vingt-trois millions au total).

Le pacte germano-soviétique avait été la première étape de cette extension, sous la forme, dans un premier temps, d'un partage colonial de ces régions avec l'Allemagne — voyez au chapitre 6. En septembre-octobre 1939, l'U.R.S.S. avait exigé des "bases militaires" dans les **pays baltes**; les Baltes et les Estoniens, qui étaient six millions au total et n'avaient pas été capables de construire des institutions communes de défense, choisirent de ne pas se battre, de peur d'être liquidés ou déportés en bloc. En juin 1940, profitant de ce qu'on ne parlait que de la chute de Paris, les Soviétiques procédèrent à l'annexion de ces trois pays, qui fut consommée en août.

Elle eut lieu à la suite d'élections bidon organisées à la mi-juillet sous la terreur: en Lettonie, il y eut mille cinq cent exécutions sommaires en un mois. En Estonie, le Parti communiste local avait très exactement cent trente-trois membres au printemps 1940, mais officiellement 93% des Estoniens votèrent pour l'annexion... Les déportations massives commencèrent au printemps 1941, juste avant l'attaque allemande: elles touchèrent notamment le personnel politique, mais aussi les intellectuels, le clergé, les officiers, soit soixante mille personnes au total pour la seule Estonie qui comptait un petit million d'habitants. Le président estonien, Konstantin Päts, ne revint jamais des camps et jusqu'en 1991 on ignora la date de sa mort (1956); le président letton, Karlis Ulmanis, mourut lui aussi en déportation. Entre-temps les Allemands des anciennes provinces baltes et de Lituanie, quatre cent mille personnes environ, avaient été renvoyés en Allemagne fin 1939, dans le cadre d'un accord passé entre Staline et Hitler — qui projetait de sen servir pour coloniser la Pologne: ce fut la fin de sept cent ans de présence allemande dans ces régions. Il y eut aussi un début de collectivisation.

Lorsque les nazis arrivèrent en juillet 1941 (l'ensemble de l'Estonie passa sous occupation allemande en octobre), ils furent accueillis encore plus chaleureusement que dans les zones qui étaient soviétiques depuis 1920 (d'autant plus qu'avant l'arrivée des troupes allemandes les Soviétiques formèrent des "bataillons de destruction" qui détruisirent tout ce qu'ils purent). Les Estoniens sont unanimes à dire que les Allemands se comportèrent bien moins brutalement que les Soviétiques (il est vrai que les Juifs d'Estonie ne sont plus là pour donner leur sentiment¹). Cela dit, le sort promis aux indigènes de la Baltique orientale n'était pas enviable: c'était la germanisation pour les plus "assimilables", l'expulsion vers l'est pour les autres, qui seraient remplacés par des colons allemands. En 1942 les nazis organisèrent une légion estonienne, sans grand succès pour l'instant (les Estoniens n'étaient pas intéressés à se battre loin de chez

¹ En fait, certains échappèrent au génocide... parce qu'ils venaient d'être déportés en Sibérie comme "capitalistes"; d'autres furent évacués car on savait bien qu'ils étaient en danger.

eux pour les Allemands) mais ils refusèrent toujours de discuter de l'indépendance avec les Estoniens. Il y eut une administration estonienne "autonome", dirigée par Hjalmar Mäe, un ancien dirigeant de la Ligue des Vétérans, un mouvement d'extrême-droite des années 1930, mais à l'intérieur de l'*Ostland* qui était une dépendance du *Reich*; Mäe, qui singeait Hitler jusque dans la forme de sa moustache, ne parvint jamais à s'assurer la moindre popularité.

Il y eut une résistance anti-nazie et indépendantiste, qui malheureusement fut incapable de s'unir; il y eut aussi un bataillon de fusilliers estoniens dans l'Armée rouge. L'U.R.S.S. reprit le contrôle de l'Estonie entre février et octobre 1944; la mobilisation des Estoniens contre l'invasion russo-communiste (plus de soixante mille personnes s'engagèrent alors dans les troupes auxiliaires de la *Wehrmacht*) ne fut pas d'un grand secours face au rouleau compresseur de l'Armée rouge, mais la résistance des "frères de la forêt", les guérilleros nationalistes, ne cessa qu'au milieu des années 1950. Ces maquisards, peu nombreux et pauvrement armés, n'espéraient pas vraiment reconquérir l'indépendance; ils attendaient une intervention des Occidentaux (de toute façon, c'étaient souvent des gens que les Soviétiques tenaient pour des collaborateurs des nazis: pour eux c'était le maquis ou le Goulag). Mais jamais les Occidentaux ne contestèrent sérieusement l'annexion (la Grande-Bretagne alla jusqu'à la reconnaître), ce que les Baltes et les Estoniens ne nous ont pas pardonné.

En lot de compensation, la Lituanie soviétique reçut Vilnius reprise à la Pologne, et récupéra Memel (Klaipeda) annexée par l'Allemagne au début de l'année 1939; en revanche la Lettonie et l'Estonie se trouvèrent délestées, à l'est, des territoires qui avant 1917 ne faisaient pas partie des provinces baltes, mais que les traités de 1920 leur avaient attribués. Dans la partie de la **Prusse orientale** que l'U.R.S.S. annexa en 1945 au sud-ouest de la Lituanie, et dont la totalité de la population (allemande et lituanienne) fut expulsée, Staline installa des Russes afin de prendre les Baltes à revers et de faire peser une menace sur la Pologne; il apparut ainsi un petit territoire russe ethniquement très homogène, séparé du reste de la Russie par la Lituanie (il l'est toujours). Ce fut ainsi que Königsberg, la ville de Kant, devint Kaliningrad, une cité russe dont seule la cathédrale en ruines au milieu d'un terrain vague témoignait qu'elle avait été le berceau de la Prusse.

Contrairement aux Baltes et aux Estoniens, les **Finlandais**, qui n'étaient que cinq millions, mais unis, choisirent de se battre: ce fut la "guerre d'hiver" (de novembre 1939 à mars 1940). L'Armée rouge, qui relevait juste des grandes purges, se révéla incapable de l'emporter rapidement (elle eut cinquante mille morts — Hitler en prit bonne note), mais comme les forces en présence étaient décidément trop inégales la Finlande préféra négocier un armistice, en mars 1940. Par la suite, en 1941, les Finlandais tentèrent de reprendre l'initiative

avec l'aide allemande, mais à l'effondrement de l'Allemagne nazie ils se retrouvèrent seuls, et grandement menacés d'annexion. Ce qui les sauva, ce fut qu'ils avaient acquis une excellente image aux États-Unis (notamment parce que "la courageuse Finlande" avait été le seul pays d'Europe à payer ses dettes de guerre jusqu'à la fin des années 1930, malgré la crise) et avaient réussi à susciter l'intérêt de Roosevelt, qui à la conférence de Téhéran avait déjà fait savoir à Staline qu'il ne laisserait pas disparaître la Finlande. Celle-ci ne se vit même pas imposer un régime communiste comme les pays d'Europe centrale et balkanique, mais elle dut accepter un statut de semi-protectorat, céder son accès à l'Arctique et surtout une bande de territoire en Carélie, près de Leningrad, avec la ville de Viipuri (Vyborg en russe). Presque toute la population locale (quatre cent vingt mille personnes sur cinq cents mille) prit la fuite, et fut remplacée essentiellement par des Russes.

Après divers aléas que je ne détaille pas, en 1945 l'U.R.S.S. imposa le retour de la frontière de la **Pologne** à la ligne fixée au moment du pacte germano-soviétique, soit en gros la ligne Curzon; elle annexa aussi la Ruthénie subcarpathique tchécoslovaque et récupéra la Bessarabie roumaine, annexée elle aussi dès 1940, qu'elle transforma en une "R. S. S. de Moldavie" dotée, nous l'avons vu, d'une langue distincte du roumain (et désormais transcrite en cyrillique). Outre ces deux millions de Roumains, l'ensemble ou presque des **Ukrainiens** et des **Biélorusses** vivait désormais en U.R.S.S., pour leur malheur. En effet, dans l'immédiate après-guerre la répression atteignit un degré inouï de brutalité dans les territoires qui avaient été occupés par l'Allemagne: il y eut de terribles purges et des déportations massives sous prétexte de collaboration, qui s'ajoutèrent aux ravages des nazis; une nouvelle famine en 1947. Ainsi le village hongrois de Nagydobrony (Velikaïa Dobron) en Ruthénie subcarpathique, dont les paysans refusaient de livrer leur récolte, fut bombardé au phosphore en juillet 1946: sur trois mille habitants, il y eut neuf survivants. On expulsa les Hongrois, les Allemands et les Polonais de ces régions; les derniers nommés allèrent peupler les terres prises par la Pologne à l'Allemagne, les autres prirent le chemin de la Sibérie. Les Églises uniates furent rattachées de force à l'Église orthodoxe (russe) entre 1946 et 1951. Donner des chiffres au sujet des pertes subies par ces peuples a peu de sens: mieux vaut essayer d'imaginer ces villes où il ne reste plus un seul bâtiment d'avant-guerre, comme Grodno ou Minsk, ces villages recouverts par la forêt.

Sakhaline et les îles Kouriles, prises au Japon après quelques jours de guerre, furent évidemment vidées de leur population japonaise. L'U.R.S.S. annexa le Tannou-Touva en octobre 1944; la Mongolie échappa de peu au même sort grâce à un résultat providentiellement négatif au référendum, résultat proprement stupéfiant dans le monde communiste et qui coûta très cher aux organisateurs.

L'une des conséquences directes du second conflit mondial fut la **déportation de peuples entiers** en Sibérie et en Asie centrale¹. Ce triste sort toucha d'abord les quatre cent cinquante mille Allemands de la R.S.S. des Allemands de la Volga et des régions voisines: ils furent déportés dès le mois de septembre 1941, par crainte qu'ils ne servissent de cinquième colonne à l'armée allemande qui avançait à vive allure dans cette direction. En 1942 les déportations s'étendirent à tout le territoire soviétique: selon le *Livre noir du communisme*, elles touchèrent au total un million deux cent mille Allemands d'U.R.S.S. sur un million quatre cent mille.

Plus au sud, sur la route du pétrole de Bakou, l'armée nazie avait occupé la Crimée et atteint un moment les contreforts septentrionaux du Caucase; les peuples de ces régions s'étaient alors libérés du communisme, avaient décollectivisé l'agriculture et réorganisé leur vie religieuse; les nazis avaient toléré les institutions qu'ils s'étaient donnés, sans pour autant leur reconnaître l'indépendance. Lorsqu'ils reprirent le contrôle de ces zones entre novembre 1943 et juin 1944, les Soviétiques déportèrent entièrement certains de ces peuples, y compris les femmes, les enfants et les vieillards, même les recrues de l'Armée rouge qui se trouvaient au front depuis 1941 et qu'on alla chercher dans leurs régiments. En juin 1946, pour justifier ces déportations qui s'étaient faites dans l'arbitraire le plus total, le gouvernement publia un décret qui accusait collectivement ces peuples de collaboration avec les nazis, ce qui « témoignait de l'obsession quasi pathologique de Staline à l'égard de l'identité nationale perçue comme un ferment de division et de trahison » (selon M.-P. Rey).

Les "**peuples punis**" du Caucase furent les Tchétchènes (qui n'étaient jamais réellement passés sous contrôle soviétique, et dont un tiers mourut sur le chemin de l'exil), les Ingouches, les Karatchaïs, les Balkars et, originaires des steppes un peu plus au nord, les Kalmouks. Les habitants non slaves de la Crimée, notamment les Tatars, subirent le même sort, ainsi que les Meskhets, des Géorgiens musulmans qui habitaient sur la frontière turque, et les Kurdes du Caucase. Pour les chiffres et des détails, voyez le *Livre noir*, au chapitre 12 de la contribution sur la Russie. Tous ces peuples perdirent évidemment la totalité de leurs institutions "nationales" (notamment leurs écoles), leurs représentants au Soviet des Nationalités; ils n'étaient plus mentionnés nulle part, même dans les encyclopédies et les recensements; le régime faisait comme s'ils n'existaient plus.

Fragment d'idéologie: on était bien ici dans le domaine du racisme pur, sans même le cache-sexe de ce "racisme de classe" qui complique l'appréhension des

¹ En fait, les premières déportations dataient de 1937 (elles concernaient les Coréens de l'Extrême-Orient qui furent déportés en Asie centrale pour les éloigner de la frontière du Japon, leur métropole à l'époque) et de 1940 (voyez aussi au chapitre 3 — c'étaient des Polonais et des Roumains des régions frontalières, et surtout des Finno-ougriens de la région de Leningrad, les Ingriens; on s'en servit entre autres pour repeupler la Carélie, région de Finlande qui venait d'être annexée et dont la population s'était enfuie). Mais cela ne touchait que quelques milliers d'individus et il n'y avait pas d'accusations politiques à la base de ces déportations.

persécutions contre les Ukrainiens dans les années 1930. Comme dans le cas du génocide hitlérien, les exigences de la haine l'emportèrent sur celles de l'efficacité militaire: en plein conflit, le gouvernement soviétique mobilisa cent vingt mille kagébistes et quarante mille wagons pour déporter cinq cent vingt mille Tchétchènes et Ingouches! En revanche il ne s'agissait pas à proprement parler d'un génocide, même si les pertes de la communauté tchétchène furent de même ampleur que celles des communautés juives d'Europe en 1941-1944: en U.R.S.S. elles n'étaient pas planifiées pour être supérieures — elles n'étaient pas planifiées du tout, elles furent le résultat de l'indifférence et de l'impréparation. Tout au plus peut-on évoquer une volonté d'anéantir ces *cultures*, ce qui n'est quand même pas la même chose qu'anéantir les gens.

Soljenitsyne a consacré aux Allemands exilés en Asie centrale un passage célèbre de *L'archipel du Goulag* (célèbre car ce fut par ce témoignage qu'on redécouvrit leur existence!), où il évoque aussi les Tchétchènes:

« Aussi bien dans les mines que dans les M.T.S. ou dans les sovkhozes, on ne tarissait pas d'éloges sur les Allemands: il n'y avait pas de meilleurs ouvriers. Dès le début des années cinquante, en comparaison avec les autres relégués, et souvent même avec les indigènes, c'étaient les Allemands qui avaient les maisons les plus solides, les plus spacieuses et les plus propres (...) [les Tchétchènes gardaient toujours] une attitude fière et même ouvertement hostile. Méprisant les lois de l'instruction obligatoire (en russe), (...), ils ne laissaient pas leurs filles aller en classe, de peur qu'on les leur abîme, et même les garçons n'y allaient pas tous ».

Les peuples punis furent réhabilités en janvier 1957 et rentrèrent d'exil, à l'exception des Meskhets, des Allemands et des Tatars de Crimée (leur région, trop stratégique, avait été repeuplée et il n'y avait plus de place), qui restèrent en exil jusqu'à la fin de l'U.R.S.S. Le bilan était terrible: la population kalmouke, par exemple, avait baissé de moitié, essentiellement à cause de la brutalité du processus de déportation lui-même et de la famine qui avait suivi leur installation dans des régions auxquelles leur mode de vie était inadapté. Les Ukrainiens et les Biélorusses échappèrent de peu semble-t-il à la déportation, et ce fut essentiellement à cause de leur nombre.

3) L'après-guerre.

Après la seconde guerre mondiale, la politique nationale de l'U.R.S.S. continua d'évoluer dans le même sens. Officiellement, les nations étaient toujours égales entre elles et l'"amitié" régnait entre les peuples (des Estoniens m'ont évoqué ce mot, *droujba/sõprus*,

comme l'un de ceux qui ont été le plus salis par le communisme, au point qu'aujourd'hui les gens de ces générations ont des réticences à l'employer). Au Comité central du P.C.U.S., il y avait onze Russes et six allogènes dans les années 1960; en 1981 il y avait dix Russes et quatorze allogènes (suppléants compris dans les deux cas). La proportion d'allogènes dans les sections nationales du P.C.U.S. augmentait. La politique officielle de promotion des petites nations se poursuivait presque jusqu'à la fin du régime soviétique¹. Les aberrations de la planification aussi, qui dans certains cas touchaient plus spécifiquement tel ou tel peuple: dans la R.S.S.A. des Touvas, dans les années 1950 on remplaça les moutons locaux par une autre race, plus "progressiste" sans doute mais mieux adaptée au plan quinquennal qu'au climat; l'élevage s'effondra, avec lui toute l'économie locale². Malgré tout, la propagande du régime soviétique fonctionnait: ce fut ainsi que dans l'immédiate après-guerre (1946-1949) environ cent quatre-vingt mille Arméniens de la diaspora occidentale et moyen-orientale gagnèrent le Paradis de l'Arménie soviétique (« Quand tout sera fini, plus tard, en Ériwan »...³). Le choc fut à la mesure des espoirs... Ceux qui, n'ayant pas de relations dans leur pays d'origine, ne reçurent pas de soutien de leur ambassade, ne purent pas repartir. Au début des années 1950, beaucoup, accusés de "nationalisme bourgeois", furent déportés. Après la mort de Staline on les laissa filer discrètement; il en restait encore quelques-uns dans

¹ Quelque part dans les années 1970, le régime annonça fièrement, par le biais de sa presse de propagande à l'étranger (*L'Union soviétique*), qu'une communauté de cinq mille pêcheurs de l'île de Sakhaline, les Nivkhs, venait de se voir pourvue de sa propre langue littéraire. J'en avais été frappé. Il se trouve qu'à l'été 1996 j'ai rencontré en Estonie le "responsable" de cette affaire, et que j'ai vu le film où il relate la lugubre histoire du peuple nivkh.

Vladimir Sangui (Sanghi pour l'*Encyclopædia Universalis*) est né en 1935 dans une famille de chamanes; il a fait des études de géographie à Leningrad, puis a commencé à écrire (en russe), ce qui lui valut, en 1962, d'entrer à l'Union des Écrivains, l'organisation corporatiste des gens de culture. Ce fut alors qu'il décida, ou qu'on lui suggéra, de devenir l'écrivain national nivkh. Il commença par enregistrer sur cassettes "l'épopée nationale nivkh" (??) et la traduisit en russe: ce qui suscita un grand intérêt et lui valut des bourses d'étude. Puis il inventa une transcription en cyrillique de la langue, qui ressemble un peu à des jappements de chihuahua dépressif; il publia un dictionnaire, des recueils de textes folkloriques et plusieurs manuels d'enseignement (*en* nivkh, pas *du* nivkh) que le gouvernement fit imprimer benoîtement à des milliers d'exemplaires. Il semble qu'aucun ne soit jamais parvenu jusqu'à une école.

C'est qu'entre-temps, les Nivkhs ont été sédentarisés de force, on leur a interdit de pêcher (leur seule activité traditionnelle) car ils faisaient concurrence aux kolkhozes russes; on a tué leurs chiens de traîneaux, on les a entassés de force dans des immeubles, au milieu des familles russes, on leur a interdit de se rendre sur leurs lieux de culte traditionnels (qui ont été détruits, notamment les arbres sacrés): tout ceci au nom du progrès et de l'intégration. En quelques années, la communauté, qui n'en est plus une, a sombré dans l'alcoolisme et la dépression collective, et la culture nivkh s'est effondrée: alors que 100% des Nivkhs parlaient nivkh en 1959, aujourd'hui on estime le chiffre à 2%, ce qui signifie que certains ont dû oublier (ou ont désormais honte de l'avouer). Vladimir Sangui et son fils Pozvein, que leurs neveux et cousins ne comprennent plus lorsqu'ils parlent nivkh, sont à peu près les seuls Nivkhs à lutter aujourd'hui pour la culture nivkh; ils ont organisé en 1990 un Congrès des peuples arctiques, mais la Russie a refusé de leur accorder des "réserves" (qu'ils réclament, sur le modèle américain, pour s'isoler des Russes); ils font le tour des festivals d'anthropologie avec un film (en anglais) d'une tristesse absolue, un beau costume de chamane, un os de rorqual au cou...

² Un phénomène comparable eut lieu en Kalmoukie, où dans les années 1950 les planificateurs introduisirent des moutons de race caucasienne, à la laine plus belle, mais aux dents plus acérées que les plantigrades (?) locaux. Dans ce milieu très fragile écologiquement (c'est une steppe sèche), le résultat aujourd'hui (en 1997) est que la moitié du territoire est devenue un désert, et qu'un autre tiers est en voie de désertification. Ce cas est intéressant car le désastre a une base nettement "nationale": c'est uniquement dans la R.S.S.A. de Kalmoukie que les palmipèdes (?) caucasiens ont été introduits, dans le but "de vivifier l'économie traditionnelle kalmouke"...

³ Aragon, *L'affiche rouge* — voyez le cours sur la France, au chapitre 13.

les années 1980, qui, d'après les souvenirs de voyage d'un ami, se rappelaient avec nostalgie la place du Pont, à Lyon.

La russification de l'U.R.S.S. s'accentua à la fin de l'ère stalinienne; elle se ralentit un petit peu à l'époque khrouchtchévienne (mais le rapport Khrouchtchev, s'il mentionnait certains peuples déportés, présentait l'U.R.S.S. comme « un modèle d'État multinational »); elle reprit de plus belle à l'époque brejnévienne. **Le peuple russe était considéré comme le "frère aîné"** en modernité et en Révolution des autres peuples, apte par son passé et par sa culture à guider les peuples de l'U.R.S.S. sur le chemin du socialisme: selon un toast célèbre qu'en mai 1945 Staline porta aux généraux de l'Armée rouge (le "discours de la victoire"), les Russes formaient « la nation la plus avancée de toutes celles qui composent l'Union soviétique, (...) reconnue par tous (...) comme la force dirigeante de l'Union soviétique parmi tous les peuples de notre pays, (...) peuple dirigeant ». Le discours rejoignait la pratique en vigueur depuis les années 1930.

On récrivit l'Histoire dans un sens encore plus favorable aux Russes et à la Russie tsariste, dont Staline assurait désormais, corrigeant Engels, qu'elle était moins réactionnaire que les États bourgeois d'Europe occidentale. Il n'y avait plus d'Histoire séparée des peuples allogènes: leur Histoire était une branche de l'Histoire russe. En Ukraine on continua à célébrer l'hetman Hmelnitski, puisqu'il avait signé le rattachement de son pays à la Russie, mais au Caucase l'imam Chamil devint un "agent anglais" et l'on se mit à glorifier les Cosaques du Terek, qui avaient combattu pour la Russie contre les peuples montagnards, et la politique de colonisation menée par les tsars. En Asie centrale et en Azerbaïdjan les "épopées nationales" (collectées ou bricolées dans les années 1920 pour la plupart) furent interdites. En Azerbaïdjan, le premier secrétaire de la section locale du P.C. assurait en 1952 que « sans sous-estimer en rien le caractère réactionnaire de la politique coloniale tsariste, on ne doit pas oublier (...) que l'annexion des peuples par la Russie était pour eux la seule issue, et a eu une influence uniquement heureuse sur leur destin futur ». Voilà pour la "prison des peuples"!

Après Staline le discours officiel évolua vers plus de nuances. Khrouchtchev insistait sur l'idée d'une "fusion" progressive des peuples de l'U.R.S.S. en une seule entité. Dans les années 1970, la langue de bois brejnévienne proclamait qu'un "peuple soviétique" était en cours de constitution; mais le peuple russe restait le "frère aîné" autour duquel les nations de l'U.R.S.S. devaient se rassembler. De plus en plus, **la langue russe**, qui avait toujours eu le statut de seule langue de l'administration centrale et de langue de communication entre les différents peuples de l'U.R.S.S., **se vit attribuer le rôle de vecteur de l'identité soviétique**: c'était la langue du "peuple soviétique". Dans la constitution de 1977, n'était prévue que la "possibilité" de l'usage des langues autres que le russe, même à l'échelle locale, et dans les années 1970 le russe devint langue officielle, à côté de la langue allogène locale, dans la plupart des Républiques fédérées.

Des Russes, paysans ou bien ouvriers, **s'installèrent en nombre dans toutes les périphéries** de l'U.R.S.S., pays dont ils représentaient 54,6% de la population en 1959. Au Kazakhstan, effet de la politique khrouchtchévienne de colonisation des "terres vierges" (voyez au chapitre 4), les Russes dépassèrent en nombre les Kazakhs à partir du recensement de 1959 (ils représentaient alors 43% de la population de la R.S.S., contre 30% de Kazakhs). Au Kirghizstan il y avait 12% de Russes en 1926, mais déjà 29% en 1970. En Estonie, R.S.S. dont la "nationalité titulaire" ne retrouva jamais en chiffres absolus le niveau de 1939, les autres Soviétiques, généralement russes ou russifiés, passèrent de 5% de la population environ en 1940 à 42% en 1989; en Lettonie, de 10% ou 15% environ (à cause de Riga, ville russe depuis le XIXe siècle) à 49%. Les Russes noyèrent définitivement sous leur nombre les petits peuples enclavés: à la chute de l'U.R.S.S., sur les soixante-dix-neuf territoires autonomes au sein de la R.S.F.S.R. il n'y en avait que deux qui fussent ethniquement "homogènes" (c'est-à-dire dont la nationalité titulaire représentait plus de 50% des habitants), la Tchétchénie et la R.S.S.A. des Touvas. En Oudmourtie il y avait deux tiers de non-Oudmourtes en 1989...

Même là où les Russes étaient en minorité, **les villes étaient russes**. Ainsi Frounzé (aujourd'hui Bichkek), capitale du Kirghizstan, l'était à plus de 70% en 1989; en Estonie les Russes et russophones finirent par l'emporter légèrement en nombre dans la capitale, et il y avait plusieurs villes russophones à 95%, comme Narva et Paldiski. Dans les R.S.S. non russes, **les Russes occupaient les postes de décision**, les emplois qualifiés, les métiers qui exigeaient une certaine mobilité à l'intérieur du pays (comme celui de chauffeur de camion); ce phénomène était sensible déjà dans les R.S.S. occidentales, mais atteignait des formes extrêmes en Asie centrale, où l'on pouvait parler d'une situation franchement coloniale. On peut encore prendre l'exemple de l'industrie pétrolière qui naquit dans les années 1940 dans la région de la moyenne Volga (le "deuxième Bakou" comme disaient les cours de géographie économique¹): même dans les R.S.S.A. tatare et bachkire, les ouvriers étaient en grande majorité des Russes, et les rares allogènes se russifiaient très vite. Sauf exceptions les P.C. des différentes R.S.S. étaient dirigés par des premiers secrétaires appartenant à la nationalité titulaire; mais ces hommes étaient souvent très russifiés (ainsi en Estonie le premier secrétaire en poste de 1953 à 1978, Johannes Käbin, un bolchevik émigré en U.R.S.S. de 1918 à 1940, ne savait plus l'estonien; il fit l'effort de le réapprendre. Son successeur Karl Vaino, né en Sibérie dans l'entre-deux-guerres, ne fit même pas ce geste). Partout en tout cas ils étaient flanqués d'un deuxième secrétaire qui était un Russe; ce personnage était chargé notamment de la sélection des cadres, une mission essentielle car l'avenir en dépendait.

Les petits peuples se russifiaient de plus en plus, ce qui, pour les moins nombreux et les plus mêlés aux Russes, était sans doute un processus inévitable; mais, en l'absence de toute mesure d'accompagnement, de toute trace de compassion, cela se passa dans des

¹ Il y en eut un troisième, en Sibérie nord-occidentale, dans les années 1960.

conditions souvent dramatiques (voyez plus haut la note sur les Nivkhs). Les peuples forts en nombre et dotés d'une forte tradition nationale résistaient beaucoup mieux, sauf les Ukrainiens et des Biélorusses dont les langues trop proches du russe résistaient mal à une russification progressive "de l'intérieur" (dans les formes grammaticales, les expressions et la syntaxe calquées du russe, etc.); en 1989 on n'entendait pratiquement plus parler ukrainien à Kiev, environ 40% de la population de l'Ukraine savait encore l'ukrainien littéraire (au Kazakhstan, moins de la moitié des kazakhs, soit 20% de la population de la République, savaient encore le kazakh). Partout une société à deux vitesses apparaissait où tous **ceux qui n'avaient pas une maîtrise parfaite du russe** à côté ou en lieu et place de leur langue nationale **étaient des exclus**. Parmi les instruments privilégiés de la russification, il y avait le service militaire (la langue de commandement était évidemment le russe; 91% des généraux nommés de 1940 à 1976 furent des Slaves), mais aussi l'école. Ainsi en Ukraine vers 1975, seuls 60% des enfants de nation ukrainienne étaient scolarisés (partiellement) en ukrainien, et il n'y avait plus aucune université ukrainienne; dans les R.S.S.A. qui dépendaient de la R.S.F.S.R., à trois exceptions près (dont celle des Tatars de la Volga), il n'y avait plus aucun enseignement en langues nationales après le primaire. De toute façon, en maints lieux les "écrivains nationaux" ne chantaient plus que les tracteurs et les trayeuses électriques.

Je voudrais m'arrêter sur l'exemple des **pays baltes**, que je connais mieux. En 1945 ils avaient un retard de soviétisation à rattraper. Les collaborateurs réels ou supposés prirent le chemin de la déportation. La collectivisation (entre 1949 et 1952) se passa épouvantablement: en Estonie il y eut environ quatre-vingt mille déportés, quatre cent mille en Lituanie. Comme de plus une partie de la population avait fui l'avancée de l'Armée rouge, au total l'Estonie en 1955 avait perdu le tiers de sa population de 1939 (à cette date elle avait été déjà en partie remplacée par des Russes). En Lituanie un évêque fut condamné à mort, l'archevêque de Vilnius fut déporté et ne fut pas remplacé à sa mort en Sibérie vers 1954; toutes les églises du pays furent fermées, même la cathédrale de Vilnius; la plus belle église baroque de la ville fut intérieurement saccagée pour faire place à un "musée de l'athéisme". Puis, Staline mort, les choses se calmèrent, et comme toute l'U.R.S.S. la Baltique orientale connut un certain développement économique jusqu'à la "stagnation" des années 1970; vers 1980 c'était même la région la plus riche du pays.

En Estonie, aucune église ne fut fermée (cela ne veut pas dire qu'elles avaient toutes un desservant); il faut dire que le pays était déjà très déchristianisé, la foi n'y représentait aucun danger — et le protestantisme a moins de relais à l'étranger que le catholicisme. L'estonien, comme le letton et le lituanien, conserva l'alphabet latin. Mais la vie culturelle se réduisit à presque rien dans les dix premières années de l'après-guerre, sous les effets conjugués de l'émigration des intellectuels, de la

répression des "activités nationalistes" et des impératifs du jdanovisme; à tel point qu'en 1949 le prix littéraire le plus prestigieux fut accordé à un roman qui était en fait une traduction du russe. Seuls les festivals de chant survécurent; c'était une forme d'expression que les Soviétiques considéraient comme "folklorique" et sans danger. Le pays était tenu par un petit groupe d'Estoniens russifiés qui avaient passé toute la période d'indépendance à Moscou et traitaient le pays comme une colonie. Ce fut aussi l'époque où des Russes et russophones vinrent en masse s'installer; les Estoniens soutiennent que ce fut une politique réfléchie et volontaire visant à noyer les autochtones, pour que plus jamais l'indépendance ne fût possible (on peut soutenir qu'il y entra surtout de l'indifférence: comme dans toute l'U.R.S.S. des paysans gagnèrent en masse les villes voisines, il se trouva qu'en Estonie ils venaient pour la plupart de la Russie nord-occidentale toute proche et plus rurale). Pratiquement aucun de ces Russes ne ressentit la nécessité d'apprendre la langue "indigène", pourtant théoriquement enseignée dans les écoles russes: les deux communautés vivaient côte à côte à peu près comme devaient vivre les pieds-noirs et les musulmans à Alger vers 1900.

Les années 1960 et 1970 virent un certain réveil culturel, avec notamment les premières œuvres du romancier Jaan Kross, né en 1920 (notamment *Le fou du tsar*, paru en 1978); mais cette relative détente ne s'accompagna d'aucune ouverture politique. Le renouveau culturel ne s'interrompit pas durant la "reglaciation" brejnévienne, en partie parce que les communistes locaux, désormais en majorité de vrais Estoniens, la protégèrent; et parce que les censeurs de Moscou ne lisaient pas l'estonien. Le pays sortit peu à peu des années d'isolement absolu: ainsi en 1965 une ligne de ferrys s'ouvrit entre Tallinn et Helsinki. Des touristes venaient visiter le vieux Tallinn; en 1980 les régates de jeux olympiques de Moscou eurent lieu à Tallinn, ce qui permit des contacts. Dans les années 1970, les habitants du nord de l'Estonie pouvaient capter la télévision finlandaise. Mais il y avait de plus en plus de Russes en Estonie et de russe à l'école.

Les premiers groupes de dissidents apparurent en 1972; ils furent rapidement démembrés, et leurs membres envoyés en déportation (avec des peines assez légères: on n'était plus sous Staline). Des incidents sérieux commencèrent à éclater au début des années 1980, par exemple des manifestations de jeunes à l'occasion de concerts de rock interdits. Deux dissidents furent condamnés en 1981 pour avoir demandé l'annulation du pacte germano-soviétique; il y eut aussi des manifestations contre l'afflux des Russes et d'autres contre l'imposition du russe à la maternelle ou à la télévision locale.

Il y eut aussi un étudiant qui s'immola par le feu en Lituanie en 1972, un ou deux groupuscules nationalistes clandestins étouffés dans l'œuf, notamment en Ukraine; en Arménie des manifestations anniversaires du génocide dégénérent en 1965; des Arméniens furent condamnés pour un attentat dans le métro de Moscou en 1977. En Géorgie, les tentatives de faire du russe une langue co-officielle au niveau de la R.S.S. provoquèrent de très graves troubles en 1978, et le gouvernement dut revenir en arrière. Ces dernières furent les seules et uniques manifestations "particularistes" dont des témoignages parvinrent à l'étranger entre la fin de la guerre et la Perestroïka. (D'autres manifestations du même genre avaient eu lieu en Géorgie en 1956, à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Staline, tardivement promu porte-drapeau de la fierté nationale géorgienne; elles furent réprimées dans le sang, il y eut au moins cinq cent morts, mais personne n'en entendit parler). Il faudrait encore évoquer l'accès d'antisémitisme du début des années 1950 et les tracasseries dont les Juifs qui souhaitaient émigrer (en Israël ou aux États-Unis) furent victimes dans les années 1970 (on les appelait les *refuzniki*, c'est-à-dire ceux à qui le visa de sortie était refusé: parmi eux, Nathan Chtcharanski, aujourd'hui chef d'un parti politique israélien)¹.

Bref, rien de suivi, d'organisé; aucun peuple de l'U.R.S.S. n'affichait collectivement un désir d'indépendance (lorsqu'ils affichaient quelque chose, comme les Géorgiens, c'était un désir d'égalité avec les Russes). Même le mouvement de la dissidence, dans les années 1960 et 1970, toucha essentiellement des Russes; parmi les exceptions connues en Occident, on peut citer le cinéaste Sergueï Paradjanov (1924-1990), l'auteur des *Chevaux de feu* (sorti en 1964), Arméno-Géorgien militant et par ailleurs, autre source d'ennuis avec le régime, homosexuel, qui fut condamné à cinq ans de camp en 1973 (il en sortit en 1977 sous la pression des Occidentaux) puis réembastillé en 1982. **Rien vers 1980 n'annonçait que onze ans plus tard, l'U.R.S.S. allait éclater** à cause des nationalismes, même si rétrospectivement on se rend compte que le chaudron bouillonnait, et si au début des années 1980 les "incidents" se faisaient de moins en moins isolés. Ceux qui, en Occident, entretenaient la flamme, ou simplement attiraient l'attention sur la situation des peuples de l'U.R.S.S., étaient considérés comme des originaux attardés, attachés à un passé folklorique et révolu. D'autant qu'à cette époque, en pleine vogue du marxisme dans le tiers-monde, l'U.R.S.S. était encore perçue comme un pays très dynamique au niveau international; à plus forte raison, il était difficile d'imaginer que le régime était en train de perdre le contrôle de la situation intérieure, sur un point essentiel de sa propagande.

À la fin des années 1970, l'U.R.S.S. brejnévienne eut, semble-t-il, des velléités de faire de la Bulgarie la seizième R.S.S. afin de marquer symboliquement l'avancée du socialisme dans le monde. Au début des années 1980, le régime lança une grande campagne pour faire

¹ Sur ces deux derniers points, voyez le chapitre 4. Trois cent mille Juifs soviétiques ont émigré de 1948 à 1985, sur deux millions trois cent mille en 1959, mais seulement un million huit cent mille en 1979, à cause aussi des très nombreux mariages mixtes.

du russe, "langue de la patrie socialiste", la langue de la vie courante dans toute l'U.R.S.S. L'avenir des allogènes semblait bien sombre.

Les **Russes** ne souffrirent pas forcément moins que les autres peuples d'U.R.S.S.: le régime les flattait, mais en même temps les tenait en lisière, prompt à dénoncer "le chauvinisme et le nationalisme grand-russien". La guerre fut atroce pour eux aussi (songez aux prisonniers de guerre de retour d'Occident, qui furent directement expédiés au Goulag — voyez au chapitre 4); les purges tout autant. La culture russe a sans doute été encore plus "décervelée" que les autres, plus complètement ravagée par la "langue de bois" communiste. Le peuple russe, placé au centre de l'Empire, partout identifié à l'oppression communiste et pour cela partout haï, n'avait pas de structures nationales propres en lesquelles se reconnaître: le P.C. de Russie avait été dissous en 1925 et intégré au P.C.U.S.; il n'y avait pas de vraie République russe mais un espace immense, la R.S.F.S.R., où les Russes coexistaient avec quatre-vingt autres nations, et les Russes présents sur le territoire des autres Républiques, qu'ils avaient tendance à percevoir comme des prolongations de la Russie, n'étaient carrément pas représentés en tant que tels dans les institutions soviétiques.

Par réaction, à la fin de la période qui m'occupe les Russes commencèrent à développer le sentiment que cette U.R.S.S. multinationale profitait essentiellement aux allogènes, et que c'était une injustice. Ils remarquaient par exemple que ni Staline, ni Khrouchtchev, ni Brejnev n'étaient des Russes (les deux derniers étaient des Ukrainiens); que la corruption et les maffias, chancres qui prospéraient sur le corps épuisé du communisme, étaient particulièrement développées en Asie centrale et dans le Caucase. Ce type de sentiment ne s'extériorisait pas avant la Perestroïka; mais dès les années 1970, les témoignages étaient nombreux de la persistance, notamment à Moscou, d'un racisme fort cru dirigé entre autres contre les Caucasiens, couramment traités de "culs-noirs" ou de "nègres" (quant aux étudiants noirs de l'université Patrice-Lumumba, qui accueillait les ressortissants des "pays frères" du tiers-monde, ils n'osaient pas prendre de taxis de peur de se faire tabasser par les chauffeurs).

Par ailleurs, en 1978 H. Carrère d'Encausse, dans l'ouvrage qui la rendit célèbre (*L'Empire éclaté*), crut discerner un autre motif d'inquiétude pour les Russes: leur natalité s'effondrait, tandis que celle des peuples musulmans d'U.R.S.S. restait très élevée. De ce fait, il n'y avait plus que 50,2% de Russes en U.R.S.S. en 1979 contre un maximum historique de 54,6% en 1959; alors que la population des Républiques d'Asie centrale (Kazakhstan exclu) fut multipliée par trois de 1945 à 1985; dans cette même période la part de ces Républiques dans la population totale de l'U.R.S.S. passa de 6 à 12%. H. Carrère d'Encausse se trompait de

perspective: l'étincelle ne vint pas des peuples d'Asie centrale mais de ceux des pays baltes (à la natalité tout aussi languissante que celle des Russes) et du Caucase chrétien. La crise n'éclata pas à la suite d'une pression démographique insupportable, ni d'un réveil de l'islam soviétique, dont les structures "visibles" étaient bien tenues en main (ce qui n'empêchait pas la persistance d'une vie religieuse incontrôlée, mais très discrète et sans influence sur les conflits politiques de l'époque: l'islam s'est réveillé *après* l'effondrement de l'U.R.S.S.), mais par suite d'un relâchement de la répression venue de Moscou. Cependant *L'Empire éclaté* eut le mérite de relancer le débat sur le problème national en U.R.S.S.: ce contraste éclatant dans les comportements démographiques montrait bien qu'il n'était pas réglé.

B) Une réussite paradoxale: l'apparition de nationalismes nouveaux.

Il n'y avait donc pas de menace nationaliste immédiate. Pourtant, et je voudrais finir sur cette réflexion, au fond en un certain sens **la politique nationale des bolcheviks fut une réussite complète**, bien au-delà sans doute de ce qu'ils avaient souhaité. Non pas bien sûr parmi les communautés les plus réduites ou les plus minoritaires sur leur propre territoire: au début du XXe siècle elles étaient déjà menacées de disparition par absorption par les Russes. Mais pour les "grandes" nations et notamment pour celles qui avaient des Républiques fédérées, **elle aboutit effectivement au maintien de sentiments nationaux vigoureux** et, la fiction du "peuple soviétique" n'ayant pas résisté à l'effondrement économique des années 1980, non plus que les structures politiques de l'Empire, le processus se termina par l'apparition de quinze États-nations indépendants en 1991.

Le phénomène peut sembler normal pour l'Arménie ou la Géorgie qui ont une longue Histoire et une personnalité affirmée, pour les pays baltes qui ont connu l'indépendance entre les deux guerres mondiales; encore plus pour la Russie qui, non seulement formait le cœur de l'Empire et en tirait fierté (avant de ressentir celui-ci comme un poids dans les années 1970 et 1980), mais abritait un sentiment national très ancien et très fort — voyez au début de ce même chapitre. Il est déjà plus étonnant pour l'Ukraine, qui sans l'action des bolcheviks dans les années 1920 se serait sans doute définitivement agrégée à la Russie, suivant une tendance séculaire qui rappelle un peu l'intégration du Midi à la France. Mais le plus frappant, c'est la situation actuelle en Asie centrale, où les nationalistes de l'après-U.R.S.S. ne remettent absolument pas en cause les frontières tracées artificiellement par Staline, ni pour s'unir en une grande nation turque, ni pour retrouver les limites des anciens khanats. Même des

communautés de taille réduite font preuve d'un particularisme acharné: les Tchétchènes, les Ossètes de Géorgie, les quatre-vingt mille Abkhazes (très minoritaires dans leur R.S.S.A; à l'époque soviétique: 17% de la population en 1989!) ont proclamé et défendent leur indépendance; les deux derniers peuples sont effectivement indépendants de fait, sous patronage russe, depuis le début des années 1990; les Tchétchènes tiennent tête à toute l'Armée rouge depuis 1994.

Ce phénomène contemporain amène à revenir sur ce qui s'est passé dans l'U.R.S.S. "profonde" entre 1930 et 1980. D'abord, il faut remarquer que, même imposée de l'extérieur, même soumise aux contraintes "internationalistes" et ouvriéristes de l'idéologie en vigueur, **la renaissance nationale a parfois été un vrai succès**, lorsqu'elle sut entrer en résonance avec les aspirations sincères des populations concernées. Ainsi les Ukrainiens, les Tatars de la Volga ont massivement redécouvert leur Histoire, même déformée par l'historiographie communiste, même manipulée dans un sens pro-russe à partir de 1930; sous les Tsars, elle était niée, elle n'était connue que de quelques intellectuels, en tout cas elle n'était pas enseignée au peuple. Même un peuple dont l'identité au départ était aussi artificielle que les Kirghizes a très vite investi d'un contenu national propre le cadre (linguistique et territorial) que les bolcheviks lui avaient accordé; dès 1952, il y eut des protestations contre la politique de russification.

Un cas extrême (et célèbre): ce fut grâce aux linguistes et autres scientifiques expédiés dans leurs steppes par les bolcheviks que les Kalmouks, un petit peuple des bords de la Caspienne qui avait tout oublié de ses origines, dans les années 1920 redécouvrirent qu'ils étaient des Mongols, séparés de leurs frères au début du XVIIe siècle par une grosse inondation qui les avait empêchés de retourner "au pays" avec leur horde à la fin d'une petite "promenade de santé" en Europe. Ils en ont tiré un grand sentiment de fierté (ils descendaient donc de ces guerriers qui avaient fait plier les Russes sous leur joug durant deux siècles); cette fierté, cet acquis n'a pas disparu lorsque la politique nationale du régime soviétique s'est durcie, lorsque Moscou s'est mise à encenser les Russes (que les Kalmouks méprisent); au contraire il a dû servir à réchauffer les cœurs kalmouks durant les treize années de déportation en Sibérie. Depuis les années 1970 la langue kalmouke se perd, mais l'actualité des années 1990, fort agitée dans cette région de Russie, suggère que le sentiment d'identité collective kalmouk ne s'est point du tout perdu.

Mais, et c'est capital, **ce processus de récupération** (ou de génération spontanée) **d'identité se fit dans les cadres tracés par les bolcheviks**, car c'étaient les seuls autorisés:

cadre linguistique d'une part, cadre administratif et territorial d'autre part. En soixante-dix ans, les langues enseignées à l'école, même de plus en plus sommairement, ont pris le pas sur les dialectes oraux, ce qui est normal lorsqu'un peuple s'instruit, comme sur les anciennes langues véhiculaires; les découpages territoriaux établis par Staline ont eu largement le temps d'imprégner les mémoires et de s'imposer comme des évidences, de susciter des adhésions sentimentales (pour comprendre, pensez à l'"hexagone" français qui ne remonte qu'aux années 1960). Ces cadres étaient les seuls dont on avait le souvenir vers 1980, les autres ayant été effacés; dans certaines régions ils étaient tout simplement les seuls à avoir jamais existé.

On ne peut donc parler d'un simple "retour à la case départ", à la situation d'avant 1917: ce sont bien **des identités nouvelles**, forgées par soixante-dix ans de communisme, qui ont surgi en pleine lumière à partir des années 1980. En Asie centrale par exemple, selon O. Roy « les identités ouzbek, tâdjik, turkmène, kirghize et kazakh, telles qu'elles ont été fabriquées à l'époque stalinienne en U.R.S.S., sont désormais enracinées et vécues. Leur cristallisation est achevée. Les conflits ethniques qui ont éclaté depuis 1986 n'opposent entre elles que des macro-ethnies [créées par les Soviétiques]: Ouzbeks contre Kirghizes (Osh, juin 1990), Tâdjiks contre Ouzbeks (Samarkand, janvier 1990) ». Cela ne veut pas forcément dire que les solidarités infra-nationales (ethniques, tribales, etc...) se sont éteintes parmi les populations; mais ce ne sont pas les populations qui ont pris en charge le combat national à partir de 1986 et proclamé les indépendances en 1990-1991, ce sont les élites locales.

En effet, deuxième point essentiel, **la politique linguistique et territoriale des bolcheviks a abouti à l'apparition d'élites locales**, jalouses de leur statut qu'elles devaient à l'appartenance à la communauté "nationale", au maniement de la langue "nationale", et du pouvoir qu'elles avaient acquis à l'échelle de leur territoire dans le cadre du système soviétique. Et d'autant plus jalouses qu'avec le temps ces élites, d'abord choyées, se sont trouvées de plus en plus vivement concurrencées par des Russes locaux favorisés par le régime dans le but d'homogénéiser le pays, se sont senties agressées par les tentatives de russification de l'enseignement, etc.: d'où **la tentation de faire appel au nationalisme pour donner un sens aux sentiments anti-russes**.

Les populations locales, évidemment, se sont senties plus solidaires de ces élites, "les leurs" selon le discours que tenaient les bolcheviks eux-mêmes, que des Russes, qui ne sont jamais parvenus à être autre chose pour elles que des "étrangers" incompris et détestés, au contraire par exemple des Français en Bretagne: ainsi, sauf dans les Républiques slaves, la proportion de mariages mixtes est toujours restée spectaculairement basse. **La langue "nationale", homogène et bien définie pour chaque nationalité, était avec le territoire**

national (tracé sur les cartes) le vecteur naturel de cette solidarité face aux Russes, même là où les élites étaient très russifiées (la fonction symbolique de la langue peut survivre à son usage réel, comme c'est le cas aujourd'hui en Irlande — par ailleurs un peuple peut être moins acculturé que ses élites); un vecteur d'autant plus efficace que les sentiments collectifs autres que linguistiques (les sentiments religieux, les souvenirs des anciens royaumes, etc.) avaient été liquidés ou très affaiblis, que le régime avait élevé la culture des particularismes linguistiques à un degré quasi religieux... et que les Russes, comme tous les colonisateurs, n'apprenaient pas les langues des régions où ils s'installaient.

Or ces élites locales étaient des élites soviétiques: leur perception de la nation était tout à fait stalinienne. Toujours selon O. Roy, **les élites nationales des peuples de l'U.R.S.S. « [ont fait leur] la relecture de l'Histoire imposée par l'État [soviétique]**, même si elles contestent cet État»: elles sont issues de ses universités, elles ont appris à lire dans ses manuels scolaires. « Certes les intellectuels nationalistes de l'Ouzbékistan moderne [après 1986] reprochent à Moscou d'avoir occulté la culture ouzbek, mais quand ils parlent de culture "ouzbek" ils en donnent exactement la définition forgée par les idéologues staliniens: la permanence sur un territoire d'un *ethnos* caractérisé par sa langue et sa communauté de culture ». En particulier, **les élites considéraient les territoires nationaux attribués par Staline comme "leurs" territoires**: c'est que c'étaient ceux où s'exerçait leur pouvoir, et que c'étaient les seuls qu'elles eussent connus, c'étaient eux qui avaient donné corps à la représentation collective de la nation parmi les populations dont elles se voulaient les porte-paroles.

Ainsi les groupes humains qu'une frontière administrative interne à l'U.R.S.S. ont séparés artificiellement ont désappris ce qu'ils avaient en commun, parce qu'ils se sont tournés vers des centres administratifs différents, ont produit et lu des littératures distinctes, etc.: c'est le cas des Tatars de la Volga et des Bachkirs, des Kazakhs et des Kirghizes. Il en est de même pour certains groupes à cheval sur les frontières de l'URSS. Les Azéris, élevés dans les années 1920 au rang de Turcs modernes et prolétariens modèles (il y eut toute une propagande de cette farine autour du congrès de Bakou), ont développé une culture "moderniste" et "prolétarienne" (Bakou est une grande ville industrielle) très différente de celle de leurs frères, Turcs de la Turquie (nationaliste et pro-occidentale) ou de l'Iran islamiste. L'absence de solidarité entre les trois pays au moment de la guerre du Karabagh avec l'Arménie (de 1988 à 1993) a été une conséquence frappante de ces divergences de longue date.

Enfin, dans le chaos mental induit par toutes ces contradictions, puis dans le chaos politique croissant des années 1988-1992, les seules **frontières légitimes** étaient les limites "nationales" héritées des divisions administratives internes de l'U.R.S.S.; c'étaient entre autres

les seules que la communauté internationale pouvait reconnaître, sauf à refaire tout le travail cartographique de Staline, et cela leur a donné une très grande **force d'inertie**. Il est frappant de constater, par exemple, que dès les manifestations des années 1960 et 1970 la nation arménienne s'est repliée sur la revendication des territoires qui lui ont été attribués par Staline (la R.S.S. d'Arménie et le haut Karabagh¹), alors qu'il y avait des Arméniens dans toute la Transcaucasie et dans une bonne partie de l'Anatolie au début du siècle... et pas spécialement en plus grande proportion dans la région d'Erevan², qui par ailleurs n'abrite aucun des centres historiques de l'Arménie ancienne. En revanche le Nakhitchevan, peuplé de 40% d'Arméniens au début du siècle (5% dans les années 1980), a été abandonné à son sort de province azérie.

Conclusion.

La politique nationale des bolcheviks était contradictoire dans ses modalités **et passablement perverse** dans ses objectifs; élaborée dans le cadre d'un État totalitaire où les individus n'avaient pas leur mot à dire et où les risques de dérive nationaliste ou autre étaient faibles, assez sophistiquée malgré tout, elle a permis à la Russie de survivre pendant trois quarts de siècle au destin des autres Empires européens comme l'Autriche-Hongrie ou l'Empire ottoman, ou (selon la perspective adoptée) de retarder d'une génération l'échéance de la décolonisation par rapport à la France et à la Grande-Bretagne. Mais cette politique a fini par se retourner contre ses promoteurs lorsque le pouvoir central est venu à s'affaiblir.

Les Soviétiques ne sont jamais parvenus à faire de leur pays une communauté de citoyens, faute d'un projet en ce sens: la notion de "peuple soviétique" est apparue tardivement et en quelque sorte par défaut, à une époque où désormais l'U.R.S.S. avait du mal à se faire passer pour autre chose qu'un nouvel Empire russe et où l'idée bolchevique de dépassement des clivages nationaux par la Révolution mondiale apparaissait bien compromise: il y avait longtemps que l'Union soviétique s'appuyait dans le tiers-monde sur des dynamiques essentiellement nationalistes (voyez au chapitre 6 — et pensez à Cuba!), et en Europe "de l'est" personne ne crut jamais à une fusion des "pays frères" dans l'État soviétique, sauf quelques vieillards soviétiques gâteux et bulgarophiles.

Mais les bolcheviks ne sont pas parvenus non plus à faire de leur pays un État de classe, faute d'un modèle de société assez dynamique qui eût permis de dépasser les particularismes nationaux; en fait, d'aucune manière ils ne sont parvenus à faire de l'U.R.S.S. une communauté de cœur — peut-être parce qu'eux-mêmes n'avaient pas de cœur (« Mort aux

¹ Plus aujourd'hui la région intermédiaire conquise par les armes afin d'assurer la continuité de ces deux territoires.

² Juste avant la première guerre mondiale, les Arméniens étaient devenus majoritaires dans cette région; mais c'était déjà un effet de l'afflux des réfugiés de l'Empire ottoman.

koulaks! »). En revanche, par la contrainte ou par la conviction ils sont largement parvenus à effacer ou à modifier les sentiments d'appartenance collective des populations qu'ils contrôlaient: c'est donc dans les cadres tracés par les bolcheviks des années 1920 que s'est produit l'éclatement de leur Empire. Aujourd'hui la carte de ces régions est toujours pour l'essentiel celle que Staline a dessinée d'après les indications de Lénine: pérennité paradoxale d'une œuvre pensée avant tout pour être provisoire — le marxisme, philosophie qui s'enfonce peu à peu dans la brume du passé intellectuel de l'Europe, le communisme, idéologie morte, le léninisme, tournure d'esprit si étrange et si malsaine que nous avons du mal à croire qu'elle ait pu exister (« Mort aux koulaks! »), n'ont d'autres pérennités que ces paradoxes en lesquels ils se sont perdus.